



***Spartacist* a quarante ans**

«Vers la renaissance de la IV^e Internationale»

PAGE 2

Quatrième Conférence de la LCI, automne 2003

**La lutte pour la continuité révolutionnaire
dans le monde post-soviétique**

PAGE 9

**Origines du communisme japonais,
débat sur la «révolution par étapes»
et l'occupation américaine**

**La restauration Meiji :
une révolution pro-bourgeoise
non démocratique**

PAGE 22

Campagne aux USA contre les immigrants, les femmes, la sexualité

**Les USA et l'ONU partent en croisade
contre la «traite des femmes»**

PAGE 60



ADAPTE DE SPARTACIST (EDITION ANGLAISE)
n° 58, PRINTEMPS 2004

Il y a quarante ans paraissait (en anglais) le premier numéro de *Spartacist*, daté février-mars 1964. A l'époque, *Spartacist* était l'organe de la Revolutionary Tendency (RT - Tendance révolutionnaire), qui en décembre 1963 avait été exclue du Socialist Workers Party américain (SWP), en rapide dégénérescence. Dans le premier éditorial, nous expliquions le choix de notre nom et quels étaient nos objectifs :

« Nous avons choisi le titre *Spartacist*, d'après le nom Spartakusbund qu'avait pris l'aile gauche révolutionnaire allemande, dirigée par Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht pendant la Première Guerre mondiale. Les spartakistes allemands ont mené une lutte courageuse contre leur gouvernement impérialiste pendant la guerre et, de plus, ont dû continuellement se battre contre la Majorité social-démocrate dégénérée et patriote de l'époque.

« Aux Etats-Unis, la jeunesse trotskyste du début des années 1930 avait appelé son journal *Young Spartacus*. Ce journal alliait remarquablement la diffusion des idées révolutionnaires et la tâche de servir de guide pour l'action. Rendant hommage au nom que nous avons choisi, nous n'aspérons aujourd'hui à rien de plus qu'à faire aussi bien quand nous cherchons à exprimer le point de vue du *trotskyisme* conséquent, le marxisme révolutionnaire authentique de notre époque. »

Au début, le groupe autour de *Spartacist* fonctionnait comme une fraction publique exclue du SWP centriste, qui cherchait à être réadmis au parti. Le SWP est passé définitivement du centrisme au réformisme à la fin de 1965, quand il a jeté par-dessus bord tout vestige de combat de classe prolétarien contre la guerre du Vietnam, au profit de la recherche d'un bloc avec des pacifistes et des libéraux du Parti démocrate dans un mouvement de la « paix » sans aucun caractère de classe. La *Spartacist League/U.S.* a été fondée en 1966, et *Spartacist* était son journal. Au début des



années 1970, pour essayer de briser un isolement national qui nous pesait fortement (et qui était forcément déformant), nous avons commencé à publier *Spartacist* dans d'autres langues aussi. Le premier numéro de *Spartacist* édition française est paru en mai 1972. Nous avons recruté des militants dans d'autres pays, et *Spartacist* est devenu, à partir du n° 23 de l'édition anglaise (printemps 1977), l'organe de la tendance spartaciste internationale (TSI), qui, en 1989, a changé son nom en Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste). *Spartacist* est maintenant publié en quatre langues (anglais, français, allemand et espagnol) par le comité exécutif international de la LCI.

Pour marquer notre quarantième anniversaire, nous reproduisons ci-dessous l'article « Vers la renaissance de la IV^e Internationale », qui était paru dans *Spartacist* édition anglaise n° 1. Ce document a été publié une première fois dans *Spartacist* édition française n° 8, février 1975. La traduction a été révisée pour ce numéro. La Ligue trotskyste de France (LTF) fut fondée en tant que section sympathisante de la TSI en juillet 1975 ; elle provenait de la fusion de la TSI et d'une fraction exclue de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) mandélienne, la fraction bolchévique-léniniste pour la reconstruction de la Quatrième Internationale. Le document « Vers la renaissance de la IV^e Internationale » faisait partie des documents de fondation de la fusion (voir « Déclaration de fondation de la LTF » dans *Spartacist* édition française n° 10, octobre 1975).

Ce document a été écrit par la RT et soumis à la conférence du SWP en 1963. En tant que déclaration des buts et principes marxistes révolutionnaires contre le révisionnisme pabliste qui avait détruit la Quatrième Internationale de Trotsky en

édition française

SPARTACIST

Organe du marxisme révolutionnaire

Publié par le comité exécutif international de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

COMITE DE REDACTION : Herminio Sanchez (responsable), Bruce André, Xavier Brunoy, Charles Galarnaue, Elizabeth Gordon, Blandine Hauser, Alison Spencer

COORDINATION : Dominique Arnaud

REALISATION : Susan Fuller et Helène Brosius

DIFFUSION : Jeff Thomas (New York), Robert Cartyle (Paris)

SPARTACIST PUBLISHING COMPANY
Box 1377 GPO, New York, NY 10116, USA
Téléphone : 1 (212) 732-7862

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

numéro 36



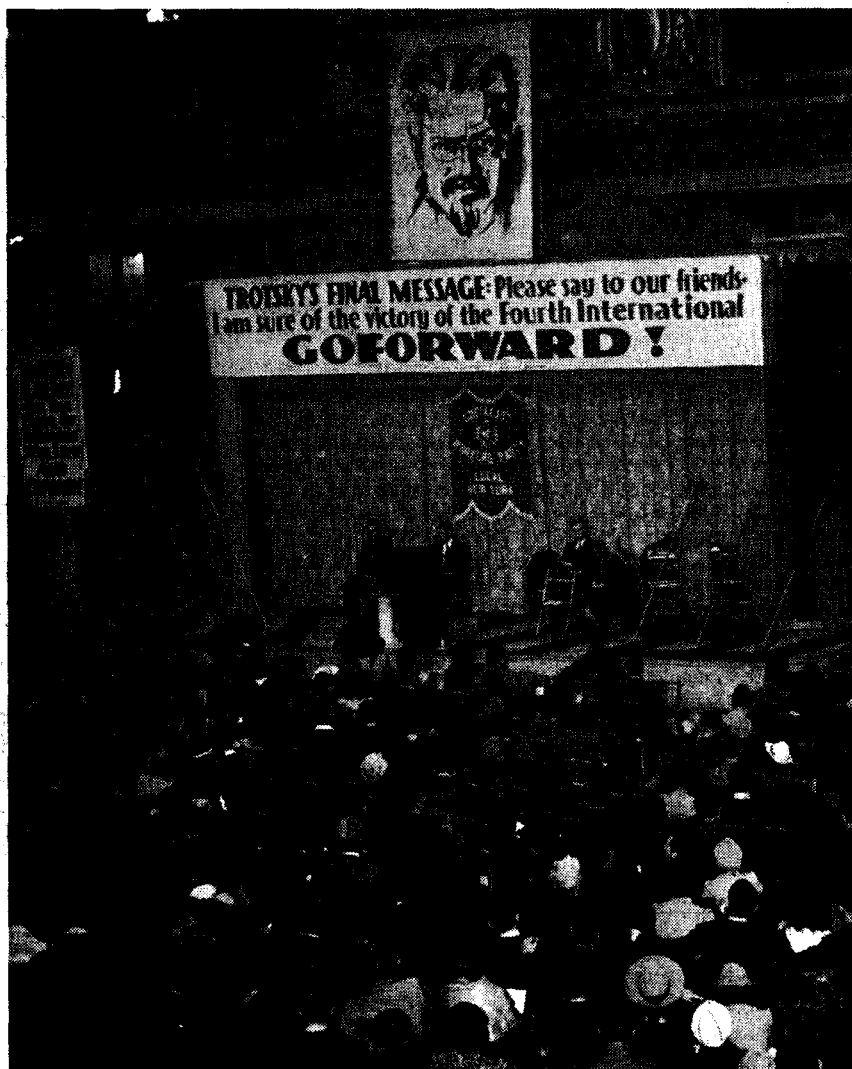
été 2004

1951-1953, « Vers la renaissance de la IV^e Internationale » a plus que résisté à l'épreuve du temps, malgré d'énormes changements politiques dans le monde.

L'après-Deuxième Guerre mondiale avait été marqué par l'émergence d'Etats ouvriers bureaucratiquement déformés dans la majeure partie de l'Europe de l'Est sous occupation soviétique, ainsi qu'en Yougoslavie, en Chine, en Corée du Nord et au Nord-Vietnam (résultant d'insurrections de guérillas paysannes dirigées par des staliniens). Des luttes d'indépendance éclataient dans beaucoup de pays du monde colonial. En janvier 1959, Fidel Castro et ses guérilleros petits-bourgeois du Mouvement du 26 Juillet renversaient la dictature de Batista soutenue par les Etats-Unis. Face à l'hostilité croissante des impérialistes américains, le gouvernement de Castro s'alliait à l'Union soviétique, et à partir d'août 1960 nationalisait de vastes secteurs de l'économie cubaine, chassant la bourgeoisie et créant un Etat ouvrier déformé. Le fait qu'un petit pays, situé à seulement 150 kilomètres des côtes de la Floride, ait pu défier le colosse *yankee* et transformer l'ordre social a été une source d'inspiration pour une génération de jeunes révoltés à travers le monde.

Réagissant de façon impressionniste au déclenchement de la guerre froide en 1947-1948 et à l'expansion du stalinisme, Michel Pablo, alors dirigeant de la Quatrième Internationale, avait renoncé à construire des partis trotskystes qui dirigent le prolétariat dans la bataille pour la révolution socialiste au niveau international (voir « Genèse du pablisme », *Spartacist* édition française n° 3/4, octobre 1974). Pablo avait abandonné le programme de révolution politique pour chasser la bureaucratie stalinienne en URSS et en Europe de l'Est, et soutenait qu'un processus d'« auto-réforme » finirait par éliminer les déformations bureaucratiques dans ces Etats. Affirmant que le « rapport de forces » international changeait au détriment de l'impérialisme, il prétendait que « le processus objectif est, en dernière analyse, le seul facteur déterminant, surpassant tous les obstacles de nature subjective » – c'est-à-dire qui éliminait le besoin d'une avant-garde consciente avec un programme léniniste (« Où allons-nous ? », janvier 1951). Pablo concluait que les staliniens et les autres partis réformistes pouvaient avoir une perspective approximativement révolutionnaire, et que le travail des trotskystes était d'entrer dans ces partis et de les pousser dans la direction de la révolution. La perspective d'« entrisme profond » de Pablo a dans les faits détruit la Quatrième Internationale.

En 1960, Ernest Mandel, le principal lieutenant de Pablo, était, en Belgique, l'éminence grise et l'apologiste d'André Renard, un bureaucrate syndical réformiste de gauche. Quant à Pablo, il est devenu conseiller auprès du gouvernement du Front de libération nationale (FLN) nationaliste bourgeois en



New York, 1940 – Commémoration en l'honneur de Léon Trotsky. A la tribune : James P. Cannon. La LCI lutte pour reforcer une Quatrième Internationale fidèle aux idées de Trotsky.

Algérie, après que celle-ci eut arraché son indépendance à la France en 1962. En cette qualité, il a aidé à écrire les décrets d'« autogestion » qui intégraient le mouvement ouvrier algérien à l'appareil d'Etat bourgeois, ce qui a désamorcé les occupations massives d'usines et de domaines agricoles qui faisaient rage en Algérie après l'indépendance.

La direction du SWP sous James P. Cannon s'opposa – bien que partiellement et tardivement – au liquidationnisme pablisme. Le SWP et les autres forces trotskystes opposées à Pablo – principalement le groupe de Gerry Healy en Grande-Bretagne et la majorité des trotskystes français qui formèrent ensuite l'Organisation communiste internationaliste (OCI) – se regroupèrent en un « Comité international » (CI) basé sur les principes du « trotskysme orthodoxe ». Mais dès sa création le CI n'était une internationale que sur le papier.

En 1960, en réaction à la Révolution cubaine, le SWP adoptait la même méthodologie liquidationniste que Pablo. Le SWP déclarait que la direction de Castro était quasiment l'équivalent des bolchéviks révolutionnaires de Lénine et Trotsky. En fait, le Mouvement du 26 Juillet avait fusionné avec le parti stalinien cubain et établi un régime bureaucratique du même

genre que ceux de l'URSS, de la Chine et de l'Europe de l'Est. En 1963, le régime de Castro, qui avait auparavant détruit les caractères d'imprimerie d'une édition cubaine de *la Révolution permanente* de Trotsky, arrêta cinq trotskystes cubains associés à la tendance de Juan Posadas basée en Amérique latine (voir « Liberté pour les trotskystes cubains ! », *Spartacist* édition anglaise n° 3, janvier-février 1965). La majorité du SWP avait cessé de faire une distinction qualitative entre un Etat ouvrier déformé et un Etat prolétarien basé sur la démocratie ouvrière concrétisée dans les conseils ouvriers élus. Elle déclarait dans une résolution du comité politique [CP], « Pour une réunification prochaine du mouvement trotskyste mondial », soumise à la conférence de 1963 :

« L'apparition d'un Etat ouvrier à Cuba – dont la forme n'est pas encore fixée – présente un intérêt tout particulier du fait que la révolution y a été réalisée sous une direction totalement indépendante de l'école stalinienne. L'évolution du Mouvement du 26 juillet vers le marxisme révolutionnaire fournit un modèle qui sert maintenant d'exemple à une série d'autres pays [...].

13) Sur le chemin d'une révolution commencée par de simples revendications démocratiques et se terminant par la destruction des rapports de propriété capitalistes, l'organisation de la guérilla menée par des paysans sans terre et des forces semi-prolétariennes, sous une direction qui se trouve engagée à poursuivre la révolution jusqu'à son terme, peut jouer un rôle décisif pour miner le pouvoir colonial ou semi-colonial et précipiter sa chute. C'est là une des leçons principales à tirer de l'expérience de l'après-guerre. Cette leçon doit être consciemment incorporée à la stratégie de construction des partis marxistes révolutionnaires dans les pays coloniaux. »

– CP du SWP, « Pour une réunification prochaine du mouvement trotskyste mondial », *Discussion Bulletin* du SWP vol. 24, n° 9 (avril 1963), reproduit dans la *Quatrième Internationale* de Pierre Frank, sous le titre « Les bases théoriques et politiques de la réunification »

La section 15 de notre article « Vers la renaissance de la IV^e Internationale » a été écrite explicitement en opposition à la section 13 du document du comité politique.

La RT, qui s'était formée en opposition à l'abandon par le SWP de la lutte pour un parti trotskyste à Cuba, s'opposa à la réunification avec le Secrétariat international de Pablo/Mandel, qui allait donner le Secrétariat unifié (SU). La section britannique du CI, la Socialist Labour League (SLL) de Gerry Healy s'y opposait aussi. Au début la RT était politiquement solidaire de la SLL sur la base de son document « Perspectives mondiales pour le socialisme » qui exprimait avec force les objectifs marxistes, prolétariens et internationalistes.

Ce que la RT ne savait pas encore, c'est que Healy était un bandit politique sans principes. En 1962, Healy, pensant qu'il avait encore une chance de garder le SWP dans le CI, essaya de pousser les cadres de la RT à renoncer à leur position que le SWP était devenu centrisme. La majorité refusa, mais une minorité dirigée par Tim Wohlforth scissionna pour fonder une « Tendance minoritaire réorganisée », partisane de Healy. Cette scission sans principe dans la RT a fait beaucoup de tort à la lutte pour le trotskysme authentique dans le SWP. Contrairement à Healy, la RT avait clairement fait savoir que si la réunification était soutenue par une majorité du SWP, elle agirait comme tendance disciplinée dans la nouvelle formation internationale unifiée. Mais la direction du SWP décida d'exclure la RT à la fin de 1963 alors que la réunification se consommait. Healy et l'OCI française choisirent de maintenir le Comité international qui n'existait que sur le papier plutôt que de com-

battre le révisionnisme à l'intérieur du nouveau SU.

Le mouvement mondial a payé un lourd tribut au fait que le CI n'a pas mené de lutte systématique et de principe contre le pablisme. Alors que le SWP semblait dans le réformisme complet, les mandéliens centristes cherchaient un peu partout des substituts à une avant-garde trotskyste consciente. La grève générale de Mai 68 en France a spectaculairement réfuté la notion selon laquelle la capacité révolutionnaire des prolétariats occidentaux avait été neutralisée par le boom économique soi-disant sans précédent de l'après-guerre. Les mandéliens ont alors cessé de s'intéresser aux staliniens du tiers-monde pour se tourner vers une série continuellement changeante de « nouvelles avant-gardes de masse ». Tout ce temps, le SU entretenait plutôt que combattait la conscience petite-bourgeoise en vogue, gaspillant une génération de révolutionnaires marxistes potentiels, pour finir par embrasser l'antisoviétisme des « droits de l'homme ». C'est en nageant contre le courant que nous avons pu consolider un noyau de cadres et étendre la tendance spartaciste au niveau international dans les années 1970.

Joseph Hansen, le principal théoricien du cours révisionniste du SWP, a qualifié l'Etat ouvrier déformé cubain de Fidel Castro, de même que le gouvernement capitaliste néo-colonial de Ben Bella en Algérie, de « gouvernements ouvriers et paysans ». Comme justification historique, Hansen a cité la discussion confuse sur le mot d'ordre de « gouvernement ouvrier » au Quatrième Congrès de l'Internationale communiste en 1922 (voir « Réarmer le bolchévisme – Le Comintern et l'Allemagne en 1923 : Critique trotskyste », *Spartacist* édition française n° 34, automne 2001). L'invention théorique de Hansen, à savoir, un gouvernement avec un contenu de classe indéterminé, qui soi-disant se transformerait graduellement en dictature du prolétariat, rendait obsolète la raison d'être d'un parti révolutionnaire marxiste : la bataille pour rendre la classe ouvrière consciente qu'elle doit lutter pour détruire l'Etat capitaliste et créer son propre Etat.

Dans un document de 1961 anticipant l'avenir, James Robertson, l'un des dirigeants fondateurs de la RT et de la Spartacist League, demandait à la majorité du SWP :

« Qu'est-ce que vous voulez, camarades ? Prenez l'utilisation de la revendication transitoire de "gouvernement ouvrier et paysan". C'est une revendication *transitoire* n'est-ce pas, c'est à dire un pont, mais les ponts vont dans deux directions. *Soit* le gouvernement ouvrier et paysan est la revendication centrale des trotskystes, encourageant les ouvriers et les paysans à prendre le pouvoir entre leurs mains avec leurs organisations de masse – autrement dit, la lutte pour le pouvoir des soviets (c'est l'utilisation qu'en font les trotskystes cubains) ; *soit* c'est une étiquette qu'on donne de loin au gouvernement existant et qui donc sert, et pas pour la première fois, de formule apparemment orthodoxe pour éviter d'accomplir une révolution prolétarienne et pour justifier la révolution "d'en haut" par des dirigeants "dont l'une des difficultés principales est d'inculquer aux travailleurs le sens de la responsabilité sociale révolutionnaire".

« Bref, la révolution cubaine va-t-elle aller de l'avant et traverser le pont vers le pouvoir des soviets ou bien la majorité du SWP américain va-t-elle rebrousser chemin ? »

– James Robertson, « Remarque sur la discussion actuelle – Etiquettes et Objectifs », *Discussion Bulletin* du SWP vol. 22, n° 16 (juin 1961)

Pour le SWP, la « théorie » du « gouvernement ouvrier et paysan » était le pont vers la réconciliation avec l'ordre capitaliste. Mais des rangs du SWP sont sorties les forces de la régénération du marxisme révolutionnaire. Aujourd'hui, *Spartacist* continue sur les fondations que nous a léguées la RT.

Vers la renaissance de la IV^e Internationale

PROJET DE RESOLUTION SUR LE MOUVEMENT MONDIAL, *soumis par la Revolutionary Tendency au Congrès de 1963 du Socialist Workers Party (SWP). Ce texte fut soumis comme contre-projet de résolution en opposition à la résolution de la direction du SWP, « Pour une réunification prochaine ».*

INTRODUCTION

1. Depuis quinze ans, le mouvement fondé par Léon Trotsky est déchiré et connaît une crise théorique, politique et organisationnelle profonde. En surface, la façon dont cette crise s'est manifestée, c'est que la Quatrième Internationale a disparu en tant que structure significative. Le mouvement s'est, par conséquent, réduit à un tas de groupuscules nominale-ment organisés en trois tendances : le « Comité International », le « Secrétariat International (Pablo) » et le « Secrétariat International (Posadas) ». Des politiciens superficiels espèrent conjurer la crise avec une formule organisationnelle – « l'unité » de tous ces groupuscules qui veulent bien s'unifier autour d'une plate-forme programmatique au plus petit dénominateur commun. Cette proposition camoufle et, en fait, aggrave les causes politiques et théoriques fondamentales de la crise.

2. Ce qui est à la racine de la crise de notre mouvement est devenu clair avec l'apparition du révisionnisme pabliste : c'est l'abandon d'une perspective ouvrière révolutionnaire. Comme il y a eu une relative stabilisation du capitalisme dans les Etats industriels occidentaux et que des mouvements petits-bourgeois ont partiellement réussi à renverser la domination impérialiste dans certains pays arriérés, la tendance révisionniste à l'intérieur du mouvement trotskyste a élaboré une orientation qui se détourne du prolétariat pour se rapprocher des directions petites-bourgeoises. Pablo person- nifie cette transformation du trotskysme en satellite de gauche des directions ouvrières et coloniales-révolutionnaires existantes, combinée à une orthodoxie en paroles, classique du centrisme, mais ce n'est l'exclusivité ni de Pablo ni de sa tendance organisée. Au contraire, il est devenu évident avec les révolutions cubaine et algérienne que la tendance centriste est tout aussi répandue dans certains groupes qui, à l'origine, s'étaient opposés à la tendance de Pablo.

3. Il y a une logique nette et manifeste dans les propositions de réunification prochaine des groupes centristes à l'intérieur du mouvement trotskyste. Mais une « réunification » sur la base d'une politique centriste ne peut pas signifier que la Quatrième Internationale a été reconstruite. La lutte pour la Quatrième Internationale c'est la lutte pour un programme qui incarne la perspective ouvrière révolutionnaire du marxisme. Il est vrai que les doctrines de base du mouvement, en tant que formulations *abstraites*, n'ont pas été formellement reniées. Mais concrètement les révisionnistes, par leur abandon d'une perspective révolutionnaire, remettent en cause les bases programmatiques de notre mouvement.

4. L'essence du débat dans le mouvement trotskyste c'est la question de quelle perspective le prolétariat et ses élé-

ments d'avant-garde révolutionnaire doivent avoir vis-à-vis des directions petites-bourgeoises du mouvement ouvrier actuel, des Etats ouvriers déformés et de la révolution coloniale. Ce qui est au cœur de la perspective révolutionnaire du marxisme c'est *la lutte pour l'indépendance des ouvriers en tant que classe* par rapport à toutes les forces non prolétariennes ; la question politique qui doit nous guider, le critère théorique, c'est la démocratie ouvrière, dont l'expression suprême est le pouvoir de la classe ouvrière. Cela s'applique à tous les pays où le prolétariat est devenu capable d'avoir sa propre politique indépendante – seule la forme dans laquelle la question se pose varie d'un pays à l'autre. Ces formes, bien entendu, déterminent l'intervention pratique des marxistes.

L'EUROPE

5. Contrairement à ce que prétendent les révisionnistes de tous acabits, la reprise économique et la prospérité durable du capitalisme européen n'ont pas rendu le mouvement ouvrier plus conservateur. En réalité, aujourd'hui dans le prolétariat européen la force, la cohésion, le niveau culturel et la combativité potentielle sont plus élevés que jamais. Cela est illustré par la défaite de de Gaulle face aux mineurs français [1963] et le puissant tournant électoral vers la gauche, qui va s'accéléralant dans les pays bourgeois-démocratiques d'Europe (et plus particulièrement en Italie, en Grande-Bretagne et en Allemagne).

6. La résistance et la trahison de la bureaucratie syndicale ont bloqué les tentatives faites par les ouvriers européens d'aller au-delà des luttes économiques partielles vers la transformation socialiste de la société. En France, les quatre années de réaction qui ont suivi la prise du pouvoir par de Gaulle montrent quel prix terrible il faut encore payer quand on tolère ces fourvoyeurs. La grève générale belge [de 1961] a prouvé encore une fois que des bureaucrates de « gauche » comme Renard font aussi tout ce qui est en leur pouvoir pour bloquer ou détourner un mouvement capable de menacer la domination capitaliste. Mais les expériences tant en France qu'en Belgique sont l'indice d'un désir spontané de la part des ouvriers de s'engager dans une lutte contre la classe capitaliste – un désir qui à l'occasion produit des confrontations ouvertes avec le système.

7. La tâche des trotskystes dans le mouvement ouvrier européen est de construire une direction alternative à l'intérieur des organisations de masse (syndicats et, dans certains cas, partis). Les marxistes doivent à tout moment maintenir et exercer leur indépendance politique et programmatique dans le contexte de la forme de l'organisation donnée. Il est correct et même obligatoire de soutenir des tendances à l'intérieur de la bureaucratie syndicale, dans la mesure où celles-ci défendent les intérêts essentiels de la classe ouvrière ou reflètent un désir de lutte de classes dans le mouvement ouvrier ; mais ce soutien est toujours seulement conditionnel et critique. Lorsque la lutte des classes atteindra le stade où les bureaucrates « de gauche » joueront un rôle réactionnaire,

ce qui arrivera inévitablement, les marxistes devront s'opposer à eux, immédiatement et ouvertement. La conduite de la tendance centriste regroupée autour du journal belge *La Gauche*, qui a retiré son appel, correct, à une marche sur Bruxelles lors de la grève générale, afin d'éviter la rupture avec Renard, est à l'opposé de ce que doit être l'attitude marxiste envers la bureaucratie syndicale.

8. *Objectivement* les perspectives de développement du mouvement trotskyste en Europe sont extrêmement prometteuses. Un grand nombre de jeunes militants, parmi les meilleurs de tous les pays, rejettent le routinisme cynique et arriviste des bureaucrates staliniens et sociaux-démocrates, et sont sérieusement à la recherche d'une perspective *socialiste*. Ils peuvent être gagnés à un mouvement capable de les convaincre, en pratique et en théorie, qu'il offre cette perspective. Les changements structurels qui découlent de l'intégration européenne posent la question de la démocratie ouvrière et de l'indépendance des organes politiques et économiques de la classe ouvrière pour remplacer le contrôle du mouvement ouvrier par l'Etat. Ils poussent aussi la classe ouvrière dans des luttes de classe de plus en plus importantes. Si dans ces conditions objectives, les trotskystes d'Europe de l'Ouest ne grossissent pas rapidement, ce sera parce qu'ils ont eux-mêmes adopté la position révisionniste d'être des satellites de la direction ouvrière, au lieu d'avoir une perspective de lutte autour du programme de la démocratie ouvrière.

LE BLOC SOVIETIQUE

9. Depuis la Deuxième Guerre mondiale, les pays d'Europe de l'Est sont devenus des Etats industriels modernes. Au fur et à mesure que le prolétariat des Etats ouvriers déformés augmente en nombre et améliore son niveau de vie et son niveau culturel, le conflit irrépressible entre la classe ouvrière et la bureaucratie stalinienne s'intensifie. Malgré la défaite de la révolution ouvrière hongroise, le prolétariat du bloc soviétique a gagné des réformes importantes, qui élargissent substantiellement son champ de pensée et d'action. Mais ces réformes ne signifient pas qu'il y ait un « *processus* de réforme » ou un « processus de déstalinisation » : elles n'ont été accordées qu'à contrecœur par une bureaucratie non réformable, elles subissent les attaques constantes de la fraction des « héritiers de Staline » et seront en danger aussi longtemps que la domination stalinienne sera en place. Ces concessions ne sont historiquement significatives que dans la mesure où elles aident le prolétariat à se préparer au renversement de la bureaucratie. Ce n'est que par la révolution politique que l'on pourra effectuer une déstalinisation authentique.

10. Une nouvelle direction révolutionnaire est en train d'émerger dans la jeunesse prolétarienne du bloc soviétique. Inspirée par des sources jumelles – la tradition léniniste inextinguible et les besoins directs et tangibles de sa classe – la nouvelle génération formule et réalise dans la lutte le programme de la démocratie ouvrière. Il faut noter, dans ce contexte, ce que déclarait un participant de longue date à la vie étudiante soviétique. A propos de la nature fondamentale de la plupart de l'opposition répandue dans la jeunesse russe, il affirmait : « L'étudiant soviétique, parce qu'il est marxiste-léniniste, est plus radicalement insatisfait que s'il était un pragmatiste anglo-saxon » (David Burg au *New York*

Times). Les trotskystes, continuateurs directs du communisme de la première période, ont une contribution indispensable à faire à cette lutte : la conception d'un parti international et celui du programme de transition nécessaire pour mener à terme la révolution politique. Une des tâches pratiques les plus importantes pour toute direction internationale digne de ce nom, c'est d'aider au développement d'une direction révolutionnaire dans le bloc soviétique, par des contacts personnels et idéologiques.

LA REVOLUTION COLONIALE

11. C'est dans les endroits du monde les plus arriérés et ex-coloniaux que la signification programmatique de la démocratie ouvrière est la plus forte. C'est précisément dans ce secteur que le programme de la démocratie ouvrière trace la ligne de démarcation la plus claire possible entre les tendances révolutionnaires et les tendances révisionnistes. Dans tous ces pays, la lutte pour les droits démocratiques bourgeois (liberté d'expression, droit de s'organiser, droit de grève, élections libres) est très importante pour la classe ouvrière parce qu'elle jette les bases d'une lutte avancée pour la démocratie prolétarienne et le pouvoir prolétarien (contrôle ouvrier de la production, pouvoir d'Etat basé sur des *soviets* ouvriers et paysans).

12. Selon la théorie de la révolution permanente, fondamentale pour notre mouvement, la révolution démocratique-bourgeoise ne peut être accomplie *que* par la victoire et l'extension de la révolution prolétarienne, le couronnement de la démocratie ouvrière. L'expérience de tous les pays coloniaux a confirmé cette théorie et a mis à nu les contradictions internes manifestes qui perturbent continuellement l'état actuel de la révolution coloniale contre l'impérialisme. C'est précisément dans les Etats qui ont atteint leurs buts *bourgeois* d'indépendance nationale et de réforme agraire que les ouvriers et les paysans n'ont pas obtenu de droits *politiques démocratiques*, malgré les acquis sociaux. C'est particulièrement vrai dans les pays où la révolution coloniale a abouti à la formation d'Etats ouvriers déformés : la Chine, le Nord-Vietnam... et Cuba. Jusq' à présent, le résultat de ces succès a été contrecarré. Il est soit essentiellement sans contenu, comme dans les néocolonies du modèle africain, soit profondément déformé et limité, comme par exemple en Chine. C'est la prédominance de forces de classe spécifiques dans les soulèvements coloniaux et de formes liées à une classe particulière qui ont été employées dans les luttes. Ces formes imposées à la lutte, si variées soient-elles, ont été imposées exclusivement « par le haut », qu'elles soient parlementaires ou militaro-bureaucratiques. Et les forces de classe en question ont été, bien sûr, bourgeoises ou petites-bourgeoises. Les antagonismes complexes, résultant du fait que la révolution démocratique-bourgeoise n'a pas été accomplie, conduisent à des oppositions de classes. Les directions petites-bourgeoises, avec leurs formes bureaucratiques et leurs méthodes empiriques s'opposent à la participation à la lutte des ouvriers en tant que classe. L'engagement de la classe ouvrière dans la lutte est forcément centrée sur la conquête de la démocratie ouvrière et nécessite que l'avant-garde prolétarienne révolutionnaire en prenne la direction avec la conscience programmatique de sa mission historique. C'est quand la classe ouvrière gagne de l'influence dans la lutte et draine derrière elle les couches les

plus opprimées de la petite-bourgeoisie que la révolution permanente peut aller de l'avant.

13. La Révolution cubaine a mis en lumière les vastes incursions du révisionnisme dans notre mouvement. Sous prétexte de défendre la révolution cubaine, ce qui est une obligation pour notre mouvement, certains ont soutenu à fond, inconditionnellement et sans critiques, la direction de Castro, en dépit de sa nature petite-bourgeoise et de son régime bureaucratique. Et pourtant la liste des droits démocratiques que le régime refuse aux ouvriers et aux paysans cubains est claire : les dirigeants démocratiquement élus du mouvement ouvrier ont été chassés bureaucratiquement et remplacés par des larbins stalinien ; la presse trotskyste a été interdite ; le système de parti unique a été proclamé, etc. Côte à côte avec ce bilan, il y a les premiers accomplissements énormes, au niveau social et économique, de la Révolution cubaine. Aussi les trotskystes sont à la fois les défenseurs les plus militants et inconditionnels de la Révolution cubaine, et de l'Etat ouvrier déformé qui en est issu, contre l'impérialisme ; mais ils ne peuvent pas faire confiance ou apporter leur soutien politique, si critique soit-il, à un régime gouvernemental hostile aux principes et aux pratiques les plus élémentaires de la démocratie ouvrière, même si notre démarche tactique n'est pas la même que celle qui serait utilisée à l'égard d'une caste bureaucratique *endurcie*.

14. Ce qui est vrai de la démarche des révisionnistes envers le régime de Castro est encore plus évident vis-à-vis du régime de Ben Bella, actuellement au gouvernement en Algérie avec un programme de révolution « socialiste » qui collabore avec l'impérialisme français. La nature antiprolétarienne de ce groupe petit-bourgeois est évidente pour tout le monde, sauf pour ceux qui ne veulent pas voir : il a pris de force le contrôle du mouvement ouvrier et a supprimé tous les partis d'opposition. Même les nationalisations étendues et le développement des comités d'autogestion, faits dans le contexte de l'expropriation politique de la classe ouvrière et de l'orientation économique vers la collaboration avec la France, ne peuvent pas donner à l'Algérie le caractère d'un Etat ouvrier ; au contraire elle reste une société capitaliste arriérée avec un degré élevé d'étatisation. Pour nous, révolutionnaires, l'intervention dans ces deux révolutions, comme dans tout Etat existant, doit être en accord avec la position de Trotsky : « Nous ne sommes pas un parti gouvernemental, nous sommes le parti de l'opposition irréconciliable » (*Défense du marxisme*). Il n'y a que dans un gouvernement basé vraiment sur la démocratie ouvrière que nous pouvons cesser de le faire.

15. L'expérience depuis la Deuxième Guerre mondiale a montré que la guérilla basée sur la paysannerie avec une direction petite-bourgeoise ne peut mener en elle-même à rien de plus qu'à un régime bureaucratique antiprolétarien. La création de tels régimes s'est réalisée dans une situation de dégénérescence de l'impérialisme, de démoralisation et de désorientation occasionnées par les trahisons staliniennes et par l'absence d'une direction marxiste révolutionnaire de la classe ouvrière. La révolution coloniale ne peut avoir de signification révolutionnaire progressiste sans équivoque que sous la direction du prolétariat révolutionnaire. Que des trotskystes introduisent dans leur stratégie le révisionnisme sur la question de la direction *prolétarienne* de la révolution est une profonde négation du marxisme-léninisme, quels que soient les vœux pieux exprimés en même temps en faveur de « la construction de partis mar-

xistes révolutionnaires dans les pays coloniaux ». Les marxistes doivent s'opposer résolument à toute acceptation aventuriste de la voie de la guérilla paysanne au socialisme, historiquement apparentée au programme tactique des socialistes-révolutionnaires que combattait Lénine. Cette voie est un cours suicidaire pour les buts socialistes du mouvement ; elle est peut-être aussi physiquement suicidaire pour les aventuriers qui la prennent.

16. Dans tous les pays arriérés où le prolétariat existe en tant que classe, le principe fondamental du trotskysme c'est l'indépendance de la classe ouvrière, de ses syndicats et de ses partis, en opposition intransigeante à l'impérialisme, à toute bourgeoisie libérale nationale et aux gouvernements et partis petits-bourgeois de toutes sortes, y compris ceux qui se réclament du « socialisme » et même du « marxisme-léninisme ». Ce n'est que de cette façon que l'on peut préparer le terrain pour l'hégémonie de la classe ouvrière, en alliance révolutionnaire avec les couches opprimées de la petite-bourgeoisie, en particulier la paysannerie. De même, si un parti prolétarien dans un pays avancé brise la solidarité de classe avec les ouvriers d'un pays arriéré en soutenant politiquement un gouvernement petit-bourgeois de révolution anticoloniale, c'est un signe certain d'opportunisme centriste ; tout comme le refus de défendre une révolution coloniale à cause du caractère non prolétarien de sa direction est un signe de sectarisme, sinon pire.

17. Le rapport entre les luttes démocratiques-bourgeoises et démocratiques-prolétariennes dans la révolution coloniale reste tel qu'il le fut formulé dans le programme de fondation de la Quatrième Internationale, et c'est une formule qui garde encore aujourd'hui toute sa validité :

« Il est impossible de rejeter purement et simplement le programme démocratique : il faut que les masses elles-mêmes dépassent ce programme dans la lutte. Le mot d'ordre de l'ASSEMBLEE NATIONALE (ou CONSTITUANTE) conserve toute sa valeur dans des pays comme la Chine ou l'Inde. Il faut lier indissolublement ce mot d'ordre aux tâches de l'émancipation nationale et de la réforme agraire. Il faut, avant tout, armer les ouvriers de ce programme démocratique. Eux seuls peuvent soulever et rassembler les paysans. Sur la base du programme démocratique révolutionnaire, il faut opposer les ouvriers à la bourgeoisie "nationale".

« A une certaine étape de la mobilisation des masses sur les mots d'ordre de la démocratie révolutionnaire, les soviets

Volumes reliés

Spartacist (édition française)

Volume 1: numéros 1 à 14, mai 1972 à décembre 1977

Spartacist (édition anglaise)

Volume 1: numéros 1 à 20, février 1964 à juillet 1971

Volume 2: numéros 21 à 30, automne 1972 à automne 1980

Volume 3: numéros 31 à 40, été 1981 à été 1987

Volume 4: numéros 41-42 à 47-48, hiver 1987-88 à hiver 1992-93

Spartacist (édition allemande)

Volume 1: numéros 1 à 10, printemps 1974 à hiver 1981-82

France : 25 €, Canada : 35 \$Cdn, USA : 30 \$ (par volume)

Commande :

Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, France
SCPA, C.P. 6867, succursale A, Toronto, ON M5W 1X6, Canada

peuvent et doivent surgir. Leur rôle historique dans chaque période donnée, en particulier leurs rapports avec l'assemblée nationale, est déterminé par le niveau politique du prolétariat, par la liaison entre celui-ci et la classe paysanne, et par le caractère de la politique du parti prolétarien. Tôt ou tard, les soviets doivent renverser la démocratie bourgeoise. Eux seuls sont capables de mener la révolution démocratique jusqu'au bout et d'ouvrir ainsi l'ère de la révolution socialiste.

« Le poids spécifique des diverses revendications démocratiques et transitoires dans la lutte du prolétariat, leurs liens mutuels et leur ordre de succession sont déterminés par les particularités et les conditions propres de chaque pays arriéré, pour une part considérable par le degré de son retard. Cependant, la direction générale du développement révolutionnaire peut être déterminée par la formule de la REVOLUTION PERMANENTE, dans le sens qui a été définitivement donné à cette formule par trois révolutions en Russie (1905, février 1917, octobre 1917). »

— *L'Agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale*

CONCLUSIONS

18. La tâche du mouvement marxiste révolutionnaire international aujourd'hui, c'est de rétablir sa propre et réelle existence. Dire que la « conquête des masses » est ce qui nous guide au niveau général et international est une exagération qualitative. Les tâches de la plupart des sections et groupes trotskystes aujourd'hui découlent du besoin de clarification politique dans la lutte contre le révisionnisme dans le contexte d'un niveau de travail dont la nature est généralement propagandiste et préparatoire. Le développement et le renforcement de racines dans le mouvement prolétarien plus large fait indissolublement partie de notre préparation ; sans quoi les trotskystes seraient condamnés à l'isolement stérile ou à la dégénérescence politique durant les périodes de montée des

luttres de classe ; dans les deux cas ils seraient incapables d'aller de l'avant dans leur tâche historique qui est de mener le prolétariat au pouvoir. Mais surtout ce qu'on peut et doit faire, c'est construire un parti mondial basé solidement sur des sections nationales fortes, rassembler un groupe de cadres prolétariens gagnés et mis à l'épreuve dans la lutte de classe et sur la base solide de la perspective révolutionnaire de la Quatrième Internationale, le programme nécessaire à la réalisation de la démocratie prolétarienne — culminant avec la classe ouvrière au pouvoir. « *En défense d'une perspective révolutionnaire* » (voir *Discussion Bulletin* du SWP, vol. 23, n° 4, juillet 1962) contient une déclaration fondamentale présentée par la minorité, qui explique plus amplement cette perspective, son opposition au pablisme et son importance aux Etats-Unis.

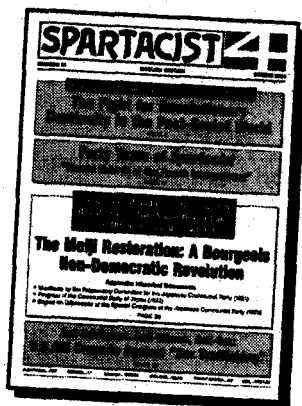
19. La « réunification » du mouvement trotskyste sur la base centrisme du pablisme, quelle qu'en soit la variante, serait un pas en arrière et non pas en avant vers la renaissance de l'authentique Quatrième Internationale. Mais si la majorité des groupes trotskystes actuels persiste dans le sens d'une telle « réunification », la Tendance révolutionnaire du mouvement mondial ne devrait pas tourner le dos à ces cadres. Au contraire : faire cette expérience avec eux est d'une nécessité vitale. La Tendance révolutionnaire entrerait dans un mouvement « réunifié » en tant que fraction minoritaire, en se donnant pour but de gagner une majorité au programme de la démocratie ouvrière. Ce n'est pas en s'adaptant au révisionnisme pabliste que la Quatrième Internationale renaîtra : ce n'est que par une lutte politique et théorique contre toutes les formes de centrisme que le parti mondial de la révolution socialiste sera finalement établi.

Le 14 juin 1963

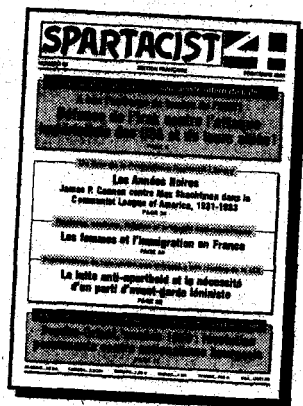
SPARTACIST

Organe du marxisme révolutionnaire

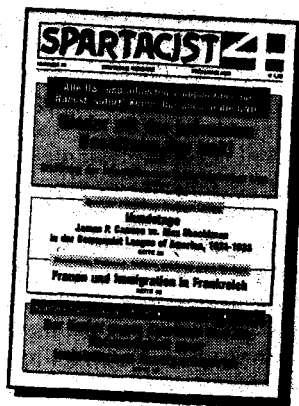
Spartacist publie les documents et les textes théoriques essentiels de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste). Publié sous la direction du comité exécutif international en anglais, français, allemand et espagnol, *Spartacist* est envoyé à tous les abonnés aux publications de la LCI dans ces langues.



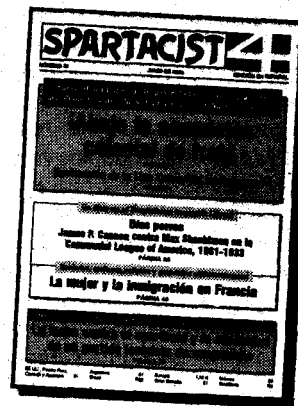
English edition No. 58
(60 pages) US \$1,50



Edition française n° 35
(56 pages) 1,50 €



Deutsche Ausgabe Nr. 23
(48 Seiten) 1,50 €



Edición en español No. 32
(48 páginas) US \$1

Commande : Spartacist Publishing Co., Box 1377 GPO, New York, NY 10116, USA
ou Le Bolchévick, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, France

Quatrième Conférence de la LCI, automne 2003

La lutte pour la continuité révolutionnaire dans le monde post-soviétique

TRADUIT DE SPARTACIST (EDITION ANGLAISE)
n° 58, PRINTEMPS 2004

La Quatrième Conférence internationale de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste) a eu lieu en Europe à la fin de l'automne 2003. Cette conférence, la plus haute instance de notre organisation internationale centraliste démocratique, avait pour mission de tracer la voie à suivre dans la prochaine période. Pour cela il fallait donc faire une évaluation honnête et sans compromis de ce que nous avons fait dans la période qui vient de s'écouler, dans l'esprit de ce que disait Lénine :

« L'attitude d'un parti politique en face de ses erreurs est un des critères les plus importants et les plus sûrs pour juger si ce parti est sérieux et s'il remplit *réellement* ses obligations envers sa *classe* et envers les *masses* laborieuses. Reconnaître ouvertement son erreur, en découvrir les causes, analyser la situation qui l'a fait naître, examiner attentivement les moyens de corriger cette erreur, voilà la marque d'un parti sérieux, voilà ce qui s'appelle, pour lui, remplir ses obligations, éduquer et instruire la *classe*, et puis les *masses*. »

– *La maladie infantile du communisme*
(le « gauchisme ») (1920)

Plus encore que d'habitude, les débats de préconférence et les délibérations de la conférence elle-même ont donné lieu à un réexamen de nos interventions publiques et de notre fonctionnement interne dans la période qui vient de s'écouler ; ils ont mis en pleine lumière les problèmes et ont remis sur le tapis les questions controversées ou non résolues.

La période actuelle est toujours déterminée par la destruction contre-révolutionnaire de l'Union soviétique en 1991-1992. La destruction du premier Etat ouvrier du monde a donné lieu à une offensive mondiale contre la classe ouvrière et les opprimés. Le climat idéologique est dominé par l'opinion répandue que le communisme est mort, et la conscience prolétarienne a été rejetée en arrière. A l'heure cruciale, et contrairement à presque toute la gauche, la LCI était à son poste et a défendu les acquis de la Révolution d'octobre 1917. Pourtant le poids de cette défaite historique mondiale nous a affectés aussi et a eu un effet érosif sur la conscience que nous avons de nos objectifs révolutionnaires dans la lutte pour de nouvelles révolutions d'Octobre.

Officiellement, la discussion interne organisée a été lancée avec un Appel au nom du comité exécutif international (CEI) quelque trois mois avant la conférence. Ensuite un projet de document pour la conférence a été écrit par le secrétariat international (SI), sous-comité du CEI résidant à notre siège central. Après consultation et amendements, le CEI a approuvé le projet de document qui a donc été soumis à la conférence, et toutes nos sections ont élu des délégués pour les représenter à la conférence.

Mais en fait, une intense discussion était déjà en cours au moment où l'Appel, à la conférence a été lancé. Ce qui l'avait provoquée c'était la décision par certains membres du comité de rédaction de *Workers Vanguard* [journal de notre section américaine, la SL/U.S.] ainsi que par certains dirigeants de la SL/U.S. et du SI, de supprimer, lors de la publication d'une lettre de l'International Bolshevik Tendency (BT) en date du 12 juin 2003, un post-scriptum accusant grotesquement James Robertson, le président de la SL/U.S., de « chauvinisme vulgaire » (cf. *Workers Vanguard* n° 806, 4 juillet 2003). Cette vile calomnie de la BT – minuscule groupe fondé par des renégats qui ont quitté notre organisation au début de la deuxième guerre froide (les années Carter-Reagan) et dont l'unique objectif semble être de nous détruire – avait pour but d'invalider plusieurs décennies de notre histoire ainsi que d'insinuer que les membres de la LCI ne sont pas des révolutionnaires socialistes mais des moutons bêlants et bernés, peut-être aussi racistes eux-mêmes.

En totale violation de notre pratique centraliste démocratique, l'existence de ce post-scriptum et la décision de le supprimer avaient été cachées à presque tout le CEI et au camarade Robertson lui-même. Dans une déclaration publiée dans le numéro suivant de *Workers Vanguard* (voir le *Bolchévik* n° 165, septembre 2003), le comité de rédaction notait qu'en supprimant ce P.S. on laissait entendre par ce silence évasif que nous étions coupables, et déclarait que ces agissements « auraient pu être empruntés aux pratiques du centrisme, c'est-à-dire une divergence entre ce que nous défendons en paroles et ce que nous faisons. »

Le fait que le comité de rédaction de *Workers Vanguard* et certains membres du SI n'avaient pas défendu le parti et son intégrité, a provoqué une vague de colère parmi les cadres de la LCI. Ces camarades ont souligné que cela portait un coup à la continuité programmatique qui nous lie à l'Internationale communiste de Lénine et Trotsky, ainsi qu'au Socialist Workers Party (SWP) de James P. Cannon, par l'intermédiaire du combat de la Tendance révolutionnaire (RT) du début des années 1960 contre la dégénérescence révisionniste du SWP. Dans la discussion de préconférence, nous avons essentiellement tenté de confronter et comprendre la dérive politique par rapport à nos objectifs révolutionnaires qui s'était manifestée clairement dans ce qu'avait fait le comité de rédaction de *Workers Vanguard*. Comme le notait sobrement le document principal de cette conférence, « l'incapacité d'aborder le monde créé par la chute de l'URSS et la régression de la conscience qui en a découlé, est à la racine de la crise actuelle de la LCI ».

Le document ajoutait : « Le fait de ne pas comprendre la période dans laquelle nous sommes et le rapport qu'il y a forcément entre notre petite avant-garde révolutionnaire et

le prolétariat, ajouté à la disparition de l'Union soviétique en tant qu'élément actif et déterminant dans la vie politique, nous a désorientés. La frustration et l'impatience provoquées par la disparité entre d'une part notre petite taille et nos racines peu profondes dans la classe ouvrière, et d'autre part notre but internationaliste prolétarien, ont conduit à des poussées d'opportunisme et de moralisme sectaire. » Cela allait de pair avec une conception de plus en plus stérile et abstraite de la politique, ainsi qu'avec des infractions de plus en plus nombreuses à nos normes léninistes de la part des cadres centraux dans le SI.

A l'approche de la conférence, un profond clivage se forma. Pourtant il devint évident que la frustration et l'hostilité qui s'étaient manifestées vis-à-vis de ceux qui étaient responsables tant de ces violations organisationnelles que de la dérive politique qui avait conduit à supprimer le post-scriptum, avaient été détournées vers une *fausse* bataille : on cherchait une déviation fondamentale, dans le parti, sur la nature du stalinisme. Il a fallu un travail considérable pour établir qu'il n'y avait pas de divergences programmatiques profondes sur cette question et pour remettre la conférence sur les rails afin de traiter les problèmes réels auxquels la LCI avait à faire face. Cette fausse bataille a eu pour effet d'empêcher un examen approfondi des réels écarts par rapport à notre programme et nos objectifs, ainsi que de leurs causes et des moyens de rectification.

Mais la conférence a pu faire des avancées pour clarifier et rectifier ces problèmes en débattant de nombreuses questions, et elle a élu une nouvelle direction internationale, considérablement élargie. Le document principal, adopté à l'unanimité par les délégués après beaucoup de discussions et d'amendements, soulignait :

« La question aujourd'hui est de savoir si nous allons nous battre pour maintenir notre continuité révolutionnaire ou si nous allons accepter et même adopter la vision du monde de nos adversaires politiques. Pour ces adversaires, la question de la révolution, la question russe, est une question "du passé" qui ne fait plus partie de leur "nouvelle réalité mondiale". Mais comme l'avait déclaré très éloquemment James P. Cannon en 1939 : "Nous sommes en fait le parti de la Révolution russe. Nous sommes ceux qui ont la Révolution russe dans leur programme et dans leur sang, et nous sommes les seuls." »

Antécédents historiques de la LCI

Lors d'une des premières séances de la conférence, James Robertson a fait un exposé sur les antécédents, programmatiques et autres, de la LCI, parlant d'une période antérieure qui avait connu des changements énormes et engendré de la désorientation politique. Robertson a souligné l'importance de la question russe dans l'évolution politique du groupe de jeunesse qui constituait le noyau central de la Revolutionary Tendency dans le SWP. La chute du stalinisme en Europe de l'Est et en URSS a clairement donné raison à Trotsky qui affirmait que la bureaucratie était une caste *instable*, une excroissance des formes de propriété collectivisées sur lesquelles reposaient l'URSS et les Etats ouvriers déformés d'Europe de l'Est. Mais dans la période qui a suivi la



Workers Vanguard

San Francisco, janvier 2003 : Le cortège internationaliste révolutionnaire de nos camarades à une manifestation contre la guerre en Irak

Deuxième Guerre mondiale, beaucoup de ceux qui se réclamaient du trotskysme avaient réagi à l'extension du stalinisme en Europe de l'Est d'une manière impressionniste, et en étaient venus à considérer le stalinisme comme une alternative stable au capitalisme et comme le régime de l'avenir.

Robertson notait que la gauche antistalinienne à l'époque était dominée par deux formes symétriques de révisionnisme. Michel Pablo et ses partisans soutenaient que l'Etat ouvrier dégénéré soviétique et les Etats ouvriers déformés d'Europe de l'Est dureraient « plusieurs siècles » et que les trotskystes devaient renoncer à la lutte pour chasser la bureaucratie stalinienne par une révolution politique. Ils prétendaient que le seul choix pour les révolutionnaires du monde entier était d'entrer dans les partis communistes ou dans d'autres partis réformistes pour les pousser dans la direction de la révolution. Avec leur liquidationnisme, les pablistes ont détruit la Quatrième Internationale en 1951-1953.

L'autre courant révisionniste était dirigé par Max Shachtman, qui avait rompu avec la Quatrième Internationale en 1940 lorsqu'il avait abandonné la position trotskyste de défense militaire inconditionnelle de l'URSS. Les shachtmanistes en étaient venus à considérer que le « collectivisme bureaucratique » stalinien, qu'ils définissaient comme une nouvelle forme de société de classe, était un régime monstrueux qui concurrençait l'impérialisme pour dominer le monde. Sous l'impact de la guerre froide, les shachtmanistes, considérant que l'impérialisme « démocratique » était préférable au « totalitarisme stalinien », sont devenus des réformistes social-démocrates – certains sont même devenus des apologistes des impérialistes.

Robertson expliquait comment il était difficile de se réapproprier les leçons de l'Internationale communiste des premières années et de la lutte de l'Opposition de gauche de Trotsky contre la dégénérescence bureaucratique de la Révolution russe quand ceux qui se réclamaient du trotskysme étaient dominés par le liquidationnisme et la démoralisation causés par leur impressionnisme. Robertson faisait partie de l'aile gauche qui s'était développée dans l'organisation de jeunesse de Shachtman dans les années 1950. La

révolution politique qui éclata en Hongrie en 1956 propulsa cette aile gauche dans le SWP. Lors de cette révolution (qui fut finalement écrasée par l'armée soviétique), la bureaucratie hongroise scissionna et beaucoup passèrent dans le camp des conseils ouvriers insurgés – ce qui était une confirmation éclatante de l'analyse de Trotsky, à savoir que la bureaucratie est une caste contradictoire et fragile et non une nouvelle classe sociale.

Le SWP s'était battu pour défendre le programme historique du trotskysme, d'abord contre Shachtman, puis contre Pablo. Mais la guerre froide eut un impact sur ses cadres aussi. Quelques années à peine après que ces jeunes shachtmanistes en mouvement vers la gauche eurent rejoint le SWP, la majorité de ce parti capitula à la méthodologie liquidationniste du pablisme sous l'impact de la Révolution cubaine. Le SWP qualifia Fidel Castro de trotskyste « inconscient » et abandonna la lutte pour forger des partis révolutionnaires qui dirigent des révolutions prolétariennes dans le monde. En 1961, à la conférence du SWP, Morris Stein, un cadre de longue date, s'exclama que la Révolution cubaine était probablement la seule révolution qu'il allait voir dans sa vie. C'était typique de la démoralisation qui a conduit à la descente du SWP dans le centrisme puis le réformisme. La tâche de se battre pour la continuité révolutionnaire a donc échoué aux jeunes cadres qui formèrent la RT (cf. « Quarante ans de *Spartacist* », page 2).

Robertson a fait remarquer que c'est malheureusement un fait que la vie d'un individu ne correspond pas forcément au rythme des événements politiques. Dans *Ma Vie*, son autobiographie, Trotsky faisait remarquer qu'entre la Réforme en Allemagne et la Révolution française de 1789, qui ont été deux étapes dans le développement de la société bourgeoise, il y avait presque trois siècles. Il est certain que le rythme des événements politiques s'est accéléré depuis un siècle,

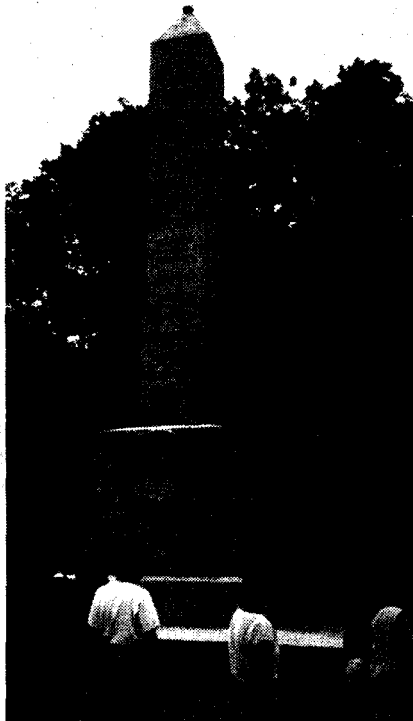
une période de déclin capitaliste où, au niveau historique, la révolution prolétarienne est à l'ordre du jour. Mais, comme le disait Trotsky dans *Ma Vie*, on ne peut pas mesurer le processus historique à l'aune de son sort personnel.

L'impatience et l'impressionnisme, dont Michel Pablo est le parfait exemple, sont les défauts caractéristiques de cadres qui n'ont été formés que par une seule période historique. Depuis nos débuts comme petit groupe de marxistes révolutionnaires aux Etats-Unis, nous, la LCI, nous battons pour forger un collectif international de cadres ayant vécu plusieurs périodes historiques, ce qui est la seule voie évidente pour reforge la Quatrième Internationale. Individuellement les marxistes ne vivent pas nécessairement assez longtemps pour voir une révolution prolétarienne de leur vivant. Cela dit, beaucoup de cadres de la LCI ont vécu une situation révolutionnaire : la révolution politique qui avait commencé en Allemagne de l'Est (République démocratique allemande – RDA) en 1989-1990.

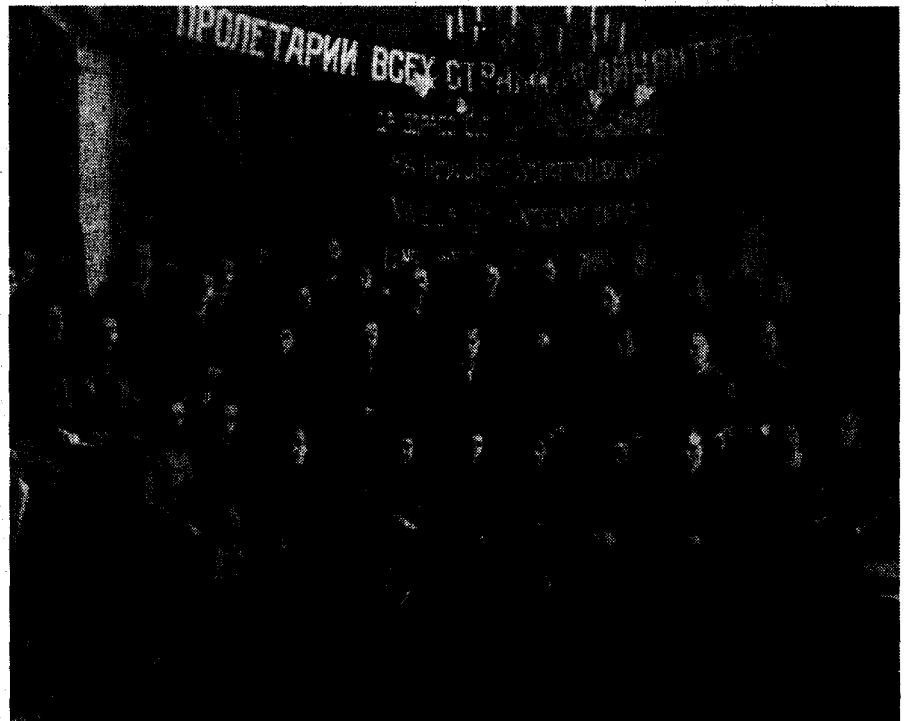
La lutte pour le trotskysme en RDA, 1989-1990

Il y eut trois rapports pour la question principale à l'ordre du jour. Le premier rapport passa en revue le travail de la LCI depuis notre dernière conférence en 1998, et en particulier le travail de notre secrétariat international. Le deuxième était consacré à la Chine ; et le troisième fut donné par un dirigeant du Parti ouvrier spartakiste d'Allemagne (Spartakist-Arbeiterpartei, SpAD), et traitait de nos discussions internes récentes, comparant notre expérience en RDA et en Union soviétique avec la situation actuelle en Chine.

Nous avons investi toutes nos ressources dans la lutte pour une révolution politique ouvrière en Allemagne de l'Est, dans le cadre de la lutte pour une réunification révolutionnaire de l'Allemagne, avec la classe ouvrière au

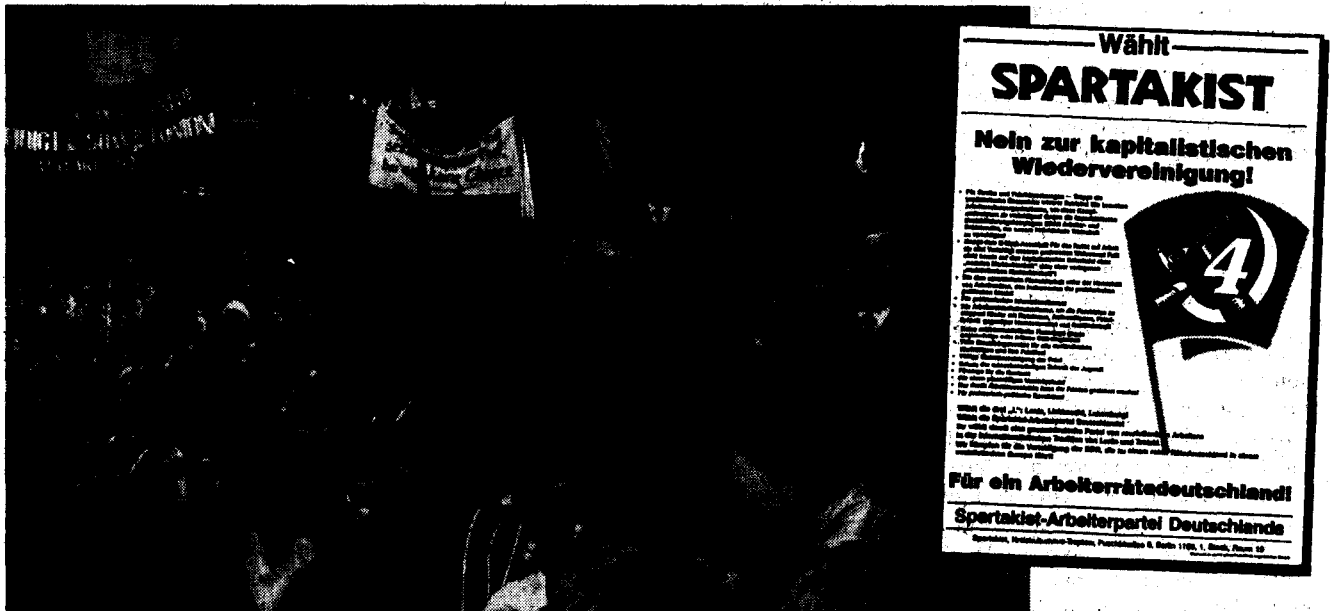


Spartacist



Y. Shteinberg

Monument érigé à Moscou en 1918 en l'honneur des générations précédentes de combattants révolutionnaires. Trotsky et Lénine parmi d'autres délégués du Premier Congrès de l'Internationale communiste à Moscou en mars 1919. Sur la banderole derrière eux on lit : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »



Spartakist

Allemagne de l'Est en 1989-1990 : la révolution politique face à la contre-révolution capitaliste. Renate Dahlhaus, de la LCI (au micro), s'adresse aux 250 000 manifestants à Berlin-Est le 3 janvier 1990. Au fond notre banderole dit : « A bas l'OTAN ! Défense de l'Union soviétique ! » A droite, l'affiche des spartakistes pour les élections clés de mars 1990 dit : « Non à la réunification capitaliste ! Pour une Allemagne des conseils ouvriers ! »

pouvoir. Cette lutte, qui a été déterminante dans notre histoire, de même que la lutte pour mobiliser les travailleurs soviétiques contre la contre-révolution de 1991-1992, a fortement pesé sur les délibérations de la conférence.

La révolution d'Octobre a été l'événement marquant du XX^e siècle, et a ouvert une nouvelle ère pour l'humanité. La classe ouvrière s'est soulevée, arrachant le pouvoir des mains des capitalistes et des propriétaires ; elle a libéré tous les opprimés de Russie et elle est devenue un phare pour le prolétariat mondial. Pendant une grande partie du XX^e siècle, le marxisme-léninisme a été, au moins en nom, l'idéologie qui influençait le mouvement ouvrier dans une grande partie du monde. Mais, vers la fin des années 1970, les partis « euro-communistes » d'Europe de l'Ouest ont renoncé à la dictature du prolétariat, qu'ils ne défendaient d'ailleurs plus qu'en paroles. Quant aux organisations pseudo-trotskyistes, elles se sont pour la plupart mises à la remorque de l'antisoviétisme des « droits de l'homme » des impérialistes. Un peu plus de dix ans plus tard, la plus grande partie de la gauche, des partis communistes d'Europe de l'Ouest à la plupart des soi-disant trotskystes, soit s'effondrait soit se ralliait ouvertement aux forces de la contre-révolution « démocratique ».

Nous pouvons être fiers de nous être battus et d'avoir défendu ce que la plus grande partie de la gauche avait abandonné en capitulant devant l'impérialisme et la contre-révolution. Nous avons dit « Salut à l'Armée rouge en Afghanistan ! » lorsque les forces soviétiques se battaient contre une insurrection d'intégristes musulmans anti-femmes soutenue par la CIA dans les années 1980. Nous avons dénoncé le retrait des troupes soviétiques en 1988-1989, avons proposé d'organiser une brigade internationale qui se batte en Afghanistan et avons collecté des fonds en solidarité avec les victimes civiles de la ville de Jalalabad assiégée. Lorsqu'en août 1991 Boris Eltsine, avec le soutien de George Bush père à la Maison Blanche, a lancé sa contre-révolution, nous avons distribué plus de 100 000 tracts en Union soviétique appelant les ouvriers soviétiques à

« repousser la contre-révolution de Bush-Eltsine ».

Notre intervention de 1989-1990 en Allemagne de l'Est a été la plus importante et prolongée dans l'histoire de notre internationale. Nous avons lancé un appel, repris par le parti stalinien au pouvoir, à une manifestation de front unique contre la profanation par les fascistes d'un monument dédié à l'armée soviétique, et pour la défense de l'Etat ouvrier allemand. Et, le 3 janvier 1990, 250 000 personnes sont venues manifester au parc de Treptow à Berlin-Est. Et, comme cette manifestation l'a montré, l'impact de notre programme était beaucoup plus grand que notre taille aurait pu donner à penser. Notre propagande révolutionnaire parvenait jusque dans les usines de Berlin-Est et dans les unités de l'armée de la RDA ; certains ont entendu notre appel à créer des conseils d'ouvriers et de soldats. Pour la première fois en plus de 60 ans, des trotskystes se sont adressés à une audience de masse dans un Etat ouvrier déformé. A la tribune, notre camarade a appelé à forger un parti communiste égalitaire et au pouvoir de conseils d'ouvriers et de soldats. La mobilisation de Treptow ouvrait la brèche aux ouvriers pour qu'ils puissent résister aux impérialistes qui poussaient à l'annexion capitaliste de la RDA. Dix ans plus tard, l'ancien leader soviétique Mikhaïl Gorbatchev, cherchant à justifier sa décision d'abandonner l'Etat ouvrier est-allemand face aux impérialistes qui, après Treptow, s'étaient lancés dans une campagne anticommuniste hystérique, le reconnaissait et déclarait dans un débat télévisé sur les événements de 1989-1990 :

« C'est sous l'impact des événements qui se déroulaient en RDA que nous avons changé d'avis sur le processus de réunification de l'Allemagne. Et en janvier [1990] il s'est passé quelque chose de particulièrement critique. Essentiellement, les structures s'effondraient. Un danger surgissait, un danger de désorganisation, de déstabilisation importante. Cela a commencé le 3 janvier et s'est intensifié de jour en jour. »

Comme nous l'avons écrit dans le document de notre Deuxième Conférence internationale en 1992, « *Les travailleurs de tous les pays, et nous avec eux, ont subi une grave défaite avec la victoire du Quatrième Reich. Mais*

nous nous sommes battus» (*Spartacist* édition française n° 27, été 1993).

Ces dix dernières années, un grand nombre de documents et de récits historiques sont parus sur la chute du stalinisme dans le bloc soviétique. La LCI doit réexaminer sa lutte pour empêcher la contre-révolution capitaliste en RDA et en Union soviétique à la lumière de ces nouveaux documents ; cela fait partie de notre réarmement politique. La conférence a voté d'organiser l'étude et la discussion sur ce sujet au niveau international.

Les délégués ont aussi réexaminé certaines des formules incorrectes ou trop partielles qui sont apparues dans nos débats internes et dans des articles à propos de notre intervention en RDA. Avant sa défection de nos rangs en 1996, Jan Norden, aujourd'hui dirigeant de l'Internationalist Group (IG), avait pris l'initiative de proposer un « regroupement » factice à une prétendue aile gauche du Parti du socialisme démocratique (PDS), vestige du SED (Parti de l'unité socialiste) est-allemand, qui avait bradé la RDA. Lors d'un meeting public à l'université Humboldt à Berlin en janvier 1995, Norden avait amnistié ces traîtres à la classe ouvrière, prétendant qu'à l'époque ils étaient « paralysés » et qu'ils ne « pouvaient pas concevoir » une révolution politique – dont le but aurait été de les renverser ! Norden dénigrait la LCI et niait qu'elle avait joué le rôle d'une avant-garde révolutionnaire consciente ; il ne cessait de rabâcher qu'« il manquait l'élément clé, une direction révolutionnaire ». Un de nos camarades dirigeants affirma alors, pour contrer Norden, que « nous étions la direction révolutionnaire » et que, loin d'être paralysé, le SED-PDS avait « dirigé la contre-révolution » en faisant tout ce qui était en son pouvoir pour empêcher une révolution politique.

Ces réaffirmations de notre objectif révolutionnaire, face à Norden qui s'empressait d'abandonner le trotskysme et la LCI, contenaient un important noyau de vérité. Mais c'était aussi des exagérations polémiques dans le feu de la bataille. Comme l'a dit un camarade à l'époque, dire que « nous étions la direction révolutionnaire en lutte pour le devenir » est une façon plus dialectique de décrire notre intervention. Et pourtant, des formules comme « le PDS a dirigé la contre-révolution » et « nous étions la direction révolutionnaire » ont été répétées à mauvais escient dans nos polémiques

contre l'IG et dans des débats internes ultérieurs. L'insistance dogmatique sur ces formulations de la part du SI dans des débats avec notre section allemande, a fait du tort à notre travail et a eu pour effet d'empêcher une évaluation critique de notre intervention de 1989-1990.

On ne peut pas expliquer la contre-révolution capitaliste en Allemagne de l'Est en un bref mot d'ordre. On ne peut pas non plus faire abstraction du rôle des impérialistes ouest-allemands et des staliniens du Kremlin. C'est Gorbatchev qui faisait la loi en Allemagne de l'Est. Lorsque le régime du SED s'est effondré en automne 1989, le Kremlin n'avait déjà plus l'intention de maintenir à tout prix l'armée soviétique en RDA ; il était donc déjà préparé à renoncer à sa domination politique du pays. Lorsque Treptow a fait surgir le spectre d'une résistance ouvrière à la contre-révolution, Gorbatchev s'est empressé de donner le feu vert à l'annexion capitaliste de la RDA. Treptow a été un tournant. Après cela, le SED-PDS s'est lui aussi rallié à la réunification contre-révolutionnaire.

Après beaucoup de discussions, un amendement au document principal de la conférence a été adopté à l'unanimité :

« Il n'est pas correct de dire "le PDS a dirigé la contre-révolution en RDA" et "nous étions la direction révolutionnaire" dans la révolution politique naissante en RDA en 1989-1990. Il vaut mieux le formuler comme suit : "Nous étions les seuls à vouloir être la direction révolutionnaire de la classe ouvrière en RDA en 1989-1990. Nous pouvons être fiers de notre combat pour la direction révolutionnaire." Et : "Lorsque le Kremlin a livré la RDA au capitalisme ouest-allemand, la direction du SED-PDS s'est adaptée à la trahison pour devenir le PDS". »

La conférence a également réaffirmé ce que nous disions dans notre document de conférence en 1992 pour caractériser notre intervention en RDA en 1989-1990, à savoir : « Il y eut en fait un affrontement, marqué toutefois par la disproportion des forces, entre le programme de la révolution politique de la LCI et le programme stalinien de capitulation et de contre-révolution. »

C'est dans le concret qu'il faut analyser la contre-révolution en URSS et dans chacun des Etats ouvriers déformés ; et il en est de même pour le danger croissant de contre-révolution dans les Etats ouvriers déformés qui restent, notamment en Chine. En Allemagne, il y avait une puissante classe capitaliste à l'Ouest, mais dans le cas de



Jalalabad, Afghanistan, 1989 : des milliers de personnes fêtent la levée du siège des intégristes islamiques. La collecte de fonds internationale du Partisan Defense Committee fut rapportée par la presse immigrée de Londres.

PARTISAN DEFENSE COMMITTEE
FUNDRAISING SOCIAL

No to the West - Defend Afghan Workers

Support Jalalabad Victims
of CIA's Cutthroats!

SHER-E-PUNJAB WEEKLY
10 May 1989

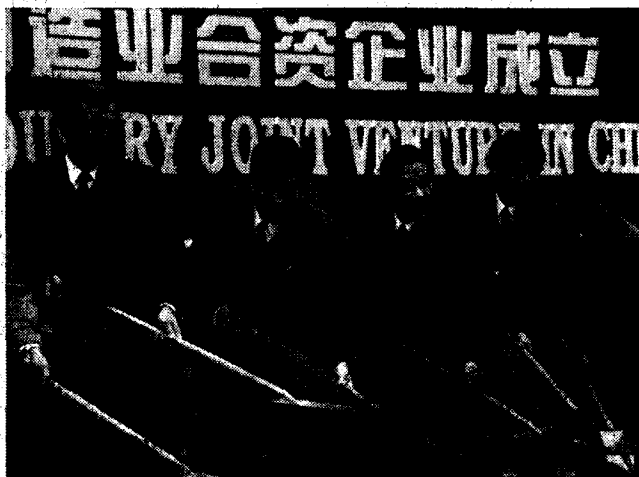
Workers Vanguard/Le Bolchévik

l'URSS il n'y avait pas de classe capitaliste du tout. Là, les forces locales de la contre-révolution provenaient de la bureaucratie (ainsi que d'éléments de l'intelligentsia et de la pègre) au fur et à mesure qu'elle allait vers l'effondrement définitif. Dans plusieurs pays de l'Est, en Albanie, en Bulgarie et en Roumanie en particulier, la restauration capitaliste s'est effectuée sous la direction des divers partis communistes, sans « réformes de marché » ou aucune menace impérialiste que ce soit. Dans le cas de la Chine, il y a une bourgeoisie qui a subsisté dans la région (à Hongkong et à Taiwan) ; une classe capitaliste est aussi en train de se développer en Chine continentale : elle espère, en alliance avec l'impérialisme étranger, renverser l'Etat ouvrier déformé.

Chine : la « question russe » d'aujourd'hui

En ce qui concerne la Chine, ce qui préoccupait beaucoup les délégués c'était le manque énorme de propagande sur cette question. Il n'y avait rien eu pendant un an et demi, entre mai 2002 et juste avant la conférence. Les camarades ont fait remarquer qu'on ressentait une incapacité à s'adresser à la situation historiquement nouvelle en Chine et que ne pas s'adresser à la question montrait qu'il y avait un agnosticisme tacite par rapport à ce qui allait se produire dans cet Etat ouvrier déformé. La Chine est la « question russe » d'aujourd'hui. Mais la question se pose d'une façon nouvelle et sans précédent. Lorsque nous appelions à la défense militaire inconditionnelle de l'Union soviétique, nous devions argumenter contre diverses formes d'anticommunisme bourgeois et « de gauche ». Quand nous défendons la Chine, c'est à la position répandue, tant dans les cercles bourgeois que dans ceux de gauche, que la Chine est déjà redevenue capitaliste ou qu'elle est irréversiblement en train de le devenir, que nous sommes confrontés. Cette vision impressionniste est renforcée par le fait qu'en réalité le capitalisme a fait d'énormes avancées au niveau socio-économique. Comme le remarquait le camarade qui faisait le rapport sur la Chine :

« En 1992 il était clair qu'il n'y avait plus d'Union soviétique et qu'elle n'allait pas se relever. Qui à l'époque dans notre tendance aurait pu prédire que dix ans plus tard la République populaire de Chine serait encore un Etat ouvrier bureaucratiquement déformé ? Et que le PCC [Parti communiste chinois] y exercerait encore le monopole du pouvoir politique avec encore moins de dissidents et de querelles intestines que ce qu'on avait vu auparavant ? Si quelqu'un dans notre tendance



Reuters

Des bureaucrates chinois lancent une entreprise capitaliste avec des directeurs de Pratt & Whitney.

« avait pu le prédire, ce devrait être lui ou elle qui devrait faire ce rapport, pas moi. »

La LCI s'était laissée surprendre par la révolution politique naissante qui avait eu lieu en Chine en juin 1989. Depuis nos débuts en tant que tendance nous concentrons notre attention surtout sur les Etats ouvriers déformés qui étaient directement et militairement menacés par l'impérialisme US : Cuba, et le Vietnam. Dans les années 1970 et 1980, un dégoût justifié pour l'alliance criminelle de la bureaucratie de Pékin avec l'impérialisme US, qui était dirigée contre l'Union soviétique, nous avait conduits à prêter qualitativement trop peu d'attention à ce qui se passait à l'intérieur de la Chine. Cela a été encore aggravé à la fin des années 1980 par le fait que nous concentrons toute notre attention sur la déliquescence de la domination stalinienne en Europe de l'Est et en URSS. A la différence des maoïstes, sociaux-démocrates et pseudo-trotskyistes de tout poil, qui étaient au mieux indifférents au sort de l'URSS, nous avertissions que si ce bastion militaire et industriel s'écroulait, l'Etat ouvrier déformé chinois, isolé, ne lui survivrait pas longtemps. Au niveau historique général, cette mise en garde était – et reste – correcte. Mais si on en fait une projection à court terme après la chute de l'URSS, cela conduit à la conception implicite que la Chine et les autres Etats ouvriers déformés (le Vietnam, la Corée du Nord et Cuba) allaient s'effondrer rapidement aussi. Le document de la conférence de la SL/US : en 1994 déclarait : « Les staliens chinois, avec le soutien des Japonais et d'importants secteurs de l'impérialisme américain, cherchent à restaurer le capitalisme à froid et par le haut » (*Spartacist* édition anglaise n° 51, automne 1994).

Quels étaient les principaux éléments qui sous-tendaient cette analyse et cette prédiction ? Après la destruction de l'Union soviétique, l'impérialisme américain intensifiait ses pressions militaires directes sur la Chine. Le Pentagone commençait à envoyer en Extrême-Orient le gros de ses troupes stationnées en Europe et cherchait activement à développer une capacité nucléaire de première frappe contre le petit arsenal nucléaire chinois. Le régime de Pékin ouvrait de plus en plus l'économie chinoise aux pressions du marché capitaliste mondial, ce qui renforce les couches sociales qui, avec le soutien de l'impérialisme, créent des tendances et partis ouvertement contre-révolutionnaires quand le régime bonapartiste stalinien entrera dans une crise politique. Et en plus de cela il y avait la pression idéologique du triomphalisme impérialiste (la « mort du communisme ») à laquelle la bureaucratie stalinienne et l'intelligentsia chinoises n'étaient certainement pas insensibles.

Comme nous regardions la Chine à travers le prisme de la dernière période de l'Union soviétique, nous projetions que la bureaucratie stalinienne se désintégrerait avec la même rapidité. Mais les staliens chinois observaient eux aussi ce qui se passait en Union soviétique et ils en ont tiré leurs propres leçons et ont agi en conséquence. A la différence du régime de Gorbatchev, les staliens chinois n'ont pas combiné leur variante de *perestroïka* (réformes de marché) avec la *glasnost* (libéralisation politique). En maintenant son monopole du pouvoir et de l'organisation politique, le régime du PC chinois a pu mettre plus ou moins en œuvre sa politique économique et imposer les lois et les règles qui régissent l'économie chinoise.

Mais la question fondamentale c'est que la peur d'être renversé par des soulèvements sociaux, en particulier de la classe ouvrière, retient encore la main du régime de Pékin lorsqu'il veut appliquer ses réformes de marché. Cela a failli

se produire en 1989 lorsque des manifestations essentiellement étudiantes pour la libéralisation politique et contre la corruption ont déclenché une révolte ouvrière spontanée. La répression de cette révolte, par des unités de l'armée fidèles au régime, a failli ne pas avoir lieu, car plus d'une dizaine d'officiers supérieurs de l'Armée populaire de libération avaient refusé au début d'exécuter les ordres de réprimer les manifestations de Tiananmen. Il y a aussi une autre chose qui est différente de l'Union soviétique de Gorbatchev : les ouvriers chinois ont déjà une certaine expérience de l'exploitation capitaliste et ils n'aiment pas ça.

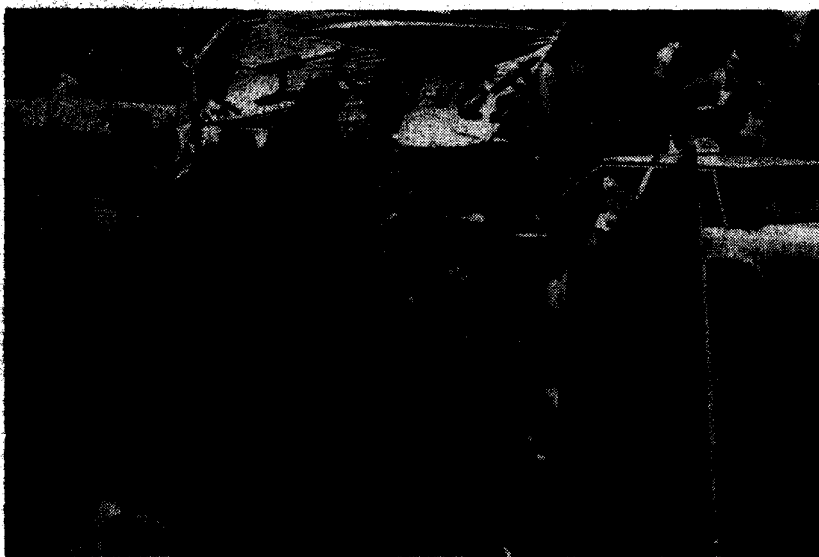
Ces dernières années, il y a eu des luttes populaires et ouvrières importantes et étendues, en particulier contre les licenciements massifs dans les entreprises industrielles d'Etat. Jusqu'à présent le régime a réussi à les maintenir au niveau de luttes économiques locales grâce à un mélange de répression et de concessions. Mais la Chine est, à la base, une *société profondément instable*. Un jour ou l'autre, les tensions sociales exploseront et ébranleront la structure politique de la caste bureaucratique au pouvoir. Et lorsque cela se produira, le sort du pays le plus peuplé de la terre sera en jeu : ce sera soit l'esclavage capitaliste et l'assujettissement impérialiste, soit la révolution politique prolétarienne qui ouvrira la voie au socialisme.

De ce point de vue, nous avons tort en 1994 lorsque nous disions implicitement qu'il pouvait y avoir une restauration du capitalisme qui laisserait le régime stalinien intact. Pour corriger cela, le document de la conférence dit :

« La bureaucratie stalinienne est incapable d'effectuer une restauration du capitalisme à froid, graduellement et d'en haut. Une contre-révolution capitaliste en Chine serait accompagnée d'un effondrement du bonapartisme stalinien et de l'éclatement du Parti communiste au pouvoir. Ce qui ressortirait de l'effondrement d'un régime bonapartiste stalinien dépend de l'issue de la lutte entre les classes irréconciliablement opposées : soit une restauration capitaliste, soit une révolution politique prolétarienne. »

Le document met en garde : « faire des erreurs lorsqu'on cherche à prédire le rythme auquel les événements se déroulent n'est pas en soi mortel », mais il faut se méfier de la tendance à penser que « tout est fini » quand le régime déclare qu'il passe des lois sur la privatisation de l'industrie d'Etat, l'entrée dans l'OMC ou l'admission de capitalistes dans le Parti communiste chinois. Cette tendance a été fortement critiquée dans une motion du SI en juin 2000 qui disait que baser nos conclusions exclusivement sur les actions et les intentions de la bureaucratie « reléguait le prolétariat chinois au rôle d'objet passif aux mains soit de la bureaucratie stalinienne soit de la bourgeoisie impérialiste, alors que c'est une force capable de mener ses propres luttes indépendantes » contre l'érosion continue des acquis de la Révolution chinoise de 1949. C'est sur l'arène politique que la contre-révolution capitaliste aurait à triompher en Chine (comme elle l'a fait en Europe de l'Est et dans l'ex-URSS), et non pas par une expansion économique quantitative du secteur privé.

Les camarades avaient auparavant remarqué d'autres difficultés que nous avons eues dans notre propagande sur la Chine. Un des exemples était une polémique contre l'oppor-



Peter Turnley

Des ouvriers arrivent en nombre place Tiananmen en mai 1989. Les manifestations de Tiananmen mettaient à l'ordre du jour la révolution politique contre la bureaucratie stalinienne.

tunisme de l'IG qui cherche une aile de la bureaucratie stalinienne chinoise qui soit prétendument déterminée à défendre l'Etat ouvrier et à lutter contre la restauration capitaliste (« L'IG sur la Chine : à la recherche de quelques bons bureaucrates staliniens », *Workers Vanguard* n° 715, 11 juin 1999). Nous rappelons que Trotsky avait dit que la bureaucratie ne défend l'économie collectivisée que dans la mesure où elle craint le prolétariat. Mais nous avons trop tordu le bâton dans l'autre sens et déclaré que « la bureaucratie du PCC a l'intention de restaurer le capitalisme » et que « la principale force poussant à la contre-révolution capitaliste aujourd'hui, c'est le régime stalinien lui-même », ce qui implique que la bureaucratie de Pékin n'est plus soumise aux contraintes de sa position parasitaire par rapport aux formes de propriété collectivisées et qu'elle a pris les caractéristiques d'une classe dirigeante. Plus tard dans une autre polémique contre l'IG, nous avons corrigé notre article précédent :

« En Chine aujourd'hui, dans la mesure où elle pousse pour des réformes orientées vers le marché et la conciliation avec l'impérialisme, et où elle réprime les luttes ouvrières, la bureaucratie conduit la marche vers la restauration capitaliste. A ses échelons les plus élevés, la bureaucratie et sa progéniture s'associent à des capitalistes américains, japonais et européens, ou à la bourgeoisie chinoise qui n'a pas été détruite en tant que classe par la Révolution de 1949 et qui a pu maintenir sa cohésion en fuyant la Chine continentale. En même temps, il y a une différence cruciale entre l'acte de contre-révolution et ce qui y conduit. En ce sens, le régime de Pékin n'est pas déterminé à restaurer le capitalisme, et certaines couches de la bureaucratie pourraient bien reculer devant les conséquences, en particulier par crainte du genre de dévastation qui a frappé la puissance militaire et industrielle de l'Union soviétique. Dans certains cas aussi parce qu'ils se préoccupent réellement du sort actuel et futur des ouvriers et des paysans. »

– « L'IG : toujours à la recherche de quelques bons bureaucrates staliniens », *Workers Vanguard* n° 746, 17 novembre 2000

Mais, contrairement à ce qu'il aurait dû faire, *Workers Vanguard* n'a jamais dit clairement que nous corrigions notre polémique précédente. Et il aurait mieux valu dire que la bureaucratie de Pékin « encourage et renforce beaucoup les forces de la restauration capitaliste » plutôt que de dire « conduit la marche vers la restauration capitaliste ».

Le rapporteur sur la Chine faisait remarquer qu'à la racine, les problèmes que nous avons aujourd'hui proviennent de « la complexité objective de la situation et du fait que le contexte international post-soviétique n'a pas de précédent historique ». Mais, disait-il, « nous devons être beaucoup plus scrupuleux que nous ne l'avons été et nous devons soumettre nos pronostics à l'épreuve du cours des événements. Il faut éviter toute subjectivité ici, car autrement nous déformerons à chaque fois la réalité pour qu'elle se conforme à nos prévisions, ce qui est exactement à l'opposé du matérialisme historique ».

La jeunesse militante et la « mort du communisme »

Nous sommes dans une période réactionnaire mais aussi très contradictoire. La guerre impérialiste US en Irak a donné lieu aux manifestations les plus importantes qu'il y ait eues depuis des années en Amérique du Nord, en Europe, au Proche-Orient et dans beaucoup de pays d'Asie. Des millions de jeunes ont été ainsi propulsés dans le combat politique. Il y a même eu des grèves politiques et des luttes ouvrières contre la guerre. En Afghanistan et en Irak, les Etats-Unis ont remporté des victoires militaires faciles, mais l'occupation ne se passe pas aussi facilement, notamment en Irak. La plus grande partie du monde semi-colonial est notoirement instable. En Amérique latine, la colère contre les régimes néo-libéraux a provoqué une montée du populisme nationaliste. Dans toute l'Europe, l'Amérique du Nord et ailleurs, il y a une augmentation du militantisme dans la jeunesse, dont une grande partie adhère au mouvement « altermondialisation ». Les sections de la LCI recrutent, quoique à un niveau inégal. Et pourtant cette jeunesse, politisée par la haine du « capitalisme mondial » et l'opposition à la guerre contre l'Irak, a une vision des choses qui est en grande partie très éloignée du matérialisme historique et d'une perspective prolétarienne, et ces jeunes affrontent un monde dans lequel le marxisme est surtout décrit comme une relique du passé.

Dans le *Manifeste du Parti communiste*, Marx et Engels expliquent que le capitalisme, en créant le prolétariat, crée ses propres fossoyeurs. Les mécanismes du capitalisme impérialiste poussent des millions de prolétaires à la lutte contre la guerre, le chômage et le racisme. Mais pour forger une « classe pour soi » qui puisse se battre victorieusement pour le pouvoir, il faut l'intervention d'une avant-garde léniniste qui fasse avancer la conscience révolutionnaire du prolétariat et élimine les barrières nationales, raciales et religieuses qui la divisent. La destruction de l'URSS a rendu cette tâche encore plus difficile, comme le notait notre « Appel à la Quatrième Conférence » :

« Nous n'avons plus de prolétariat qui se réclame du marxisme. Les révolutions de 1848, la Commune de Paris de 1871 et surtout la Révolution d'octobre 1917 se sont produites il y a longtemps et semblent remonter à une époque éloignée du vécu et de la conscience de la plupart des travailleurs. Le poids des défaites et des catastrophes sociales qui ont suivi la contre-révolution capitaliste émousse chez nos cadres le sens que la LCI était et est le parti de la campagne pour Jalalabad, le parti de Treptow, le parti de la Révolution russe et de nouveaux Octobre, qui veut conduire à la transformation du monde à venir. »

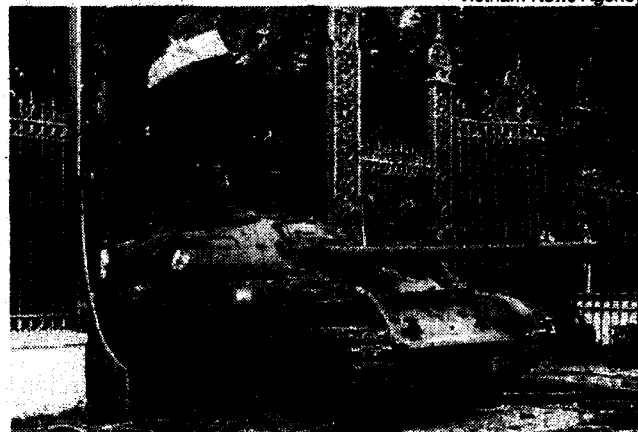
Un de nos militants remarquait que si nous pouvions concevoir que notre organisation devienne la direction révolutionnaire en Allemagne en 1989-1990, c'est parce que c'était conforme à la situation objective. Dans les années



Der Spiegel

La révolution vietnamienne a inspiré une génération de jeunes radicalisés. Ci-dessus, à Berlin, 1968 : des manifestants brandissent des portraits du dirigeant communiste Ho Chi Minh. Ci-dessous, Saïgon (aujourd'hui Ho Chi Minh-Ville) en avril 1975 : les chars du Front national de libération vietnamien entrent dans le palais du président fantoche des USA.

Vietnam News Agency



1960 et 1970, quand la plupart de nos cadres dirigeants ont rejoint notre tendance, les Vietnamiens menaient une révolution victorieuse contre l'impérialisme US, et les impérialistes français venaient d'être vaincus en Algérie. Les couches les plus avancées du prolétariat avaient des aspirations révolutionnaires ; l'ordre bourgeois français n'a survécu à la grève générale de Mai 68 que grâce à la trahison du Parti communiste. Aujourd'hui il y a certes des luttes ouvrières défensives, mais dans l'ensemble les travailleurs ne les voient pas dans la perspective de faire une nouvelle révolution d'Octobre. Ceux de nos opposants qui se disent marxistes sont pour la plupart des sociaux-démocrates. En France, par exemple, la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), qui, il y a trente ans, adulait le chef du Parti communiste vietnamien et scandait « Ho Ho Ho Chi Minh », a, lors des élections présidentielles françaises de 2002, donné un soutien électoral à Jacques Chirac, un politicien de droite.

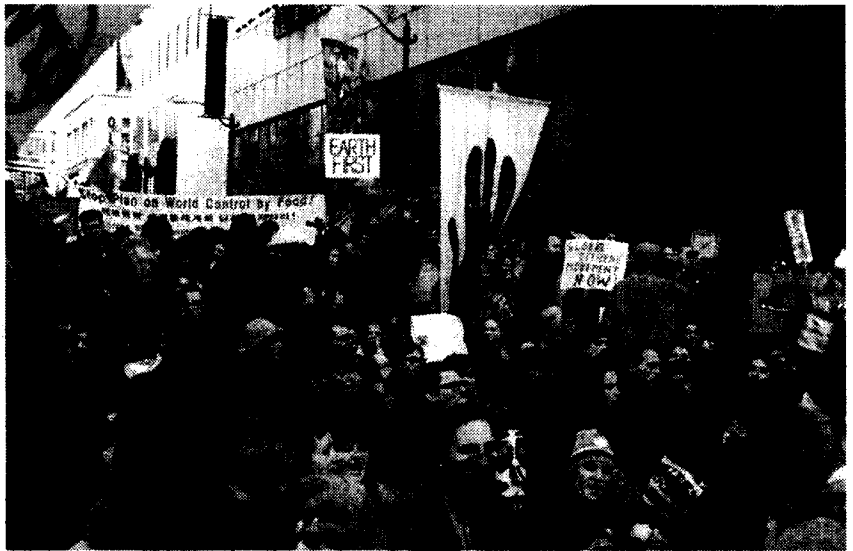
Nous n'avons pas tenu compte des changements qui s'étaient produits dans la gauche après la chute de l'Union soviétique, y compris la prolifération de groupes anarchisants, et c'est ce qui a contribué à notre décision sectaire de boy-

cotter par principe la manifestation contre l'OMC de Seattle en novembre 1999. Le bureau politique de la SL/U.S. donnait comme raison dans une motion que la manifestation serait « dominée par le chauvinisme, le protectionnisme raciste et des attaques contre-révolutionnaires contre l'Etat ouvrier déformé chinois » (*Workers Vanguard* n° 725, 10 décembre 1999). Tracer une ligne de démarcation par rapport à la gauche réformatrice qui s'enflammait sur la « bataille de Seattle » et s'accrochait aux basques de la bureaucratie syndicale anticommuniste et pro-Parti démocrate, c'était correct. Mais c'est en intervenant avec notre propagande communiste en direction des militants de gauche qui étaient allés à Seattle dans le but de protester contre les pires excès du capitalisme qu'il fallait le faire ; pas en les mettant sur le même plan que les dirigeants anticommunistes de l'AFL-CIO.

Cette politique abstentionniste a été corrigée dans la pratique grâce à un débat interne à la veille d'une autre manifestation « antimondialisation » à Washington le mois d'avril suivant. Depuis, nous sommes connus en tant que marxistes révolutionnaires qui s'attaquent de façon polémique aux préjugés anarchistes et anarcho-syndicalistes tout en défendant les jeunes militants anarchistes contre la répression et contre les accusations de violence de l'aile « gauche » de la bourgeoisie. Mais le fait que nous n'ayons pas publiquement corrigé notre abstention de principe vis-à-vis de la manifestation de Seattle nous a fait du tort et a désorienté tant nos cadres que ceux qui suivent notre travail.

Le document de notre Deuxième Conférence internationale en 1992 prévoyait que des tendances anarchistes et anarcho-syndicalistes allaient refaire surface. Nous avions donc publié une brochure *Marxism vs. Anarchism* [Marxisme contre Anarchisme], qui s'adressait à cette jeunesse. Mais nous n'avions pas vraiment compris à quel point dans la période post-soviétique le communisme serait vu comme l'équivalent du stalinisme déchu. Pour mieux armer nos camarades et pour qu'ils sachent mieux s'adresser à cette sorte d'idéologie, un camarade de la Ligue trotskyste du Canada a fait, lors de cette Quatrième Conférence de la LCI, un exposé très intéressant sur la guerre civile espagnole des années 1930 et le rôle des « Amis de Durruti » – des anarchistes de gauche qui avaient critiqué la trahison de la direction anarchiste espagnole. Ce camarade vient d'ailleurs lui-même du milieu anarchiste.

La conférence a aussi pris note des écarts opportunistes qui avaient accompagné cette série de comportements sectaires. Après l'attaque du 11 Septembre [2001], il a fallu l'intervention de cadres dirigeants qui ne résident pas à notre siège pour que nous puissions continuer à fonctionner dans des conditions extraordinairement difficiles. Et il a fallu entre autres lutter tant contre des dérobades opportunistes que des tendances à la grandiloquence creuse dans notre propagande. L'exemple le plus prononcé de dérobade, c'est qu'il nous a fallu un mois pour déclarer publiquement que les marxistes font une différence entre l'attaque d'une institution comme le Pentagone, qui représente directement la puissance militaire de l'impérialisme américain, et la ter-



Derek Chung

Les manifestations contre l'OMC à Seattle en 1999 ont attiré des milliers de jeunes voulant se battre contre les pires excès du capitalisme.

reur indiscriminée contre des civils innocents, ce qui était le cas du World Trade Center. Notre position sur cette question avait été codifiée dans une motion lors d'une réunion des membres du comité central en Californie au soir du 11 septembre. Comme le notait un camarade : « Si ce n'était que la Maison Blanche ou le Pentagone, c'est la vie (bien que ce soit stupide aussi parce qu'un des problèmes c'est que le terrorisme atteint *toujours* des innocents. Dans le cas [du Pentagone] c'était les passagers de l'avion civil et le personnel de nettoyage du Pentagone. » Mais le fait que nous n'ayons pas dit publiquement que pour nous l'attaque contre le Pentagone était quelque chose de différent de celle du World Trade Center est d'autant plus remarquable que cette ligne avait été approuvée dans une réunion du bureau politique quatre jours plus tard. Comme le note le document de la Quatrième Conférence de la LCI, « C'était une dérobade politique face à la vague de patriotisme américain qui a suivi l'attaque du 11 Septembre. »

L'impatience et l'indifférence à la réalité objective sont souvent accompagnées de poussées opportunistes et de recherche de raccourcis. A cet égard il est bon de se rappeler le conseil du camarade Trotsky : « Après tout l'opportunisme ne s'exprime pas seulement par des humeurs de gradualisme mais par de l'impatience politique : il cherche fréquemment à récolter ce qu'il n'a pas semé, à remporter des succès qui ne correspondent pas à son influence » (Introduction à *The First Five Years of the Communist International* [Les cinq premières années de l'Internationale communiste], 1924 [traduit par nos soins]). C'est en faisant des critiques et des interventions intelligentes contre nos opposants que nous avons remporté des succès, pas en inventant une fausse réalité pour éviter les obstacles politiques.

Quelque temps après la conférence, Joseph Seymour, un de nos cadres de longue date, décrivait ainsi comment le terrain politique avait changé dans la gauche et parmi les jeunes militants et quelles étaient les implications pour notre travail :

« Comme on pouvait s'y attendre, dans la période post-soviétique il est apparu beaucoup de groupes, tendances et milieux de gauche qui ne parlent pas et ne veulent pas parler le langage du « marxisme-léninisme ». Ce qui caractérise ces groupes c'est l'éclectisme théorique et/ou un retour à des concepts et des modes de pensée pré-marxistes. Les

anarchistes les plus orthodoxes font partie de ces derniers, tandis que ce qui caractérise le mouvement "altermondialiste" c'est son éclectisme [...].

« Il est très difficile de s'adresser efficacement à des groupes, tendances et milieux de gauche dont la vision et la méthodologie sont si différentes et distantes des nôtres. Et comme c'est difficile il y a eu, je pense, une tendance à éviter cette tâche et à sous-estimer son importance pour la LCI dans la période actuelle. »

La conscience politique des militants dans ces organisations qui continuent à se réclamer de la tradition trotskyste a changé aussi ; de même que celle des groupes stalinisants qui restent. C'est particulièrement vrai pour leurs militants les plus jeunes, dont la conscience politique s'est développée dans la période post-soviétique. Seymour faisait remarquer que ces dernières années « nous avons cherché à recruter le même genre de militants que ceux que nous recrutions aux Etats-Unis au début des années 1970, et en Europe au milieu des années 1970 et début des années 1980 », c'est-à-dire des gens qui avaient étudié et accepté, au moins au niveau de la forme, les principes doctrinaux du léninisme et qui pouvaient être recrutés assez facilement à notre tendance et s'assimiler. Il ajoutait :

« En Europe, quand nous avons à faire aux groupes trotskysants, notre point de départ devrait être que nous visons et nous nous adressons à des sociaux-démocrates de gauche, sérieux et réfléchis, qui ont des valeurs humanistes et rationnelles. Il ne faut pas s'attendre à plus que cela. C'est du même point de vue que nous devrions nous adresser aux groupes trotskysants des pays du tiers-monde (comme le Brésil, l'Afrique du Sud) mais il y a une différence importante, et c'est que beaucoup des militants de ces organisations sont plus proches du populisme nationaliste de gauche que de la social-démocratie de gauche. »

Le réformisme et le monde post-soviétique

Dans le cadre de la discussion de préconférence, des camarades ont aussi réexaminé des documents qui avaient guidé notre travail international. Il est nécessaire pour une organisation marxiste de faire une évaluation critique du travail

Une collection de 8 documents et articles de la presse de la LCI qui documente la défection du trotskysme de l'IG et la trahison de classe au Brésil de la LQB.

Comprend notamment :

« Mémoire sur les perspectives et les tâches » de la LCI, janvier 1996

« Pablisme de la deuxième génération - Une défection inavouée du trotskysme », juillet 1996

« Des documents judiciaires prouvent qu'ils ont poursuivi le syndicat en justice - L'IG couvre des trahisons au Brésil : mains sales, mensonges cyniques », juillet 1997

« Mexique : pour la révolution ouvrière ! - La "gauche" sème des illusions dans le PRD nationaliste-bourgeois », août 1997

« La lutte pour une section française de la LCI dans le monde post-soviétique », printemps 1998

France : 3 € Canada : 2 \$Cdn

Pour toute commande :

Le Bolchévick, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, France
SCPA, C.P. 6867, succursale A, Toronto, ON M5W 1X6, Canada

passé ; il n'y a que les papes qui sont infaillibles. Un des symptômes de nos problèmes politiques, c'était justement qu'il restait encore beaucoup de travail à faire dans ce domaine.

Dans un mémorandum du CEI de 1996, nous citons Trotsky pour déclarer que des périodes réactionnaires comme la nôtre désintègrent et affaiblissent la classe ouvrière et son avant-garde, abaissent le niveau idéologique général du mouvement et rejettent la pensée politique en arrière, à des étapes qui avaient été dépassées depuis longtemps (voir « Norden's Group: Shamefaced Defectors from Trotskyism » [Le groupe de Norden : des transfuges honteux du trotskysme], *International Bulletin* n° 38, juin 1996). Ce mémorandum affirmait à juste raison que la LCI devait nager à contre-courant et maintenir ses positions idéologiques. Mais il sous-estimait l'importance des tendances réformistes. Faisant allusion aux écrits de Trotsky sur le centrisme dans les années 1930, le document affirmait que « démasquer et détruire politiquement nos opposants centristes [était] la tâche clé de notre travail vis-à-vis des opposants ». Et le document prédisait en même temps, et à tort, que les bourgeoisies « sont en train de se débarrasser aussi des intermédiaires et des agents (au Parlement et dans les syndicats) qu'auparavant elles entretenaient et cultivaient pour mieux contenir et contrôler la classe ouvrière ».

Affirmer que c'est maintenant contre les centristes (comme l'IG de Norden) que nous devons mener nos principales batailles, induit en erreur et sous-estime à quel point la conscience politique a régressé. Il y a peu d'organisations classiquement centristes aujourd'hui, c'est-à-dire des organisations en mouvement, en rupture à gauche avec le réformisme ou qui vont du programme révolutionnaire vers le réformisme. Trotsky avait écrit cela pendant la grande crise économique des années trente, quand des courants centristes de gauche étaient nés dans les partis sociaux-démocrates en réaction à la banqueroute du Comintern stalinien face à la montée au pouvoir d'Hitler. Les organisations centristes des années 1970 ont rapidement viré à droite, en particulier dans le contexte de la deuxième guerre froide, dans laquelle ils ont soutenu la campagne de leur bourgeoisie pour réassujettir l'Union soviétique à l'exploitation capitaliste. Un des indices de ce virement à droite c'est que plusieurs organisations soi-disant révolutionnaires, y compris la LCR en France, le Socialist Workers Party et Workers Power en Grande-Bretagne, ont signé en 2002 un appel aux chefs d'Etat européens pour qu'ils s'opposent publiquement à la guerre en Irak, traitant les bourgeoisies européennes comme si elles étaient un contrepoint progressiste à l'impérialisme américain.

La tendance à penser que la social-démocratie et le réformisme étaient en train de disparaître en tant que forces en Europe de l'Ouest était en partie une réaction impressionniste aux efforts très réels de la bourgeoisie ouest-européenne pour démanteler ce qui reste de l'Etat-providence institué pour calmer la combativité ouvrière dans la période qui a suivi la Deuxième Guerre mondiale. Mais comme le notait un camarade dans une lettre au SI en mars 2002 :

« La chute de l'Union soviétique a rendu caduque la raison particulière de l'Etat-providence. Mais cela ne veut pas dire qu'il n'y ait pas de limites à ce que la bourgeoisie peut faire subir à la classe ouvrière. Tant qu'il y aura le capitalisme, la question de réforme/amélioration n'est pas rayée de l'ordre du jour en permanence ou même à moyen terme. Les bourgeoisies des pays avancés n'ont aucune prédisposition à dépenser de l'argent pour améliorer le sort des masses, mais les réformes ne sont pas comme un interrupteur électrique et ce n'est pas comme si avant on ne pouvait pas perdre et maintenant on ne peut pas gagner. »

La lettre faisait remarquer que le fait de penser que la social-démocratie n'avait plus de base matérielle depuis la chute de l'URSS, était en fin de compte sectaire : « Ou bien il y a l'Union soviétique et les États-providence qui vont avec, ou bien il n'y a pas d'Union soviétique, pas de possibilité de réforme et d'amélioration, pas de rôle pour la social-démocratie, autrement dit, il n'y a donc rien d'autre que nous. »

Le mémorandum du CEI de 1996 a été écrit à une époque où les principaux pays d'Europe de l'Ouest étaient gouvernés par des partis bourgeois de droite. Quand des sociaux-démocrates ont été élus quelque temps plus tard, le SI a prédit que le mécontentement envers ces gouvernements et envers les partis ouvriers réformistes de masse bénéficierait directement à la LCI au niveau organisationnel. Selon cette logique, nos opposants à gauche allaient être facilement discrédités du fait qu'ils avaient soutenu l'élection des sociaux-démocrates, et nous pourrions donc en tirer un profit organisationnel considérable. Un mémorandum du SI en janvier 2000 surestimait des luttes ouvrières qui n'étaient que défensives et déclarait :

« En Europe et ailleurs, la situation qui favorise la montée des fascistes peut aussi conduire à des explosions prolétariennes qui iront au-delà du cadre parlementaire bourgeois que fixent actuellement au mouvement ouvrier les directions réformistes traîtres et leurs suivistes centristes. Cela pourrait fournir des occasions, même pour des petits groupes de propagande trotskystes, de grossir de manière exponentielle, à condition que nous cherchions activement ces occasions et que nous intervenions efficacement. »

Cette prévision surestimait considérablement le niveau de conscience de la classe ouvrière, et sous-estimait les obstacles politiques réels à surmonter pour gagner les ouvriers et les jeunes à une perspective marxiste. Notre travail aux États-Unis a aussi été désorienté par des prévisions similaires et aussi erronées. Après avoir été à l'initiative d'une mobilisation ouvrière/noire de front unique qui a remporté un énorme succès et chassé le Ku Klux Klan de la ville de New York en octobre 1999, nous avons conclu que cette puissante lutte défensive avait fait faire un saut qualitatif au niveau de conscience de classe des ouvriers, et nous nous étions imaginé que nous avions une occasion unique de recruter des jeunes ouvriers noirs.

Lorsque les travailleurs en Europe ont commencé à experi-

mer leur mécontentement envers le front populaire de Jospin en France, ou le gouvernement Blair en Angleterre, nos adversaires de taille plus importante, comme Lutte ouvrière ou le SWP britannique, se sont adaptés et ont critiqué le gouvernement en place plus vigoureusement, sans pour autant changer le contenu fondamentalement réformiste de leur programme. Pour recruter des individus il faut les détacher politiquement de leur vision réformiste ou libérale de gauche et les gagner véritablement au marxisme. C'est un processus qui est beaucoup plus difficile que de démasquer un parti social-démocrate droitier.

Ces prédictions de « percée historique » et de croissance exponentielle ont en particulier désorienté nos sections européennes et conduit à ce que des cadres soient injustement critiqués pour ne pas avoir pu atteindre ces objectifs de recrutement irréalistes. C'est dans ce contexte que l'affirmation selon laquelle « nous étions la direction révolutionnaire » – affirmation qui était correcte, quoique sous une forme exagérée, dans la lutte contre le liquidationnisme de Norden à propos de 1989-1990 – a été réitérée lors d'une conférence du SpAD en 1999 par des représentants du SI, et a été imposée à la section allemande en dehors de tout contexte. Il y avait une autre formulation partielle et fautive que le SI imposait comme mot d'ordre d'intervention en Allemagne (mais pas dans les autres sections). C'était que « le PDS a dirigé la contre-révolution ». Ceci ne pouvait que stériliser notre combat polémique contre le PDS réformiste.

Pour intervenir en tant que marxistes de façon intelligente, il faut faire attention à ce qui se passe dans une société donnée, et non pas faire des déclarations grandiloquentes et creuses. En Grande-Bretagne, par exemple, il y a un schisme de plus en plus grand entre la direction du Parti travailliste de Tony Blair et sa base syndicale historique. Ce n'est pas une révolte des ouvriers contre la direction droitiste du Parti travailliste qui pousse à cette scission, comme des léninistes s'y attendraient. Non, c'est Blair et Cie qui cherchent la rupture avec la base ouvrière du parti, et même avec la bureaucratie syndicale qui règne sur cette base, et c'est dans le but de transformer le parti en un parti bourgeois analogue au Parti

Marxisme contre Anarchisme

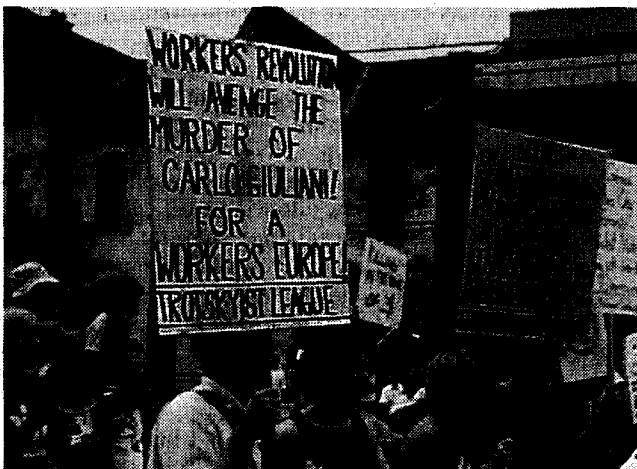
Collection d'articles du *Bolchévik*
consacrés à l'anarchisme

France : 3 €, Canada : 2 \$Cdn (7 numéros)

- Les origines de l'anarchisme
- Mikhaïl Bakounine : le fondateur du mouvement anarchiste
- La bataille dans la Première Internationale
- Anarchisme et syndicalisme à la veille de la Première Guerre mondiale
- Les syndicalistes
- 1914-1918 : La guerre impérialiste et le réalignment de la gauche
- L'Octobre rouge et la création de l'Internationale communiste

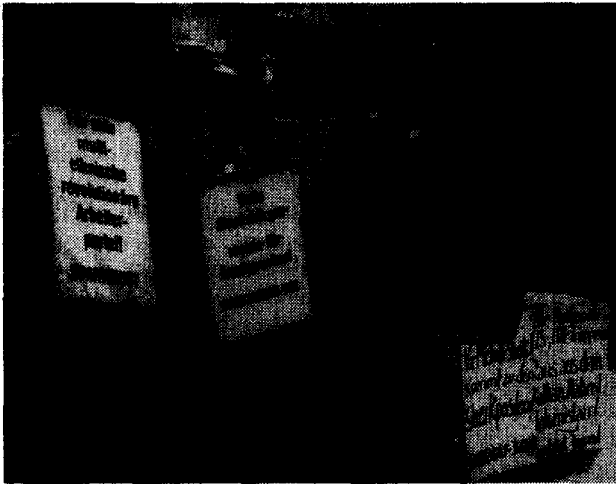
Commande :

Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, France
SCPA, C.P. 6867, succursale A, Toronto, ON M5W 1X6, Canada



Spartacist Canada

Toronto, juillet 2001: la LCI au niveau international s'est jointe aux manifestations contre l'assassinat par la police italienne d'un jeune manifestant altermondialiste.



Spartakist



Young Spartacus

La LCI se bat pour gagner des jeunes à la cause du prolétariat révolutionnaire : manifestation de soutien aux ouvriers métallurgistes en grève à l'Université technique de Berlin en 2002. Des membres de la jeunesse spartaciste et des étudiants se joignent aux piquets des travailleurs des supermarchés en grève en Californie.

démocrate américain. Dans ce contexte nous avons prêté une attention particulière à la constitution du Socialist Labour Party (SLP) d'Arthur Scargill. Lors des élections générales de 2001, la Spartacist League/Britain a donné un soutien électoral critique au SLP, ce qui nous a fourni un moyen de démontrer notre opposition au « nouveau » Parti travailliste de Blair tout en opposant notre programme bolchévique au « vieux travaillisme » de Scargill.

Les décisions de la conférence

Lors d'une table ronde sur les caractéristiques spécifiques du système impérialiste, des camarades de nos sections américaine, britannique, japonaise et sud-africaine ont fait des rapports. Un des rapporteurs a parlé de comment les Etats-Unis avaient perdu leur hégémonie dans le monde impérialiste au début des années 1970 quand ils se sont retrouvés embourbés dans la guerre contre-révolutionnaire du Vietnam qu'ils étaient en train de perdre. Cela a relancé une période de compétition interimpérialiste. Mais, poursuivait-il, « les choses ne sont pas immobiles dans le monde et les capitalistes américains se sont battus contre leurs rivaux économiques ouest-allemands et japonais, principalement en s'attaquant aux syndicats aux Etats-Unis même et en intensifiant le taux d'exploitation. Puis il y a eu les années Carter-Reagan-Bush. A la fin de cette période, la destruction contre-révolutionnaire de l'Union soviétique a donné un élan énorme à une deuxième vague d'investissements capitalistes. »

Dans le mémorandum du CEI de 1996 nous projetions une montée trop rapide des tensions diplomatiques et militaires entre les puissances impérialistes, et déclarions que la partition et l'occupation de la Yougoslavie dans le sillage des guerres civiles nationalistes du début des années 1990 « jetaient les bases de futurs conflits et guerres, y compris avec la possibilité d'utilisation d'armes nucléaires ». Télescoper ainsi le rythme des événements ne peut que conduire à de la désorientation politique. En fait, il a fallu plus de dix ans pour qu'il y ait une fissure d'importance au niveau diplomatique entre Washington et les principales puissances européennes, sur la question de l'invasion américaine de l'Irak. Les relations entre les diverses puissances impérialistes sont différentes de ce qu'elles étaient dans la période qui précédait la Première Guerre mondiale et la révolution

d'Octobre, dans la mesure où aucune puissance ne peut pour l'instant concurrencer les Etats-Unis au niveau militaire. Mais la supériorité militaire écrasante de l'impérialisme américain n'a pas son pendant au niveau de la supériorité économique, et ses rivaux vont inévitablement chercher à redresser l'équilibre militaire. Les tensions interimpérialistes croissantes exercent des pressions différentes sur nos diverses sections nationales ; on doit s'y adresser par l'examen constant de la réalité et par la discussion.

Un certain nombre de camarades ont fait référence à un débat qui avait eu lieu à l'intérieur de la LCI sur la nature des pays capitalistes avancés qui ne jouent pas de rôle *indépendant* sur la scène mondiale. Un amendement au document de la conférence a été adopté, affirmant que « ni l'exportation de capitaux ni la puissance militaire ne sont en elles-mêmes des éléments suffisants pour faire d'un pays un pays impérialiste. La question est concrète et dérive de l'histoire. La Grande-Bretagne, le Canada, l'Australie, la Suisse font partie de la division du travail impérialiste – ce sont des impérialistes à des divers degrés de sénilité, des impérialistes-vautours, ou des partenaires impérialistes de seconde zone. » Il a été décidé de continuer la discussion sur ces questions et celles qui s'y rattachent, en particulier sur la nature singulière de l'Afrique du Sud.

La conférence a également discuté de la question de se présenter aux élections bourgeoises pour un poste dans le pouvoir exécutif. Les communistes n'acceptent pas de positions qui leur donnent la responsabilité de gérer l'Etat bourgeois, ce qui implique automatiquement la collaboration de classes. Le Parti communiste allemand avait décidé en 1923 d'entrer dans les gouvernements régionaux de Saxe et Thuringe. Cela faisait partie de la désorientation politique qui a conduit à faire dérailler une situation révolutionnaire prometteuse (voir « Le Comintern et l'Allemagne en 1923 : Critique trotskyste », *Spartacist* édition française n° 34, automne 2001). Pourtant aux Etats-Unis, le SWP de Cannon a présenté des candidats aux élections présidentielles et autres ; quant à la Spartacist League/U.S. elle s'est présentée à des élections pour des postes comme celui de maire. Le document de la conférence déclare :

« Il est conforme à nos principes de se présenter à de telles élections tant que nos candidats expliquent d'avance qu'ils n'ont aucune intention d'occuper ces postes s'ils sont élus et

qu'ils expliquent clairement qu'il faut former un gouvernement ouvrier pour exproprier les capitalistes et balayer leur appareil d'oppression de classe. L'attitude des trotskystes en ce qui concerne les postes dans le pouvoir exécutif est expliquée dans un article en date de janvier 1932 dans *Young Spartacus*, le journal de la jeunesse de la Communist League of America : "Est-ce qu'un communiste, alors, peut participer à un gouvernement bourgeois dans un poste de direction ? La réponse est non. Participer au gouvernement, c'est-à-dire prendre un poste dans un cabinet ministériel, ne peut signifier qu'une chose : aider à réprimer la classe ouvrière. Et ça un communiste ne peut pas le faire ».

Quelques commissions de travail se sont réunies au cours de la conférence. Il y a eu une discussion très animée dans la commission Femmes sur notre évaluation de la prostitution en Europe après la destruction de l'Union soviétique ; lors de cette discussion nous avons soulevé notre position historique d'opposition aux lois contre la prostitution, qui, comme les jeux de hasard, la pornographie, la drogue et l'alcool, sont des « crimes sans victimes » (voir « Les USA et l'ONU partent en croisade contre la "traite des femmes" », page 60). La plupart des sections de la LCI ont périodiquement une rubrique *Femmes et Révolution* dans leur journal. Des camarades ont fait remarquer que, pour expliquer notre vision de l'avenir et de l'émancipation sociale basée sur la conquête du pouvoir par le prolétariat, les articles sur la question femmes, et plus largement sur des questions de société, sont des moyens particulièrement efficaces. Comme le déclarait le document de la conférence, « nous nous battons pour être un tribun populaire léniniste et avons pris fait et cause pour les plus opprimés et les plus vulnérables de la société, que ce soit NAMBLA (North American Man/Boy Love Association – Association nord-américaine de l'amour homme-garçon) ou les immigrées musulmanes persécutées parce qu'elles portent le foulard islamique ».

Notant qu'il n'y a pas, à l'heure actuelle, de milieu politiquement défini en mouvement vers la gauche, et que nous ne savons pas où des luttes vont éclater, le document réaffirme que l'extension géographique est importante, dans la mesure où nos ressources nous le permettent ; il faut aussi plonger des racines dans le prolétariat là où nous sommes, afin de pouvoir nous mettre en meilleure position pour influencer les luttes à venir. Le document donne les grandes lignes de nos tâches actuelles et futures : la lutte pour la Chine est centrale et notre propagande sur cette question doit être plus réfléchie ; nous devons produire de la propagande pour intervenir dans le milieu anarchiste dans lequel se trouve une grande partie de la jeunesse radicalisée ; nous devons continuer à prendre fait et cause pour les immigrés et les minorités opprimées, qui sont les premières victimes de la récession économique mondiale et de la « guerre au terrorisme ». La conférence a réaffirmé qu'étant donné notre taille, les circonstances et notre structure actuelles, la tâche principale du SI est de produire de la propagande écrite appropriée, nécessaire et urgente, principalement le *Spartacist* en quatre langues. Nous envisageons de produire *Spartacist* plus régulièrement et plus fréquemment, ce qui devrait nous permettre d'en faire un guide pour la presse de nos sections.

Plus généralement, dans une période où on ne peut pas supposer d'avance que les militants de gauche acceptent le marxisme, nous avons besoin d'articles qui expliquent notre vision du monde plus en profondeur à nos membres et lecteurs. Le climat idéologique de « mort du communisme » nous impose non seulement la tâche importante de défendre les principes de base du marxisme, mais aussi ceux de l'humanisme rationaliste des Lumières. Nous devons défendre ces

derniers contre une grande partie de la soi-disant gauche. Nos sections sud-africaine et mexicaine, entre autres, ont dû se battre contre les nationalistes tiers-mondistes qui ont applaudi à l'attaque criminelle contre le World Trade Center et l'ont qualifiée d'action « anti-impérialiste ».

Ce que nous avons exprimé dans la « Déclaration de principes et quelques éléments de programme » adoptée à notre Troisième Conférence internationale en 1998, est ce qui détermine nos tâches dans la période à venir :

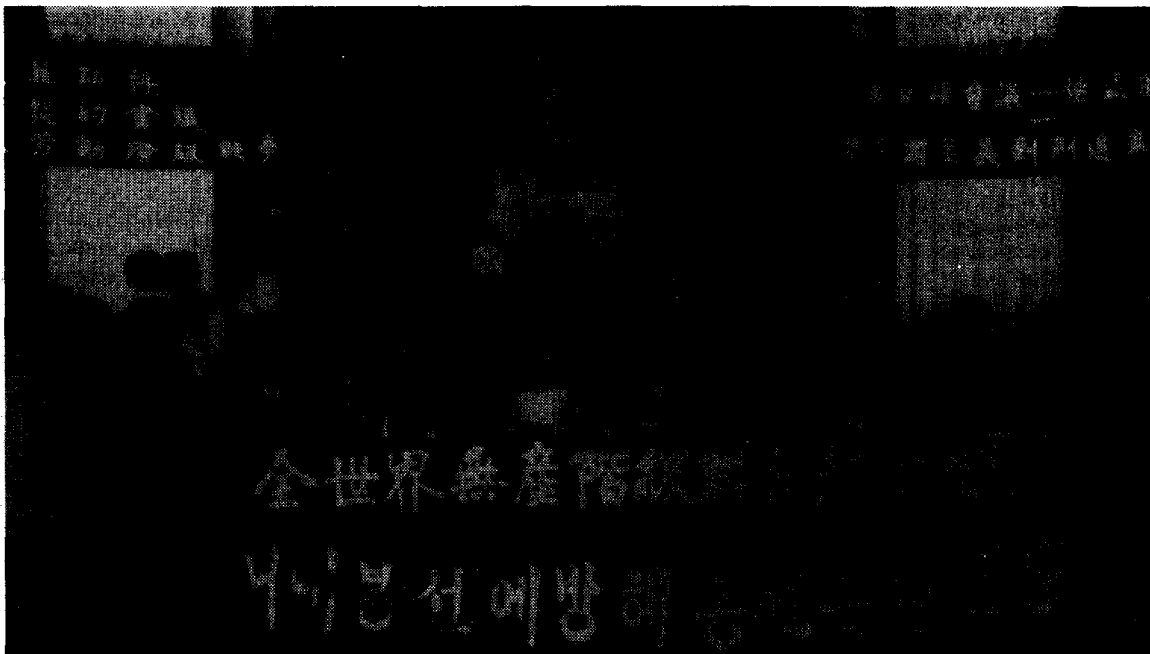
« *Le marxisme n'est pas un dogme, mais un guide pour l'action* ». La Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste) est en première ligne de la lutte pour un avenir socialiste. La LCI est la seule organisation internationale qui ait actuellement une conception générale correcte de la situation mondiale et des tâches auxquelles le prolétariat mondial est confronté. La disparité entre nos effectifs réduits et la puissance de notre programme est immense. A présent, les sections de la LCI sont ou cherchent à être des *groupes de propagande de combat*. Notre tâche immédiate est de former et d'entraîner des cadres ; de recruter les couches les plus avancées de la classe ouvrière et de la jeunesse à l'entière responsabilité de notre programme en expliquant nos positions et en les contrastant de manière tranchante à celles de nos opposants centristes. Effectuer des regroupements révolutionnaires sur le programme de l'internationalisme léniniste c'est le moyen de résoudre la disproportion entre nos faibles forces et notre tâche. »

– *Spartacist* édition française n° 32, printemps 1998

Beaucoup de camarades dans toute la LCI sont activement intervenus dans les récentes batailles internes, montrant que nous avons vraiment des cadres internationaux. Les délégués ont élu un nouveau CEI, qui est la plus haute instance politique de la LCI jusqu'à la prochaine conférence. Le rapporteur de la commission des nominations, chargée de proposer et de présenter une liste pour le prochain CEI, a rappelé le conseil de Cannon, à savoir qu'une direction devait être « une sélection *inclusive* et non *exclusive* » (« Lutte fractionnelle et direction du parti », novembre 1953, publié en français dans *Spartacist* n° 30, printemps 1997). Le nouveau CEI comprend des camarades de l'ancienne direction, y compris des camarades qui ont fait de sérieuses erreurs mais dont les talents doivent être utilisés dans le cadre d'un collectif plus élargi, ainsi que des camarades élus pour la première fois à cette instance dirigeante, en particulier en provenance de nos sections européennes. Il a une composition plus jeune et plus géographiquement étendue que le CEI sortant. La conférence a fortement insisté qu'à l'avenir le CEI doit jouer un rôle plus central dans la direction politique de la LCI. La tâche du SI, le bras exécutif dans notre centre, c'est d'orchestrer les discussions politiques nécessaires dans toute la LCI. Comme il a été reconnu qu'il faut que notre direction internationale prête plus d'attention à notre section américaine, deux membres du CEI ont été nommés représentants auprès du comité central de la SI/U.S., tout comme il y a des représentants du CEI dans certaines des autres directions de section.

Pour réaffirmer fortement notre détermination à maintenir notre continuité révolutionnaire et avancer sur la voie de reforger la Quatrième Internationale, le document de la Quatrième Conférence internationale déclarait :

« Ce qui est extrêmement important c'est que les révolutions à venir aient un arsenal politique bolchévique ; on doit inculquer aux cadres les expériences de la Révolution bolchévique, des premières années de l'Internationale communiste, de la Quatrième Internationale de Trotsky et celle de notre propre LCI. On ne peut faire de nouveaux acquis qu'en se montrant capable de défendre les acquis passés. La LCI se bat avec ténacité pour porter le drapeau de nouvelles révolutions d'Octobre. » ■



Rosspen

Katayama Sen à la tribune du Premier Congrès des travailleurs d'Orient, en janvier 1922 à Moscou. En haut de la banderole de droite (en chinois) : «Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !»

Origines du communisme japonais, débat sur la «révolution par étapes» et l'occupation américaine

La restauration Meiji : une révolution pro-bourgeoise non démocratique

TRADUIT DE SPARTACIST (EDITION ANGLAISE)
n° 58, PRINTEMPS 2004

Dans cet article, conformément à l'usage japonais, le nom de famille des personnes citées précède leur prénom. A l'exception du Parti communiste japonais, les institutions et organisations japonaises sont désignées par leur nom japonais, en utilisant la translittération romaji. La première fois qu'est mentionné un mot japonais, sa traduction française est donnée entre parenthèses.

Aujourd'hui, l'Allemagne et le Japon viennent juste derrière les Etats-Unis comme principales puissances capitalistes-impérialistes du monde. Au milieu du XIX^e

siècle, ces pays ont tous deux connu une «révolution par le haut» qui a éliminé les obstacles féodaux (au Japon) ou d'origine féodale (en Allemagne) et qui a permis leur développement capitaliste en tant que sociétés et Etats capitalistes modernes. En Allemagne, le chancelier prussien Otto von Bismarck a mené, de 1864 à 1871, une série de guerres, unifiant ainsi le pays sous la monarchie des Hohenzollern et modernisant la structure de l'Etat. Ce que fit Bismarck renforça considérablement la bourgeoisie industrielle, financière et commerciale qui avait déjà entamé son ascension économique. Au Japon, une partie de l'ancienne caste guerrière, rassemblée derrière l'image de l'empereur Meiji, renversa le régime féodal en 1867-1868 pour renforcer l'armée japonaise et la rendre capable de résister à la prédation des puis-

sances occidentales. Dans les décennies qui suivirent, elle créa une bourgeoisie japonaise. Au début du XX^e siècle, l'Allemagne était devenue l'Etat capitaliste industriel le plus puissant d'Europe, et le Japon le seul Etat capitaliste industriel d'Asie.

Les universitaires occidentaux et japonais reconnaissent depuis longtemps qu'il y a une similarité fondamentale entre l'histoire du développement de l'Allemagne et celle du Japon. Mais quand le Parti communiste japonais (PCJ) fut fondé en 1922, le Japon était beaucoup plus arriéré à tous points de vue – socialement, économiquement et politiquement – que l'Allemagne, non seulement que l'Allemagne de la République de Weimar dans l'entre-deux-guerres, mais aussi que l'Allemagne de la monarchie des Hohenzollern avant 1918. L'empereur ne régnait pas seulement « par la grâce de Dieu », mais en tant que descendant de la déesse du soleil, la fondatrice mythique de la nation japonaise. La moitié de la population active japonaise travaillait encore dans l'agriculture, et utilisait en majorité une technologie pré-industrielle.

Les dirigeants de l'Internationale communiste (IC ou Comintern) des premières années parlaient parfois de « Prusse de l'Orient » en se référant au Japon, mais ils n'étaient pas unanimement convaincus qu'il s'agissait bel et bien d'une société industrielle avancée, qualitativement similaire à l'Allemagne. Nikolaï Boukharine, le principal dirigeant de l'IC chargé d'aider le parti japonais, soutenait que ce pays demeurait « semi-féodal ». A partir de l'automne 1922, l'IC chercha à imposer l'analyse boukharinienne du Japon aux cadres du PCJ, et avec elle le schéma de révolution par étapes que l'IC imposait alors à tous les jeunes partis communistes d'Orient. Le PCJ reçut pour instruction de lutter pour une révolution démocratique-bourgeoise dans laquelle le Parti communiste s'allierait à la bourgeoisie libérale et aux paysans pour renverser la monarchie ; c'est seulement une fois l'étape démocratique-bourgeoise atteinte que le Parti communiste devait commencer à lutter pour le socialisme. En outre, les dirigeants de l'IC qui étaient chargés de

suivre le PCJ n'appliquèrent pas strictement les leçons d'organisation bolchévique sous la répression tsariste – à savoir qu'il fallait un centre dirigeant stable dans l'émigration et un réseau de messagers pour maintenir le contact avec les cellules clandestines du parti au Japon et leur fournir de la propagande. Le PCJ fut ainsi exposé à une répression féroce qui le détruisit.

A l'automne 1922, l'Internationale communiste, sous l'impact de la dégénérescence bureaucratique qui s'amorçait dans l'Etat et le parti soviétiques, montra les premiers signes d'abandon de ses objectifs internationalistes (voir « Réarmer le bolchévisme – le Comintern et l'Allemagne en 1923 : Critique trotskyste », *Spartacist* édition française n° 34, automne 2001). L'isolement de l'Union soviétique et l'extrême arriération du vieil empire tsariste – aggravés par les destructions provoquées par la Première Guerre mondiale et la guerre civile de 1918-1920 – conduisirent au développement d'une caste bureaucratique au sein du premier Etat ouvrier du monde. Cette bureaucratie usurpa le pouvoir politique du prolétariat à la Treizième Conférence du parti, en janvier 1924, et vers la fin de cette année-là Staline proclama le dogme de la « construction du socialisme dans un seul pays », justification théorique de cette couche conservatrice et nationaliste.

Dans la décennie suivante, les zigzags et la politique de collaboration de classes de plus en plus affirmée du Comintern, d'abord dirigé par Zinoviev puis par Boukharine et Staline, provoquèrent désastre après désastre, les partis communistes étant progressivement transformés en gardes-frontières de l'Union soviétique et en instruments de sa politique extérieure. Trotsky se battit contre la façon de plus en plus désastreuse dont l'IC dirigeait les luttes révolutionnaires. Se basant sur l'héritage politique des quatre premiers congrès du Comintern, il forma l'Opposition de gauche dans un combat contre l'abandon par l'IC de la perspective révolutionnaire, particulièrement en Chine. Dans ce pays, le programme de « révolution par étapes » servit à couvrir la subordination des intérêts du prolétariat chinois au Guomindang de

Topham



**L'empereur Meiji
inaugurant la
première ligne
de chemin de fer
japonaise**

Chiang Kai-shek (avec qui l'Union soviétique cherchait à faire alliance contre l'impérialisme britannique). Le résultat fut l'étranglement d'une révolution prolétarienne naissante en 1925-1927: la « première étape » fut la liquidation politique des communistes chinois dans les forces nationalistes bourgeoises, et la « deuxième étape » l'extermination physique des communistes et des ouvriers d'avant-garde par ces mêmes forces bourgeoises, notamment lors du massacre de Shanghai en avril 1927.

Chassé d'Union soviétique en 1929, Trotsky, pendant la décennie suivante, construisit un mouvement qui aboutit en 1938 à la fondation d'une nouvelle internationale communiste, la Quatrième Internationale. La dégénérescence du Comintern atteignit son point culminant lorsque l'IC adopta un programme explicite de collaboration de classes (le « front populaire ») à son Septième Congrès en 1935. En 1943, Staline fit dissoudre le Comintern pour faciliter son alliance pendant la Deuxième Guerre mondiale avec les impérialismes britannique, américain et français.

Avant les années 1930, Trotsky n'avait rien écrit de spécifique sur le Japon et il ne le fit ensuite qu'à de rares occasions, principalement dans des articles sur la situation militaire dans le Pacifique à la veille de la Deuxième Guerre mondiale. Et à cette époque-là, le PCJ avait déjà été écrasé par la répression. Dans un article de 1933, Trotsky écrivait que la restauration Meiji « n'était pas, contrairement à ce que disent certains historiens, une "révolution bourgeoise",

mais une tentative bureaucratique pour en faire l'économie » (« Le Japon va au désastre », 12 juillet 1933). Toutefois, Trotsky considérait le Japon comme une puissance impérialiste à part entière, basée sur un niveau de développement social et économique qualitativement plus élevé que celui de semi-colonies comme la Chine. Dans les années 1930, il défendit la Chine contre l'invasion impérialiste japonaise. Une résolution adoptée par la conférence de fondation de la Quatrième Internationale déclarait à propos du Japon: « Les rapports bourgeois de propriété et le système d'exploitation capitaliste régnant à la fois sur le prolétariat et la paysannerie appellent le renversement révolutionnaire de la classe régnante et l'instauration de la dictature du prolétariat comme la seule voie de salut à la fois pour les ouvriers et les paysans » (« Résolution sur la lutte des classes et la guerre en Extrême-Orient », septembre 1938, *les Congrès de la Quatrième Internationale*).

Le Groupe spartaciste du Japon (GSJ), section japonaise de la Ligue communiste internationale, s'étant basé sur les commentaires qu'avait faits Trotsky sur la restauration Meiji dans son article de 1933, avait la position que la restauration Meiji représentait une révolution démocratique-bourgeoise « incomplète ». Par exemple, le GSJ écrivait: « La restauration Meiji n'était pas une révolution bourgeoise, mais une mesure d'autodéfense de la bureaucratie féodale » (*Spartacist Japan* n° 16, mai 1994).

Le présent article est le produit de recherches et de discussions approfondies au sein de la LCI sur

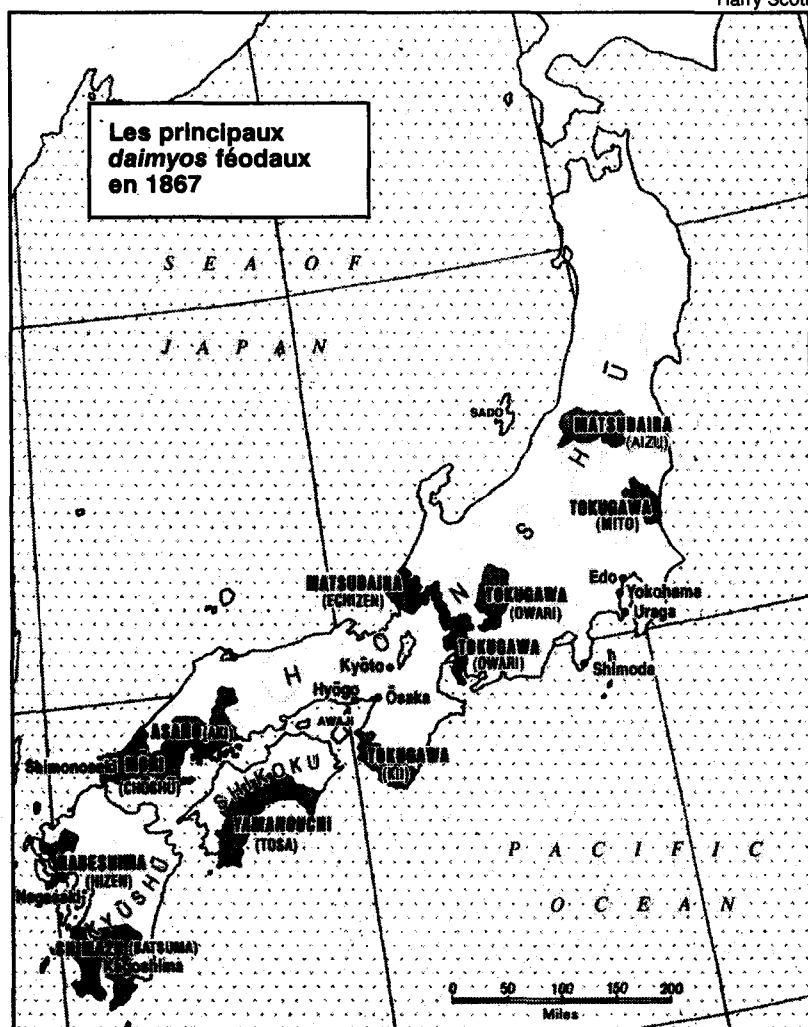
le développement du capitalisme japonais et l'histoire du PCJ des premières années; au cours de ce processus, nos camarades japonais ont changé de position sur la restauration Meiji et sur ses implications. Cependant, nous sommes conscients que notre article est limité car ces recherches sont basées principalement sur des sources disponibles en anglais, ainsi que sur plusieurs documents des archives du Comintern récemment rendus publics (voir la note finale).

Les origines sociales de la restauration Meiji

La révolution par le haut qu'a connue le Japon à la fin des années 1860 a été le résultat de l'intersection de deux phénomènes historiques dont les racines remontaient loin dans le passé: le lent déclin du féodalisme japonais, provoqué par ses propres contradictions internes, et l'intrusion violente de l'impérialisme occidental en Extrême-Orient.

L'entité politique féodale japonaise était marquée par un curieux dualisme entre l'empereur et le *shogun* (généralissime ou commandant en chef). L'empereur était universellement reconnu comme l'autorité suprême de la nation japonaise. Cependant, durant toute l'histoire du Japon médiéval, le pouvoir réel était entre les mains du *shogun*, membre de l'un des clans féodaux les plus puissants. L'empereur vivait reclus à Kyoto, souvent contre son gré, et c'était une figure semi-mythique qui n'était pas impliquée dans le cours réel des événements politiques.

En 1600, Tokugawa Ieyasu, après avoir





National Maritime Museum

Destruction de navires de guerre chinois par les Britanniques pendant la guerre de l'Opium de 1839-1842

vaincu ses rivaux lors de la célèbre bataille de Sekigahara, fondait le shogunat Tokugawa (ou *Bakufu*), qui devait gouverner le Japon pendant les deux siècles et demi suivants. Grâce à une politique rigoureuse d'isolationnisme national, le Japon préserva son indépendance pendant la première phase d'expansionnisme impérialiste occidental, à l'époque du capitalisme mercantile. Le *Bakufu* réussit également à empêcher les guerres entre *daimyos* (seigneurs féodaux), qui étaient endémiques dans le Japon médiéval. Toutefois, le succès et la stabilité mêmes de l'Etat de Tokugawa mirent en branle les forces sociales qui devaient conduire à son renversement.

Comme il n'y avait plus de guerres incessantes, la caste héréditaire des guerriers, les *samourais*, perdit le rôle traditionnel qu'elle jouait dans la société japonaise. L'accès aux professions commerciales leur étant interdit, beaucoup de *samourais* s'appauvrirent et devinrent profondément hostiles à l'ordre existant. Certains devenaient des *ronins* (vagabonds), ou *samourais* sans maître, ne prêtant allégeance à aucun seigneur et n'exerçant pas de profession stable.

La longue paix de Tokugawa, la construction par le *Bakufu* d'un réseau de routes reliant les différentes parties du pays, et le développement du cabotage contribuèrent à un accroissement substantiel et continu de la production agricole et des manufactures artisanales (pré-industrielles). Les principaux bénéficiaires de cette croissance économique étaient les *shonins* (marchands), en particulier les gros négociants en riz d'Osaka, comme la famille Mitsui. Beaucoup de *daimyos* et de *samourais* se retrouvaient lourdement endettés auprès des puissantes familles marchandes.

Toutefois, le développement du capital mercantile au Japon était bloqué par l'interdiction du commerce extérieur, les restrictions sur l'achat et la vente des terres et la division du pays en centaines de *hans* (domaines féodaux), chacun avec ses propres gardes-frontières et sa propre monnaie. Dans les premières décennies du XIX^e siècle, les ambitions contrariées des grandes maisons commerciales et de leurs

alliés citadins convergèrent avec le mécontentement de certains *samourais* nationalistes et modernisateurs. Les historiens appellent cela l'union « du yen et de l'épée ».

E. Herbert Norman, qui publia en 1940 un des premiers ouvrages sur les origines du Japon moderne, *Japan's Emergence as a Modern State* [L'émergence du Japon comme Etat moderne] (Toronto, UBC Press, 2000), s'appuya beaucoup sur les recherches et travaux des intellectuels marxistes japonais qui l'avaient précédé. Il expliquait :

« Les *chonins* [citadins] estimaient que leur prospérité était étroitement liée à celle des classes guerrière et noble, leurs clients et débiteurs. Pour cette raison, les *chonins* ne songèrent jamais à lancer une attaque frontale contre le féodalisme en tant que système, mais ils étaient prêts à financer un mouvement *politique* contre le *Bakufu* de concert avec des éléments féodaux rivaux » (souligné dans l'original).

Fils de missionnaires protestants canadiens, Norman avait passé son enfance dans le Japon rural des années 1910 et 1920. Sous l'impact de la montée du fascisme en Allemagne au début des années 1930, il fut attiré par la gauche et adhéra pendant une courte période au Parti communiste britannique lorsqu'il était étudiant à l'université de Cambridge. C'est pour cette raison, entre autres, que son livre fut mis aux oubliettes pendant la guerre froide, notamment par les universitaires américains. Norman, qui pendant cette période appartenait aux services diplomatiques canadiens, fut persécuté par les maccarthystes américains et finit par se suicider en 1957.

Selon la hiérarchie féodale traditionnelle, les paysans étaient inférieurs aux *samourais*, mais au-dessus des artisans et des marchands. Le développement du commerce et d'une économie monétaire sapait la structure traditionnelle et la stabilité du village japonais, où quelques paysans s'enrichissaient tandis que d'autres sombraient dans la pauvreté. Une population croissante de travailleurs manuels urbanisés (ne possédant rien) fit son apparition. Le Japon du début du XIX^e siècle connut une multiplication de révoltes paysannes contre les exactions féodales ; il y eut aussi dans les villes

des émeutes pour du riz contre les marchands spéculateurs et les fonctionnaires qui les protégeaient.

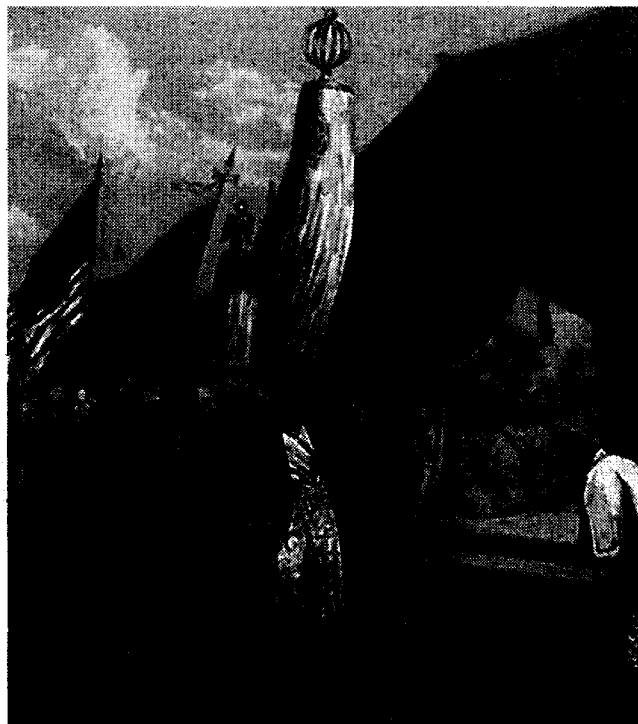
La menace de conquête militaire occidentale poussa les tensions sociales du Japon féodal à un point critique, et une guerre civile en résulta. Dans les années 1840, les classes dirigeantes japonaises avaient été choquées et ébranlées de voir la Grande-Bretagne vaincre et humilier la Chine lors de la « guerre de l'Opium », annexer Hongkong et réduire l'« Empire céleste », centre de la civilisation asiatique depuis des temps immémoriaux, à un asservissement semi-colonial. En 1853, une flotte de guerre américaine sous les ordres du commodore Perry pénétra de force dans la baie de Tokyo pour exiger des concessions commerciales. Incapable de résister militairement, le shogunat Tokugawa accepta des traités commerciaux désavantageux avec les Etats-Unis et les puissances européennes, et accorda aux ressortissants occidentaux des droits d'extra-territorialité au Japon.

Ces concessions firent naître une opposition organisée au *Bakufu*, qui s'exprima dans le mot d'ordre « Révérons l'empereur ! Expulsons les barbares ! » Autrement dit, seul un gouvernement central fort, dirigé directement par l'empereur, pourrait préserver l'indépendance du Japon. Les forces anti-*Bakufu* étaient concentrées dans les domaines des 86 *tozamas* (seigneurs « de l'extérieur »), les ennemis historiques de la dynastie Tokugawa. Ces *hans* d'opposition se retrouvaient maintenant *de facto* sous la direction de *samourais* modernisateurs qui renforçaient leur puissance militaire sur le modèle occidental.

Une décennie de manœuvres et de luttes pour le pouvoir entre le *Bakufu* et les *tozamas* – avec à leur tête quatre clans, les Satsuma, les Choshu, les Tosa et les Hizen – culmina en 1868 dans une courte guerre civile qui se termina par la défaite du *Bakufu*. En rupture nette avec la tradition féodale japonaise, le clan Choshu enrôla dans son armée des paysans et autres roturiers. Les vainqueurs installèrent un nouveau gouvernement, au nom de l'autorité suprême de l'empereur Meiji. C'est pour cette raison que cet événement historique est connu sous le nom de *Meiji Ishin* (restauration Meiji). Toutefois, les dirigeants du nouveau régime gouvernaient pour l'essentiel indépendamment de l'empereur, qui était considéré comme au-dessus des batailles politiques de l'époque.

Dans les quelques années qui suivirent, ce régime introduisit une série de mesures qui représentaient une transformation révolutionnaire de grande portée : reconnaissance de l'égalité de toutes les classes devant la loi, abolition des costumes féodaux, établissement d'écoles publiques, réforme du calendrier, émancipation officielle des prédécesseurs des *Burakumins* (considérés comme une caste de parias parce qu'ils travaillaient comme équarisseurs et tanneurs de cuir), suppression de l'interdiction féodale de vendre et de diviser les terres, proclamation de la liberté de choisir son métier, etc. Le Japon importa l'industrie et la technologie les plus modernes. Dans les années 1870, plus de 2000 experts – mathématiciens, savants, ingénieurs – furent recrutés pour enseigner les sciences fondamentales qui rendaient possible l'industrie moderne. Pour former des ingénieurs, on fonda des écoles techniques d'Etat avec des enseignants étrangers, tandis que les meilleurs étudiants japonais étaient envoyés à l'étranger pour maîtriser les techniques les plus récentes.

Les forces à la tête de la restauration Meiji étaient internes au Japon, mais des circonstances internationales favorables contribuèrent beaucoup à leur succès. A ce tournant critique de l'histoire du Japon, les principales puis-



National Archives

Le commodore Perry s'apprêtant à rencontrer des responsables du gouvernement impérial japonais en 1854 (gravure d'époque)

sances occidentales rivales étaient incapables, ou peu désireuses, d'intervenir de façon décisive. La Russie tsariste, qui avait des ambitions du côté des îles Kouriles, à l'extrême-nord du Japon, était encore sous le coup de la défaite que lui avait infligée la Grande-Bretagne et la France lors de la guerre de Crimée, dans les années 1850. Les Etats-Unis étaient préoccupés par des problèmes intérieurs, devant surmonter les profondes divisions politiques et les graves dégâts socio-économiques provoqués par leur propre guerre civile terrible quelques années plus tôt. Les interventions de la Grande-Bretagne et de la France se neutralisaient d'une certaine façon mutuellement, la France soutenant le *Bakufu*, et la Grande-Bretagne les forces anti-Tokugawa.

Plus généralement, pour tous ces Etats occidentaux c'était la Chine qui était la cible principale et l'objet des convoitises en Extrême-Orient, tandis que le Japon était considéré comme une proie relativement mineure. Comme l'explique Norman : « C'est le grand corps prostré de la Chine qui a servi au Japon de bouclier contre la convoitise mercantile et coloniale des puissances européennes ». C'est pourquoi, à court terme au niveau historique, les classes dirigeantes japonaises ont eu une grande latitude pour restructurer radicalement leur Etat.

Pour une conception dialectique de la restauration Meiji

Comment peut-on caractériser la restauration Meiji comme une révolution bourgeoise si elle n'a pas été menée par la bourgeoisie ? La bourgeoisie n'a pas non plus directement mené la Révolution française – les Jacobins étaient dirigés par des avocats comme Robespierre et des membres d'autres professions de la petite bourgeoisie, soutenus par la masse des artisans urbains et des paysans qui voulaient des terres. Toutefois, c'est la bourgeoisie commerciale et finan-

cière qui était en position de *bénéficiaire* du renversement de la monarchie et de l'abolition des entraves féodales au développement économique national, jetant ainsi en moins de deux générations les bases d'une bourgeoisie industrielle naissante. On peut légitimement qualifier de caste ou de strate militaro-bureaucratique les *samourais* sans fortune qui ont constitué l'avant-garde de la restauration Meiji. Pour survivre comme classe dirigeante nationalement indépendante, ils devaient transformer le Japon en pays capitaliste industriel moderne, et favoriser par là même le développement d'une bourgeoisie industrielle. Leur politique et leurs actions ont conduit en moins de deux générations au développement d'une bourgeoisie industrielle et financière qui est devenue la classe sociale dominante du Japon.

Il est ici instructif d'examiner la «révolution par le haut» de Bismarck en Allemagne. Ce faisant, il est aussi nécessaire d'identifier, entre l'Allemagne et le Japon de la fin du XIX^e siècle, certaines différences fondamentales ainsi que des parallèles importants. L'Allemagne se situait à un niveau qualitativement plus élevé de développement économique, avec une industrie conséquente et une bourgeoisie déjà économiquement dominante, qui était toutefois confrontée à un prolétariat en développement rapide, doté d'une conscience sociale et politique.

L'extension des acquis socio-économiques de la Révolution française à l'Allemagne de l'ouest et du sud par le biais des conquêtes militaires de l'empire napoléonien avait donné une puissante impulsion au développement du capitalisme industriel et commercial. A la veille de la Révolution de 1848, Engels écrivait au sujet de la bourgeoisie allemande :

« Bien que ses avancées pendant les trente dernières années n'aient pas été aussi grandes que celles des bourgeoisies anglaise et française, elle a néanmoins établi la plupart des branches de l'industrie moderne, dans certains districts elle a supplanté le patriarcalisme paysan ou petit-bourgeois, concentré du capital jusqu'à un certain point, produit le début d'un prolétariat et construit pas mal de kilomètres de voies ferrées. Elle a au moins atteint le point où elle doit soit aller plus loin et devenir la classe dirigeante, soit renoncer à ses conquêtes antérieures; le point où elle est la seule classe qui puisse à ce moment précis apporter le progrès en Allemagne, le point où elle peut à ce moment gouverner l'Allemagne. »

— «Le *statu quo* en Allemagne» (juin 1847) [traduit par nos soins]

Toutefois, lors de l'insurrection de 1848, la bourgeoisie, de peur qu'une révolution démocratique radicale ne soit qu'un prélude à une «révolution rouge» basée principalement sur la classe ouvrière urbaine, s'allia aux forces de la réaction monarchiste. Marx et Engels en tirèrent la conclusion que la bourgeoisie européenne était déjà devenue réactionnaire. En conséquence, Marx, à la fin de son Adresse du Comité central à la Ligue des communistes de mars 1850, lança son célèbre appel à la «révolution en permanence».

Plus tard, avec le développement rapide du capitalisme industriel, le gros de la bourgeoisie allemande s'allia à la noblesse foncière prussienne (les junkers), jetant ainsi les bases de la «révolution par le haut» engagée par Bismarck dans les années 1860. Bismarck avait commencé sa carrière comme représentant politique des junkers, et il avait été ultra-réactionnaire pendant la révolution de 1848-1849. Mais il représentait cette classe d'origine féodale à l'ère du capitalisme industriel, dans laquelle la Prusse était confrontée à des Etats bourgeois plus avancés : la Grande-Bretagne et la France. Bismarck finit par comprendre que seule la bourgeoisie industrielle et financière pouvait trans-

former l'Allemagne en un Etat aussi avancé, et assurer par là même la survie et la prospérité de la vieille aristocratie foncière.

A la fin des années 1880, Engels écrivait à ce sujet :

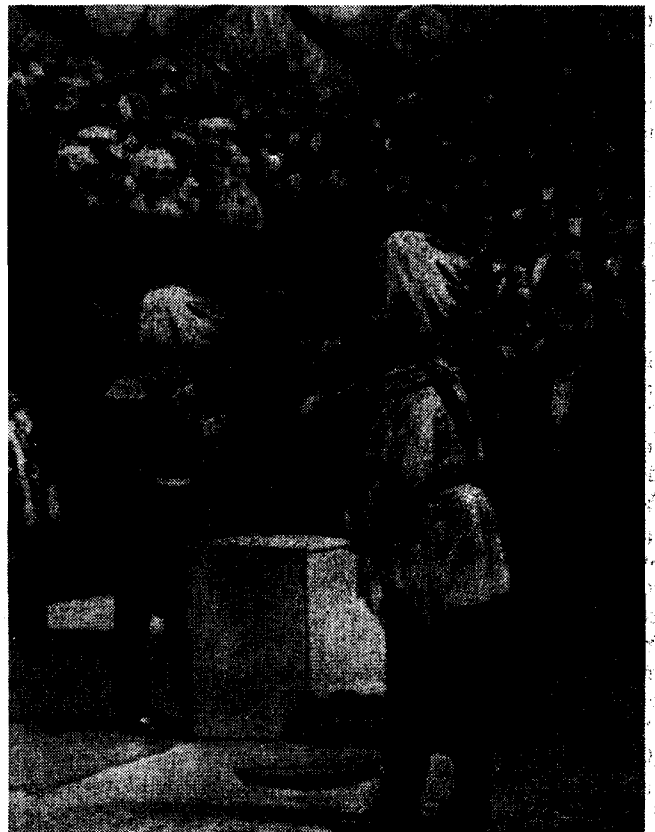
« Un homme dans la position de Bismarck et avec le passé de Bismarck eût dû se dire, s'il avait eu quelque lumière sur la situation, que, tels qu'ils étaient, les junkers ne représentaient pas une classe viable; que, de toutes les classes possédantes, seule la bourgeoisie pouvait prétendre à un avenir, et que par conséquent (abstraction faite de la classe ouvrière, dont nous ne pouvons guère exiger de lui qu'il comprenne la mission historique) son nouvel Empire aurait d'autant plus de chances de durer qu'il le préparerait progressivement à se transformer en Etat bourgeois moderne. »

— Engels, *le Rôle de la violence dans l'histoire* (1887-1888)

Les junkers prussiens devinrent de grands capitalistes agraires, et la monarchie des Hohenzollern se trouva dans les faits libre de tout contrôle parlementaire. Le Reichstag (assemblée législative) avait une certaine influence sur la politique intérieure, mais il n'exerçait en pratique aucun contrôle sur les affaires étrangères et sur l'armée. Engels écrivait en 1891 : « L'empire allemand est une monarchie avec des institutions semi-féodales, mais dominée au bout du compte par les intérêts économiques de la bourgeoisie » («Le socialisme en Allemagne»).

Considérée dialectiquement, la restauration Meiji a été dirigée par une bourgeoisie en devenir. Cette conception a été formulée dans l'une des premières études soviétiques sur ce sujet, rédigée en 1920 :

« Nous pouvons conclure que le Japon, ayant changé sa structure économique, ne possédait pourtant pas de classe bourgeoise



Der Spiegel

Le Kaiser Guillaume I^{er} et le Chancelier Bismarck posent la première pierre du Reichstag en 1884 (tableau d'époque).

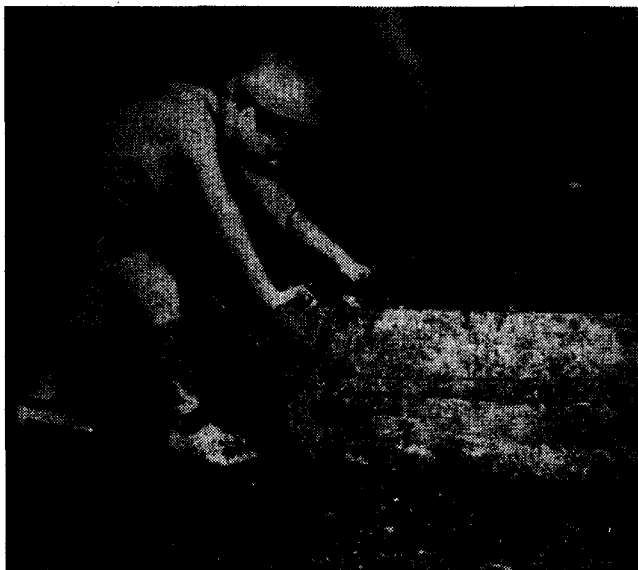
qui puisse prendre en charge le gouvernement du pays. C'est la classe des seigneurs féodaux qui restait au pouvoir. Ils ont reconnu les changements qui s'étaient produits au Japon, rejeté toutes les normes féodales dépassées et déclenché le développement rapide du capitalisme [...]. De ce fait, le terme "révolution" ne peut être utilisé pour qualifier la Meiji Ishin que par convention. On peut la qualifier de "bourgeoise" seulement relativement à ses résultats, ce qui ne signifie aucunement que la bourgeoisie ait joué le rôle le plus important à cette époque.»

– O.V. Pletner, *The History of the Meiji Era* [L'histoire de l'ère Meiji], cité dans l'article de Julia Mikhaïlova « Etudes soviéto-japonaises sur le problème de la Meiji Ishin et le développement du capitalisme au Japon », dans *War, Revolution and Japan* [La guerre, la révolution et le Japon] (1993)

Une révolution démocratique-bourgeoise était exclue par l'Histoire

Pour les marxistes, une révolution démocratique-bourgeoise est définie fondamentalement par son contenu socio-économique (c'est-à-dire de classe), et *non* par un changement de forme de gouvernement. Les révolutions démocratiques-bourgeoises classiques, en Angleterre dans les années 1640, et en France en 1789-1793, ont renversé des monarchies absolutistes qui étaient les organes politiques de la noblesse foncière. Mobilisant la paysannerie et les classes inférieures urbaines, la bourgeoisie mercantile (c'est-à-dire pré-industrielle) accéda au pouvoir politique par le truchement du Commonwealth de Cromwell en Angleterre, du régime jacobin et plus tard de l'empire napoléonien en France.

Considérer les révolutions démocratiques-bourgeoises classiques comme un modèle pour toute la suite du développement capitaliste – comme l'avaient fait les menchéviks dans leur schéma étapiste pour la Russie tsariste, et par la suite Staline et Boukharine dans le cas des pays semi-coloniaux – est *ahistorique* et *antidialectique*. En juillet 1789, quand les artisans, les boutiquiers et les ouvriers journaliers de Paris ont pris la Bastille, la France était l'Etat absolutiste (la forme ultime de l'Etat féodal) le plus puissant d'Europe. La révolution accrut considérablement les ressources économiques et militaires de l'Etat français, ce qui permit à Napoléon Bonaparte – qui avait été un protégé de



Mainichi Shinbunsha

Une femme mineur de l'époque Meiji trainant un chargement de charbon

Robespierre – de conquérir et de transformer une grande partie de l'Europe. Il avait fallu mobiliser les masses pour ouvrir la voie du développement capitaliste en France (et avant cela en Angleterre). Ce fut aussi en partie le cas, un peu après, aux Etats-Unis et en Italie. Mais pas en Allemagne ou au Japon. Il n'y a aucun lien nécessaire entre démocratie et développement du capitalisme.

Les «révolutions bourgeoises par le haut» de la fin du XIX^e siècle en Allemagne et au Japon n'ont pas été les exceptions à une espèce de «norme» historique établie par la Révolution française, mais le produit des développements historiques qui l'ont suivie. La seule manière pour les classes dirigeantes de l'Allemagne et du Japon d'éviter l'invasion et l'assujettissement par la Grande-Bretagne, la France ou les Etats-Unis, c'était de s'industrialiser rapidement. En éliminant d'en haut les obstacles féodaux au développement capitaliste, elles ont réussi à propulser leurs pays au rang de puissance impérialiste et à se transformer en capitalistes. En 1900, avec la division plus ou moins complète du monde et de ses marchés entre les cinq puissances impérialistes existantes, cette voie était désormais barrée pour les autres bourgeoisies qui s'étaient développées plus tardivement.

Le Japon du milieu du XIX^e siècle était un Etat féodal pré-industriel (quoique relativement avancé à de nombreux égards) confronté à des Etats capitalistes bien plus puissants en pleine industrialisation. C'est la peur, bien fondée, de connaître le sort de la Chine qui poussa des secteurs décisifs de la noblesse féodale japonaise, notamment la couche inférieure des *samourais*, à renverser l'ordre ancien et à restructurer l'économie et l'Etat japonais sur le modèle occidental. E. Herbert Norman, qui pourtant considérait la restauration Meiji comme une révolution bourgeoise «inachevée», avait compris que la situation à laquelle les dirigeants Meiji s'étaient trouvés confrontés immédiatement après la révolution excluait une voie démocratique-bourgeoise :

«Etant donné la *rapidité* avec laquelle le Japon devait simultanément établir un Etat moderne, construire une force de défense suffisamment avancée pour écarter les dangers d'invasion (que l'équilibre favorable des forces mondiales et la barrière constituée par la Chine ne pourrait pas éternellement retarder), créer une industrie sur laquelle baser cette force armée et organiser un système éducatif adapté à une nation industrielle moderne, il fallait que ces changements importants soient accomplis par un groupe de bureaucrates despotiques plutôt que par la masse du peuple via des organes représentatifs démocratiques.»

– *Op. cit.*

Cette transformation sociale aurait-elle pu se faire par un soulèvement révolutionnaire? Supposons que la guerre civile entre le *Bakufu* et les *tozamas* ait abouti à la destruction mutuelle ou à la désorganisation de toutes les forces militaires entre les mains de la noblesse féodale. Un vide du pouvoir se serait formé, permettant une rébellion paysanne de masse, le refus de payer tribut aux *daimyos* et aussi des soulèvements des classes inférieures dans les villes. Bref, le Japon aurait été plongé dans l'anarchie révolutionnaire.

Quel aurait été le résultat historique? Les *daimyos* et les *shonins* auraient invité et facilité l'intervention militaire des puissances occidentales pour réprimer la rébellion paysanne. Après quoi le Japon aurait subi le joug colonial ou semi-colonial. Une partie des *daimyos*, des *samourais* et de la classe marchande se seraient transformés en bourgeoisies compradore totalement soumises aux impérialistes occidentaux, comme en Chine à l'époque.

Il suffit de regarder ce qui s'est passé avec la rébellion



Avec la guerre sino-japonaise de 1894-1895, le Japon s'engageait dans la voie des conquêtes impérialistes. Sur cette estampe, la bataille du Yalu.

des Taiping dans la Chine des années 1850 et du début des années 1860. Cette importante révolte paysanne, qui dura plus de dix ans, avait conquis la plus grande partie de la vallée du Yangtze et établi sa capitale dans la grande ville de Nankin. Comme la dynastie mandchoue décadente était incapable de réprimer la révolte, la classe des propriétaires fonciers chinois se tourna vers les puissances occidentales. Un aventurier américain, Frederick Townsend Ward, et un officier britannique, Charles Gordon dit «le Chinois», instruisirent et commandèrent une force armée d'élite chinoise qui finit par vaincre les Taiping.

Une rébellion paysanne dans le Japon de cette époque, même victorieuse au début, aurait connu un sort similaire. Cela ne veut pas dire qu'après la restauration Meiji le cours futur de l'histoire japonaise était prédéterminé pour plusieurs décennies. Il aurait certainement été possible d'avoir un degré un peu plus important d'égalitarisme social et de démocratisation politique au Japon à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle. Mais ce qui n'était pas possible, c'était une révolution démocratique-bourgeoise radicale sur le modèle français.

L'impôt foncier de 1873

La volonté de moderniser le Japon qu'avaient les dirigeants de la restauration Meiji s'exprimait dans des mots d'ordre comme «nation prospère, armée forte» et «augmentation de la production, promotion de l'industrie». Mais comment ces mots d'ordre se traduisaient-ils dans la réalité, étant donné que le Japon, à cette époque, était bien plus arriéré économiquement que les Etats capitalistes occidentaux qui menaçaient son indépendance? En deux mots, en maintenant un niveau exceptionnellement élevé d'exploitation de la paysannerie, mais en investissant alors le surplus économique qui en résultait dans la construction rapide d'un complexe militaro-industriel. L'impôt foncier de 1873 fut, à la fin du XIX^e siècle, le principal mécanisme de ce que Marx avait appelé, à propos de l'Europe occidentale (essentiellement de l'Angleterre) des XVII^e et XVIII^e siècles, l'«accumulation primitive du capital».

En 1871 le nouveau régime Meiji, combinant menace

militaire et incitations financières, fit pression sur les *daimyos* pour qu'ils «rétrocèdent» leur *han* à l'autorité du gouvernement central. En compensation ils recevaient du gouvernement des bons du Trésor à longue échéance. En même temps, le gouvernement prenait à sa charge, mais en les diminuant, les soldes que les *daimyos* versaient jusque-là régulièrement à leurs *samourais*. L'impôt foncier fournissait la plus grande partie des revenus nécessaires pour payer les intérêts sur ces obligations et les rembourser, ainsi que pour payer la solde des ex-*samourais*.

De cette manière, le Trésor public servait à faire transiter le surplus économique extrait de la paysannerie vers une bourgeoisie industrielle et financière en plein développement qui était issue de l'ex-noblesse féodale et de l'ancienne classe marchande. En 1880, 44% du capital des banques nationales japonaises était détenu par d'ex-*daimyos*, et près d'un tiers par d'anciens *samourais*. Ce sont ces banques qui devaient financer le développement rapide de l'industrie japonaise.

Le rôle central joué par le Trésor public dans les débuts de l'industrialisation du Japon était aussi, paradoxalement, le produit des restrictions imposées à la politique économique japonaise par les puissances impérialistes occidentales. Sous la menace d'une action militaire américaine et britannique, le shogunat Tokugawa, à la fin des années 1850 et au début des années 1860, avait signé des traités commerciaux désavantageux pour lui, interdisant au Japon de lever plus de 5% de droits de douane sur la valeur des importations occidentales. Le gouvernement Meiji était par conséquent incapable de protéger ses nouvelles industries en plein développement derrière des barrières douanières, comme ont pu le faire l'Allemagne et les Etats-Unis à la fin du XIX^e siècle. Au lieu de cela, la classe dirigeante japonaise dut avoir recours à une intervention gouvernementale directe, sous forme de prises de contrôle et de subventions.

Selon l'américain C. G. Allen, historien de l'économie, «Il n'y a guère d'exemple d'industrie japonaise importante de type occidental, pendant les dernières décennies du XIX^e siècle, qui n'ait dû sa création à une initiative de l'Etat» (*A Short Economic History of Modern Japan* [Brève histoire économique du Japon moderne], 1981). A la fin du siècle,

presque toutes les entreprises industrielles et les autres actifs que possédait l'Etat avaient été vendus, généralement pour des sommes symboliques, à des entrepreneurs bien introduits politiquement. Les plus heureux d'entre eux constituèrent les *zaibatsus*, les grands empires industriels et financiers comme Mitsubishi et Mitsui qui en vinrent à dominer l'économie japonaise, et qui continuent à le faire.

Tout comme le Japon Meiji avait vu l'ascension d'une nouvelle classe de capitalistes industriels et financiers, il vit aussi celle d'une nouvelle classe d'exploiteurs agraires. Comme un nombre croissant de paysans étaient incapables de payer leurs impôts et/ou de rembourser des dettes contractées à des taux usuraires, ils étaient contraints de vendre tout ou partie de leurs terres, la plupart du temps à des paysans riches ou aux marchands et prêteurs sur gages du village. Beaucoup furent aussi contraints d'envoyer leurs filles travailler dans les manufactures de textile de la ville, fournissant ainsi de la main-d'œuvre à l'industrie japonaise naissante. Pour qu'elles puissent s'acquitter de leurs impôts, on faisait aux familles paysannes une avance sur les salaires de leurs filles. Les remboursements et les intérêts, ainsi que les sommes nécessaires à payer la nourriture et le logement

directement voix au chapitre dans le système politique après 1890, mais ils n'étaient plus une aristocratie foncière avec le pouvoir de contrôler les affaires locales [...]. Ils investissaient dans les forêts, dans les nouvelles entreprises industrielles, et surtout, peut-être, dans les banques. Même si une partie de leurs revenus provenaient de l'agriculture, c'était généralement une petite part, minime en comparaison avec leurs autres intérêts. Ils n'exerçaient plus de contrôle politique direct sur la terre qu'ils possédaient, et bien qu'ils fussent représentés à la Chambre des Pairs, cette institution ne fut à aucun moment le centre du pouvoir politique.»

— Ann Waswo, *Japanese Landlords: The Decline of a Rural Elite* [Les propriétaires fonciers japonais: le déclin d'une élite rurale], Berkeley, University of California Press, 1977

La chambre basse, la Diète, qui approuvait le budget du gouvernement, était élue au suffrage censitaire masculin.

La *différenciation économique* de la paysannerie et d'autres couches de la petite bourgeoisie rurale donna naissance à une nouvelle classe de propriétaires fonciers. Dans les années 1930, un universitaire américain en visite décrivait avec mépris les propriétaires fonciers japonais typiques comme «des marchands depuis peu, des tenanciers d'auberges et de bordels, des maîtres de cantonniers, et des personnes de statuts similaires» (citation *ibid.*) En outre, les propriétaires fonciers les plus riches réinvestissaient de plus en plus les revenus versés par leurs métayers sous forme de dépôts bancaires, de bons du Trésor et d'obligations. Dans les années 1920, les familles les plus riches du Japon rural tiraient autant, sinon davantage, de revenus de leurs actifs financiers que de leurs terres.

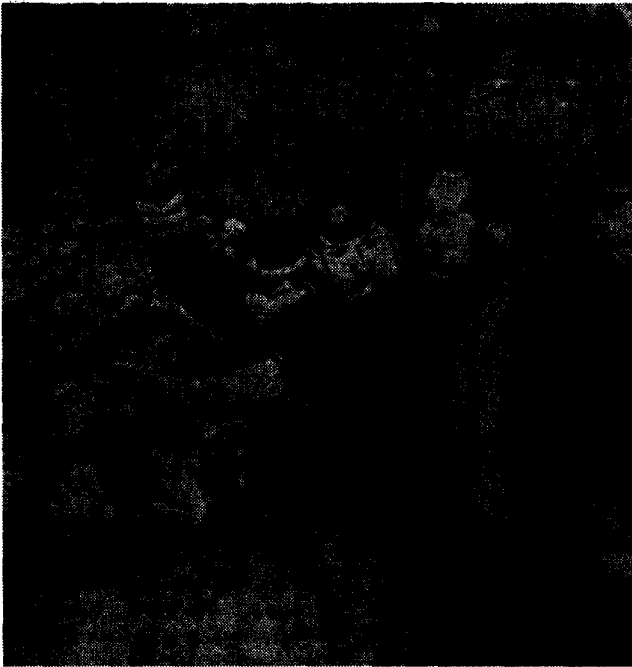
Ainsi, la classe des propriétaires fonciers du Japon de l'entre-deux-guerres n'était en aucune manière féodale ou semi-féodale, mais était complètement intégrée, économiquement et dans bien des cas socialement, à l'économie industrielle urbaine dominante.

La Constitution Meiji de 1889

La restauration Meiji était une révolution par le haut, mais elle devait nécessairement avoir de grandes répercussions en bas, en suscitant chez les paysans et les travailleurs urbains l'espérance d'une vie meilleure et plus libre. Les deux décennies qui suivirent furent une période de fortes turbulences sociales et politiques.

Pour la première fois dans l'histoire japonaise, les femmes se rebellaient contre leur assujettissement traditionnel, et exigeaient des droits démocratiques. Plusieurs villages et municipalités avaient mis en place des conseils municipaux, et les femmes étaient autorisées à se présenter pour y être élues (à condition que leur mari leur en donne la permission). Des militantes parcouraient le pays, faisant des discours pour réclamer le droit de vote, le contrôle des naissances et le droit d'hériter.

Les forces du radicalisme social trouvèrent leur principale expression organisée dans le Mouvement pour les droits du peuple, qui réclamait un gouvernement démocratique et représentatif. L'agitation rurale centrée autour de ce mouvement atteignit son apogée en 1884, avec une rébellion dans l'arondissement montagneux de Chichibu, situé au centre du Japon, au nord-ouest de Tokyo. Les paysans mirent à sac les maisons des usuriers, attaquèrent les bureaux gouvernementaux pour détruire les reconnaissances de dettes, et obligèrent les riches à faire des dons pour secourir les pauvres. Ce soulèvement fut écrasé par l'armée, et peu de temps après le Mouvement pour les droits du peuple fut anéanti, l'Etat ayant combiné la répression et la corruption, en achetant beaucoup de ses dirigeants.



Harp Shuppan

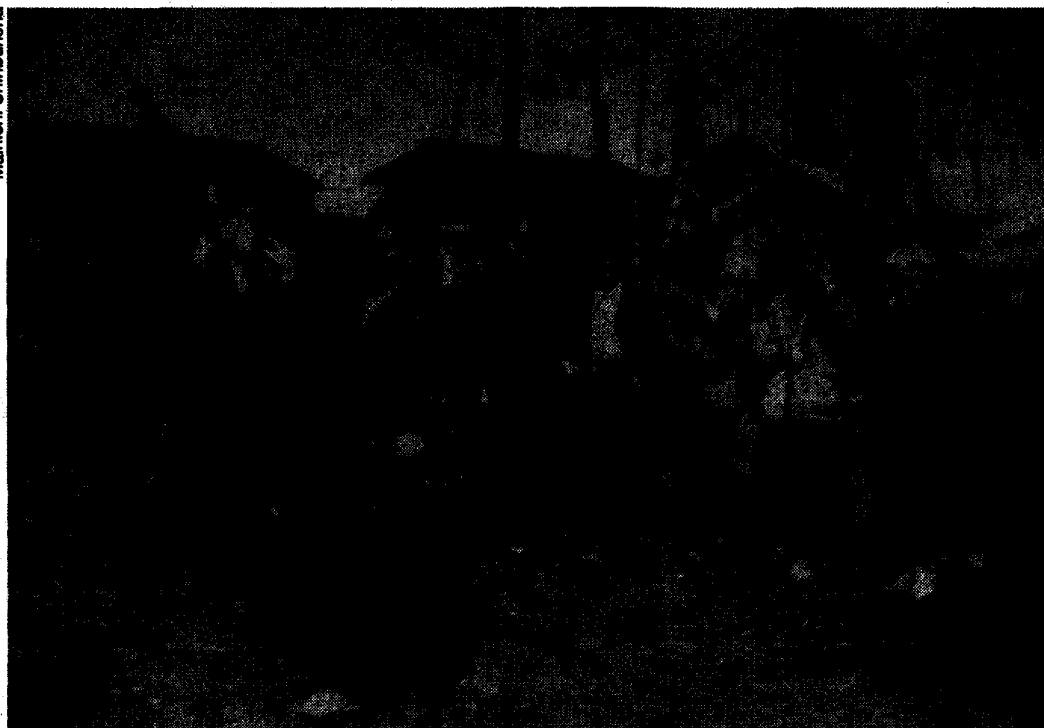
L'intimidation policière contre le Mouvement pour les droits du peuple (gravure d'époque). La répression de ce mouvement jeta la base de la Constitution Meiji de 1889.

des filles, consommaient la plus grande partie de leur salaire, sinon davantage encore, entraînant les familles rurales toujours plus profondément dans la spirale de l'endettement. En 1903, 44% de toutes les terres agricoles du Japon étaient cultivées par des métayers qui remettaient aux propriétaires fonciers plus de la moitié de leurs récoltes.

Il faut souligner ici que la classe des propriétaires fonciers japonais du début du XX^e siècle n'était pour l'essentiel pas issue de l'ancienne noblesse féodale. Une spécialiste américaine de l'histoire agraire du Japon écrit ainsi :

«La plupart des anciens daimyos étaient restés fortunés, et en tant que membres de la Chambre des Pairs ils avaient acquis

Mainichi Shinbunsha



1926 – Une militante à la tête d'un groupe d'ouvriers du textile en grève

La consolidation d'un appareil d'Etat répressif et fort avait jeté les bases politiques de la Constitution Meiji de 1889, calquée sur celle de l'Allemagne impériale. Les ministres étaient nommés par l'empereur (en fait par les membres de l'oligarchie du Meiji agissant en son nom), et non par le parti majoritaire à la Diète.

Le Code civil de 1898, qui faisait du concept de *ie* (système du foyer familial) la base de la nouvelle structure sociale hiérarchique, adopta comme socle les valeurs d'origine confucéenne de la classe des *samourais*. L'empereur, en tant que chef de la nation tout entière, en était la clé de voûte, le mari devenant de son côté le maître absolu de sa propre famille. Le droit d'aînesse devenait la règle pour toutes les classes. Les femmes étaient considérées comme des mineures, et le Code stipulait que «les infirmes, les personnes handicapées et les femmes mariées ne peuvent engager aucune action en justice». Les activités politiques étaient interdites aux femmes. Néanmoins, les ouvrières étaient la colonne vertébrale d'une économie industrielle en plein essor – en particulier dans l'industrie textile, qui représentait 60 % du commerce extérieur à la fin du XIX^e siècle, et où les femmes représentaient 60 à 90 % de la main-d'œuvre.

En tant qu'institution, le système impérial inscrit dans la constitution n'était pas une survivance féodale représentant les intérêts de la noblesse foncière (qui avait complètement disparu). Au contraire, l'autorité traditionnelle et l'aura mystique entourant l'empereur étaient maintenant utilisées pour légitimer un appareil d'Etat qui servait avant toutes choses à protéger et à favoriser les intérêts des capitalistes industriels et financiers, dont les *zaibatsus* constituaient la clé de voûte.

La Première Guerre mondiale et l'industrialisation

La Première Guerre mondiale changea la structure de l'économie et de la classe ouvrière du Japon, et la Révolution bolchévique russe de 1917 changea la physionomie politique de la gauche japonaise. Avant 1914, l'industrie lourde

japonaise, étroitement liée à l'armée, restait dépendante du soutien financier du gouvernement. Le Japon exportait des produits manufacturés issus de l'industrie légère – principalement des cotonnades et des soieries – et importait d'Europe et des Etats-Unis des machines-outils et la plus grande partie de son acier.

La guerre bouleversa totalement les circuits existants du commerce mondial, permettant au Japon de se hisser dans le peloton de tête des pays capitalistes industriels. Takahashi Masao, universitaire marxiste japonais, écrivait à ce sujet :

« Comme les nations européennes se consacraient entièrement à l'effort de guerre, la circulation et les échanges de marchandises dans l'économie mondiale étaient complètement stoppés [...] »

« Bien qu'avec une grande différence d'échelle et de degré d'industrialisation, l'Amérique comme le Japon purent développer rapidement et largement leurs économies. Ils étaient dans une situation similaire, du fait qu'ils pouvaient tous deux développer les productions manufacturières pour lesquelles ils avaient été jusque-là dépendants de l'Europe. Ils sont ainsi devenus fournisseurs de produits industriels pour les régions sous-développées, ainsi que de biens de diverses sortes pour les nations belligérantes. »

– *Modern Japanese Economy Since the Meiji Restoration* [L'économie japonaise moderne depuis la restauration Meiji], 1967

Entre 1914 et 1921, la production d'acier japonais a doublé; en valeur, la production de moteurs électriques est passée de 9 à 34 millions de yens. En tout, la production industrielle a été presque multipliée *par cinq*!

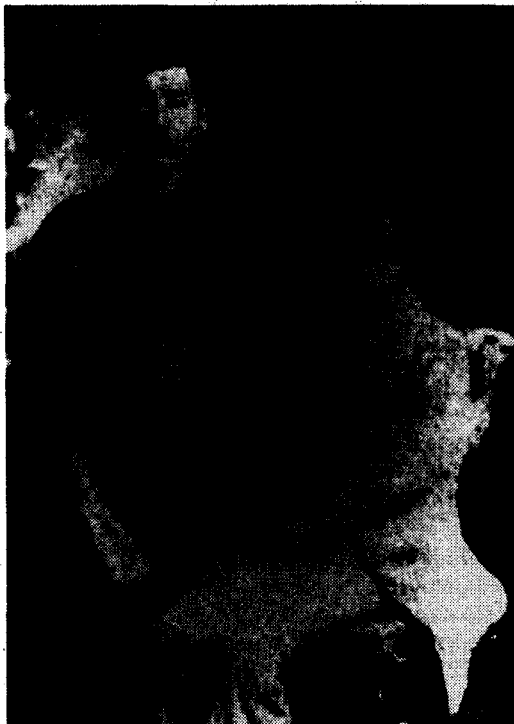
Il en a résulté un changement parallèle dans le poids social et la nature de la classe ouvrière japonaise. La proportion de la main-d'œuvre industrielle employée dans l'industrie lourde, caractérisée par de grandes usines, est passée de 13,6 % en 1910 à 24,2 % à la fin de la guerre. Au début des années 1920, il existait au Japon un important prolétariat industriel installé dans les villes, majoritairement masculin, travaillant dans les aciéries, les chantiers navals, l'industrie chimique, les usines d'automobiles et de camions, etc. Et pourtant, le Japon est le seul grand pays capitaliste

industriel de l'entre-deux-guerres où les luttes paysannes contre les propriétaires fonciers ont été une arène importante de conflits sociaux.

Les changements dans la composition de la main-d'œuvre, combinés avec l'inflation qui accompagna l'expansion industrielle de la Première Guerre mondiale, provoquèrent une flambée de combativité ouvrière et d'agitation sociale qui atteignit son point culminant dans les « émeutes du riz » en 1918. Entre 1917 et 1918, le prix du riz avait doublé; en août 1918, des femmes de pêcheurs de la préfecture de Toyama prirent d'assaut des boutiques de riz, à la suite de quoi les émeutes du riz gagnèrent l'ensemble du pays. Le gouvernement fit appel à la troupe pour réprimer les émeutes, tuant plus d'une centaine de manifestants. L'agitation déboucha sur un mouvement de masse pour le suffrage universel. Le cens fut abaissé en 1919 (faisant passer le nombre d'électeurs d'un à trois millions), mais le gouvernement refusa d'accorder le suffrage universel. Grèves et agitation ouvrière se répandirent aussi, et les socialistes japonais commencèrent à gagner de l'influence dans certains grands syndicats.

Les premiers communistes japonais

Les premiers socialistes japonais étaient pour la plupart des chrétiens, et n'étaient que de petits groupes de propagande. Après 1906, un courant anarcho-syndicaliste se développa, mais ses membres collaboraient périodiquement avec le mouvement socialiste, davantage enclin au réformisme. En 1910, le plus connu des anarchistes, Kotoku Shusui, et 26 autres anarchistes furent arrêtés et accusés de comploter l'assassinat de l'empereur et de sa famille. En 1911, à l'issue de ce qu'on appela le « procès de la grande trahison », Kotoku fut exécuté ainsi qu'onze autres personnes, dont sa compagne Kanno Suga. Après cela, la



Japan Chronik

Les célèbres anarchistes Kotoku Shusui et Kanno Suga, accusés de complot pour assassiner l'empereur et exécutés en 1911

gauche organisée cessa pratiquement d'exister.

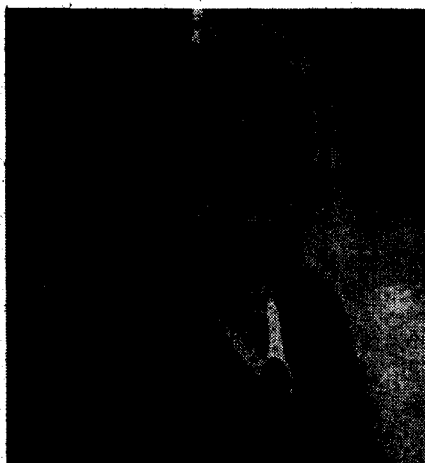
Katayama Sen, un dirigeant du courant évolutionniste et pacifiste du socialisme japonais, avait séjourné aux États-Unis et y était retourné en 1914. Il militait avec le Parti socialiste, s'intéressait tout particulièrement à la lutte contre l'oppression des Noirs, et fonda par la suite la Ligue des socialistes japonais. Gagné au bolchévisme après la Révolution russe, Katayama fit revenir au Japon de nombreux membres de la Ligue pour aider à fonder un Parti communiste japonais. Il se rendit lui-même à Moscou en 1921, et à partir de 1922 joua un rôle majeur dans la politique japonaise du Comintern. Toutefois, on peut se demander dans quelle mesure il avait réellement rompu avec ses origines chrétiennes et pacifistes. Pendant la dégénérescence stalinienne, il épousa les différents tournants de la bureaucratie avec une loyauté sans faille. En 1928, Trotsky écrivait: « A vrai dire, Katayama est en soi un complet malentendu [...]. Ses conceptions sont un progressisme très légèrement coloré de marxisme » (« Qui dirige aujourd'hui l'Internationale communiste ? », septembre 1928). Toutefois, les militants qu'il avait recrutés aux États-Unis ont joué un rôle important dans le mouvement communiste japonais des premières années.

Le noyau de la direction du PCJ des débuts venait du milieu anarcho-syndicaliste comme Yamakawa Hitoshi, Sakai Toshihiko et Arahata Kanson, qui commencèrent à faire de la propagande bolchévique (tel qu'ils le comprenaient) dès mai 1919. Ils furent rejoints par les partisans de Katayama, mais aussi par des étudiants recrutés individuellement car il y avait un courant de marxisme universitaire qui florissait pendant l'après-guerre et que le gouvernement toléra pendant la plus grande partie de la décennie. Malgré l'autorité que les anarcho-syndicalistes avaient conquise dans le mouvement syndical après la guerre, les premiers communistes n'avaient que très peu d'enracinement dans la classe ouvrière.

En avril 1918, le Japon fut le premier pays impérialiste à envahir le territoire du premier Etat ouvrier du monde. En novembre 1922, ses troupes furent les dernières à en partir, et après cela le Japon garda le contrôle de l'île de Sakhaline, n'acceptant d'évacuer ses troupes du nord de l'île qu'en 1925, au moment où des relations diplomatiques avec la Russie soviétique furent enfin établies. Le Japon continua à occuper le sud de Sakhaline jusqu'à ce que ses troupes en soient chassées par l'Armée rouge à la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

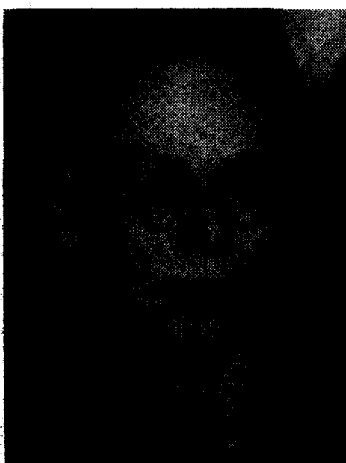
Les bolchéviks s'efforcèrent d'établir des contacts avec les militants japonais attirés par l'étendard de la Révolution russe, mais l'intervention militaire étrangère et la guerre civile qui faisait rage dans l'Extrême-Orient russe rendaient de tels contacts extrêmement difficiles. De plus, au départ, Yamakawa et Sakai hésitèrent à établir des contacts avec le Comintern, de crainte d'attirer l'attention de la très efficace police secrète japonaise. Il fallut attendre avril 1921, quand le communiste coréen Yi Chung-rim, qui avait été étudiant à l'université Meiji, fut envoyé à Tokyo par l'IC, pour que Yamakawa accepte de créer un « comité préparatoire » pour un Parti communiste japonais. A cette époque, les communistes japonais constituaient un cercle peu structuré, imbriqué par endroits avec les anarcho-syndicalistes.

Avec l'ouverture des archives du Comintern à Moscou, beaucoup de nouveaux documents sur le Parti communiste japonais, qui permettent d'éclairer les premières années de ce parti, sont devenus accessibles (comme par exemple le Manifeste du comité préparatoire du PCJ d'avril 1921, écrit par



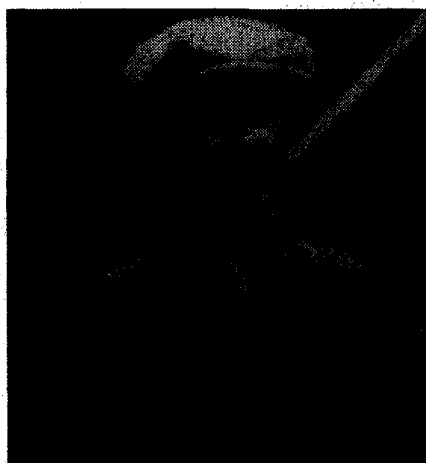
Rodosha Undō Shiryō Shitsu

Yamakawa Hitoshi



Rosspen

Sukai Toshihiko



Rosspen

Arahata Kanson

Yamakawa en collaboration avec Kondo Eizo, un protégé de Katayama). D'après ce manifeste de 1921, il est clair que les communistes japonais des premières années considéraient que la restauration Meiji avait jeté les bases d'un Japon capitaliste et n'adhéraient pas à un schéma étapist.

La première délégation issue du milieu socialiste-anarchiste japonais n'arriva à Moscou qu'à la fin de 1921. Ils venaient participer au Premier Congrès des travailleurs d'Orient qui eut lieu en janvier-février 1922. Participaient à ce congrès des communistes mais aussi des forces nationalistes bourgeoises (le Guomindang chinois était présent), des journalistes et d'autres forces disparates. Le bureau politique russe avait nommé Boukharine, Zinoviev et Staline pour constituer la commission chargée de diriger le congrès. Zinoviev, qui présidait les débats, joua le rôle public le plus important. Boukharine avait contribué à rédiger et à présenter la résolution sur le Japon. Staline rencontra la délégation japonaise, et selon un témoin aurait été un de ceux qui recrutèrent au communisme plusieurs anarcho-syndicalistes. Staline garda jusqu'à la fin de la décennie un intérêt marqué pour l'Extrême-Orient, et il est clair qu'il travailla en étroite collaboration avec Boukharine pour développer le dogme de la «révolution par étapes» et pour le promouvoir auprès des partis communistes d'Orient.

Le congrès eut lieu à la veille de la première attaque cérébrale qui frappa Lénine, et juste au moment où Staline, Zinoviev et Kamenev commençaient à sceller leur alliance contre Trotsky. L'école zinoviéviste, pour qui la politique était une succession de rodomontades et de manœuvres, contaminait le Comintern. Mais elle n'avait pas encore triomphé. Les «Tâches des communistes japonais» adoptées au congrès déclarent clairement: «Une dictature prolétarienne, le remplacement de la monarchie militaro-ploutocratique par le pouvoir des soviets – tel est le but du Parti communiste.» En même temps, la résolution affirmait que «la configuration des forces de classe au Japon nous permet d'espérer le succès d'un renversement démocratique radical», et argumentait que le PCJ devait s'orienter en conséquence.

Les résolutions et les débats du Premier Congrès des travailleurs d'Orient introduisirent certaines ambiguïtés dans les tâches des partis communistes d'Asie, mais ne constituaient aucunement un schéma achevé de «révolution par étapes». La direction de l'IC ne voyait pas que l'interruption du commerce avec l'Europe pendant la Première Guerre mondiale avait conduit non seulement à l'expansion de la

base industrielle du Japon, mais aussi au développement d'un prolétariat industriel en plein essor dans des pays coloniaux et semi-coloniaux comme la Chine et l'Inde. Ainsi, le principal rapport sur la question nationale et coloniale, présenté par G. Safarov, était basé sur la thèse que le prolétariat de la plupart des pays d'Orient n'avait pas le poids social nécessaire pour jouer un rôle dirigeant dans un soulèvement révolutionnaire. On admettait que le Japon constituait une exception à cette règle et que c'était un pays impérialiste accompli, avec un prolétariat qui était la clé pour libérer l'Orient tout entier. Safarov soutenait que le prolétariat japonais devait s'allier avec les nations qui étaient en lutte pour se libérer de l'impérialisme japonais. Il appelait à l'indépendance politique absolue du prolétariat par rapport aux forces nationalistes bourgeoises avec qui il pourrait collaborer.

Le PCJ et la «révolution par étapes»

Le Parti communiste japonais fut officiellement fondé en juillet 1922, environ six mois après la clôture du Congrès des travailleurs d'Orient. Un mois plus tard, en août 1922, le Comintern décidait que le jeune Parti communiste chinois devait entrer dans le Guomindang. Trois mois plus tard, en novembre, au cours du Quatrième Congrès de l'Internationale communiste, Boukharine rédigeait un projet de programme pour le parti japonais qui, non seulement n'évaluait pas l'importance de la restauration Meiji, mais n'en mentionnait même pas l'existence. Il écrivait:

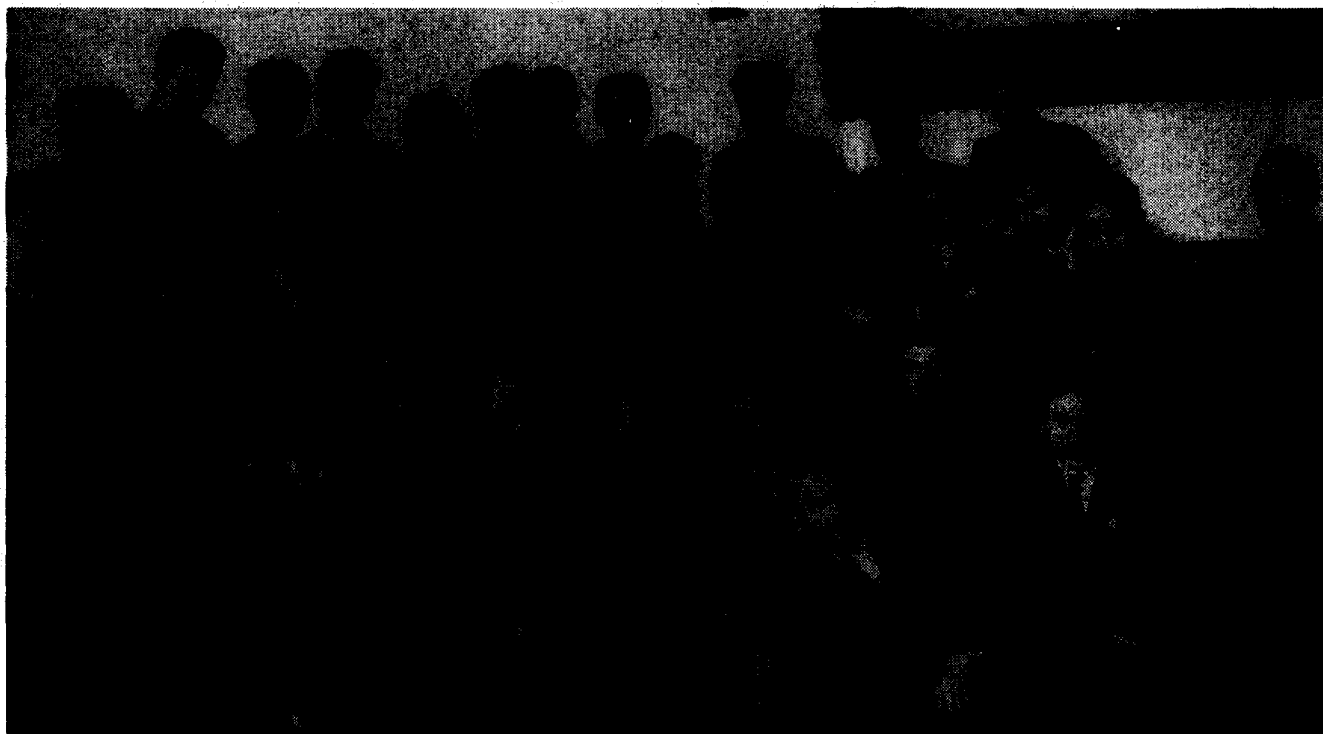
«Le capitalisme japonais a encore des caractéristiques des anciens rapports féodaux. La plus grande partie des terres est aujourd'hui entre les mains de grands propriétaires fonciers semi-féodaux [...].

«Les survivances des rapports féodaux se voient dans la structure de l'Etat, qui est contrôlé par un bloc entre une certaine partie des capitalistes commerciaux et industriels et les grands propriétaires fonciers. Le caractère semi-féodal du pouvoir d'Etat se voit clairement dans le rôle important et dirigeant des pairs et dans les dispositions fondamentales de la constitution. Dans de telles conditions, l'opposition au pouvoir d'Etat émane non seulement de la classe ouvrière, des paysans et de la petite bourgeoisie, mais aussi d'un important secteur de la bourgeoisie libérale de gauche, qui est opposée au gouvernement existant.»

– «Projet de programme du Parti communiste japonais», novembre 1922, publié par George M. Beckmann et Okubo Genji, *The Japanese Communist Party, 1922-1945*, Stanford, Stanford University Press, 1969

Plus loin, le programme affirmait:

«Le parti de la classe ouvrière ne peut pas rester indifférent à une lutte contre le gouvernement impérial, même si cette lutte



Muravei-Guide

Un groupe de délégués au Quatrième Congrès du Comintern, en 1922. En bas à droite, Boukharine est allongé contre Zinoviev. Chen Duxiu, le dirigeant fondateur du PC chinois, est assis au-dessus et à la gauche de Zinoviev. Assis en cinquième position à partir de la droite au troisième rang, à côté de Karl Radek (avec une pipe), Katayama Sen. Le troisième délégué à partir de la droite assis au troisième rang est probablement Kondo Elzo, un protégé de Katayama.

est menée sur des mots d'ordre démocratiques. La tâche du Parti communiste est d'intensifier constamment le mouvement général, d'insister sur tous les mots d'ordre, et de gagner la position dominante dans le mouvement pendant la lutte contre le gouvernement existant.

«C'est seulement après avoir réalisé cette première tâche directe, et quand certains des anciens alliés auront commencé à se rallier au camp de la classe et des groupes vaincus, que le Parti communiste japonais cherchera à faire avancer la révolution, à l'approfondir, et à consacrer ses efforts à l'acquisition du pouvoir par des soviets d'ouvriers et de paysans.»

— *ibid.*

Toutefois, les histoires officielles du communisme japonais ne mentionnent pas qu'il existait un autre projet de programme du PCJ, écrit deux mois avant celui de Boukharine. Ce projet avait été écrit au Japon par Arahata et Sakai. Ils appelaient le Japon l'«Allemagne de l'Orient», et leur programme commençait avec l'affirmation claire et nette que «Le Parti communiste du Japon, section de la Troisième Internationale communiste, est un parti politique prolétarien illégal dont l'objectif est le renversement du régime capitaliste par l'établissement de la dictature du prolétariat, basée sur le pouvoir des soviets.» Ce document ne contient aucune trace d'étapisme.

Le projet de Boukharine traite le programme démocratique qu'il met en avant comme un ordre du jour temporaire pour le Parti communiste pendant sa lutte pour renverser le «gouvernement existant» — comme si le PCJ, en se drapant dans des oripeaux démocratiques, pouvait bernier une aile de la bourgeoisie japonaise féroce et anticommuniste et la convaincre de collaborer avec lui ! Le projet d'Arahata et Sakai, au contraire, appelle à juste titre (quoique abstraitement) à combiner la lutte pour les droits démocratiques

bourgeois à la lutte pour une révolution prolétarienne qui renversera le système capitaliste tout entier.

Le projet rédigé par Boukharine en 1922 se heurta à une importante opposition dans le PCJ, et ne fut jamais adopté officiellement par le parti. En mai 1923, Arahata rédigea un rapport pour le Troisième Plénum élargi du Comité exécutif du Comintern (CEIC), qui eut lieu en juin de cette année-là ; il y décrit le débat qu'il y avait eu dans le PCJ au sujet du projet de Boukharine. Ce rapport a été récemment publié en russe dans *le VKP(b), le Comintern et le Japon, 1917-1941*, et à notre connaissance les spécialistes du communisme japonais n'y avaient pas eu accès jusqu'ici.

Comme le montre le rapport d'Arahata, au moins une partie de l'opposition au projet de Boukharine provenait de préjugés anarcho-syndicalistes qui avaient subsisté. Le PCJ, qui avait participé en 1921 et 1922 à une série de grèves de plus en plus violentes, continuait à collaborer avec les anarcho-syndicalistes au sein de la Sodomei, la principale fédération syndicale. Les cadres qui devaient fonder le PCJ avaient tourné le dos à la lutte pour le suffrage universel ; la question même de soutenir la revendication du suffrage universel était encore débattue dans le parti fin 1923 (quand Yamakawa cessa finalement de s'y opposer). Des impulsions réformistes étaient apparemment aussi à l'œuvre : Sakai au moins ne voulait pas appeler à l'abolition du système impérial, craignant que cela ne provoque une intensification de la répression de l'Etat contre le jeune parti.

Les documents du Comintern récemment rendus publics indiquent clairement que les forces disparates qui s'étaient réunies pour fonder le PCJ ne se sont jamais fondues dans un véritable collectif. Le débat des premières années entre éléments pro-bolchéviques et anarcho-syndicalistes n'a jamais

été mené à son terme, pas plus que la controverse sur le suffrage universel. Il est clair que la leçon centrale de la Révolution russe, à savoir qu'il faut un parti programmatiquement homogène de révolutionnaires professionnels, n'a pas été assimilée par les premiers dirigeants du PCJ. Celui-ci n'avait pas d'organe central pour exprimer la ligne du parti; ce qui s'en approchait le plus était *Zen'ei* (Avant-garde), qui ne publiait que des articles signés et était vu comme étant sous la responsabilité personnelle de Yamakawa. Les animosités personnelles se superposaient souvent aux controverses politiques et ajoutaient à la confusion. Le jeune PCJ avait désespérément besoin de formation et d'aide pour clarifier ses divergences dans des batailles et forger une ligne politique et des cadres déterminés à l'appliquer. Mais en 1922-1923, l'IC commençait déjà à glisser vers la dégénérescence, et ne dispensait plus la clarté politique qu'elle avait fournie au mouvement communiste américain, jeune et agité par les luttes fractionnelles, entre 1919 et 1922 (voir *James P. Cannon and the Early Years of American Communism: Selected Writings and Speeches, 1920-1928* [James P. Cannon et les premières années du communisme américain: écrits et discours choisis, 1920-1928], New York, Prometheus Research Library, 1992).

Le Japon n'était pas « semi-féodal », mais la nature non démocratique de sa transition du féodalisme au capitalisme continuait à se manifester d'une multitude de manières. Le gouvernement avait promis d'introduire le suffrage universel masculin à la fin de 1923; mais cette loi ne fut promulguée qu'en 1925, et le droit de vote ne fut accordé qu'aux hommes âgés de plus de 25 ans. En même temps, il y eut une *intensification* des mesures répressives. La « Loi pour la



Independence Hall of Korea

Estampe représentant les manifestations de masse des Coréens contre le pouvoir colonial japonais, le 1^{er} mars 1919

préservation de la paix» de 1925 rendait illégale la participation à toute organisation ayant pour « objectif d'altérer la politique nationale ou la forme du gouvernement, ou de nier le système de la propriété privée » (cité dans Beckmann et Okubo, *op. cit.*) Une résolution du conseil du trône énonçait les motifs de la nouvelle loi: « Dans la mesure où la mise en place du suffrage universel aura comme résultat une aggravation des idées dangereuses, le gouvernement doit promulguer et mettre en application des lois et règlements pour le contrôle rigide [des idées dangereuses], et doit s'employer à prévenir des abus et des pratiques néfastes » (cité dans Peter Duus, *Party Rivalry and Political Change in Taisho Japan* [Rivalités de partis et changement politique dans le Japon de Taisho], 1968). C'est sur la « Loi pour la préservation de la paix » que s'appuya le gouvernement pour réprimer le PCJ avec acharnement pendant toute la Deuxième Guerre mondiale.

Quand l'héritage féodal détermine tant d'aspects de l'ordre bourgeois japonais, le poids des revendications démocratiques est forcément plus important dans le programme révolutionnaire prolétarien. Dès sa création en 1988, le Groupe spartaciste du Japon a appelé à l'abolition du système impérial et à l'établissement d'une république ouvrière au Japon (notre section britannique appelle elle aussi à l'abolition de la monarchie et à une fédération de républiques ouvrières des Iles britanniques). Malheureusement, l'idée d'une république ouvrière, un mot d'ordre avancé dès 1898 par le révolutionnaire irlandais James Connolly, semble avoir été absente du vocabulaire de l'Internationale communiste des premières années.

L'orientation de l'IC vers un « parti ouvrier et paysan » et la liquidation du PCJ

Les lignes de démarcation politiques se sont brouillées un peu plus en 1923, quand la direction de l'IC a insisté pour que le PCJ fonde un « parti ouvrier et paysan » légal, qui devait inclure des représentants de l'aile gauche de la bourgeoisie. Ceci faisait partie d'une orientation générale du Comintern, sous la direction de Zinoviev, vers de tels partis,



Archives de l'Institut Ohara pour la recherche sociale, Université Hosei

Cette affiche de 1927 proclame: « Pour l'unité de tous les Burakumins spéciaux! Ensemble, abolissons la discrimination! »

y compris aux Etats-Unis. Le modèle pour ces partis ouvriers et paysans était le Guomindang nationaliste bourgeois de Chiang Kai-shek, qui allait noyer dans le sang la Révolution chinoise de 1925-1927. La direction de l'IC en proposait une version pour le Japon.

Dès le début, Trotsky s'était battu contre la conception d'un parti «de deux classes». En 1928, il avait lancé une attaque dévastatrice et exhaustive contre la direction banqueroutière du mouvement communiste mondial dans sa «Critique du projet de programme de l'Internationale communiste», programme qui avait été rédigé par Boukharine. Cette critique, qui est un des documents fondateurs du trotskysme mondial, est aujourd'hui connue sous le titre *l'Internationale communiste après Lénine*, et contient un long chapitre intitulé «De l'idée réactionnaire des "partis ouvriers et paysans bipartites" pour l'Orient» :

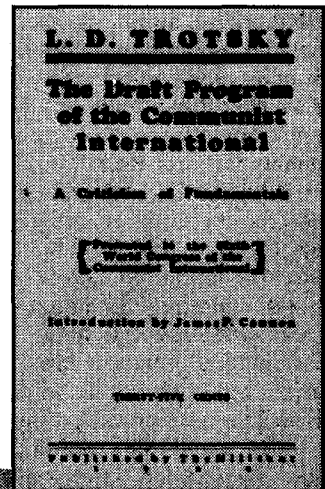
«Le marxisme a toujours enseigné, et le bolchevisme a confirmé cet enseignement, que le prolétariat et la paysannerie sont des classes différentes, qu'il est faux d'identifier leurs intérêts, de quelque façon que ce soit, dans la société capitaliste, qu'un paysan ne peut adhérer au Parti communiste que dans la mesure où il passe du point de vue du propriétaire à celui du prolétariat [...].

«Plus le prolétariat est jeune, plus ses "liens" de parenté avec la paysannerie sont récents et intimes, plus la proportion de la population que constitue cette dernière est grande, et plus la lutte contre toute alchimie politique "bipartite" prend de l'importance. En Occident, l'idée d'un parti ouvrier et paysan est simplement ridicule. En Orient, elle est funeste. En Chine, aux Indes, au Japon, elle est l'ennemie mortelle non seulement de l'hégémonie du prolétariat dans la révolution, mais aussi de l'autonomie la plus élémentaire de l'avant-garde prolétarienne.»

Au plénum du CEIC de juin 1923, Arahata intervint pour argumenter contre la perspective de former un parti ouvrier et paysan légal au Japon. Zinoviev répondit : «Nous voulons insister pour que nos camarades japonais tirent les leçons de l'expérience du Parti communiste américain, et essaient d'organiser un parti communiste légal au Japon.» Le mouvement communiste américain était passé dans la clandestinité après les «Palmer Raids», une vague d'arrestations et d'expulsions en 1919-1920, mais la situation était rapidement revenue aux normes de la démocratie bourgeoise, la bourgeoisie américaine s'étant convaincue que son pouvoir n'était pas fondamentalement menacé. Le parti légal formé par les communistes américains en décembre 1921 était le Workers Party, qui avait un *programme ouvertement com-*

Ci-dessous, Léon Trotsky avec Natalia Sedova et leur fils Léon Sedov, en exil en 1928 à Alma-Ata, où Trotsky écrivit la «Critique du projet de programme de l'Internationale communiste», le document fondateur du trotskysme mondial.

Crapouillot



muniste. (Le Workers Party américain suivra lui aussi les directives de l'IC en 1923 et participera à la fondation, sur un programme populiste, du Farmer-Labor Party [Parti agriculteur-ouvrier], lequel ne devait durer que quelques années.)

Arahata répondait très justement à Zinoviev que «Le cas du parti américain n'est pas identique au nôtre [...]. Notre parti est une organisation secrète non pas parce que nous souhaitons être dans la clandestinité, mais parce que la situation nous y contraint» (transcription de l'intervention d'Arahata le 14 juin 1923, archives du Comintern dans les archives d'Etat russes d'histoire socio-politique). Le Japon de 1923 n'était pas une démocratie bourgeoise, et n'était pas sur le point d'en devenir une. Le gouvernement avait promis d'instaurer un suffrage élargi cette année-là, mais les premières élections au suffrage universel (masculin) n'eurent lieu qu'en 1928. Un parti communiste légal n'était pas possible. D'ailleurs, un parti légal ne pouvait même pas appeler à l'abolition du système impérial.

Comme s'il voulait ridiculiser la remarque stupide de Zinoviev, le gouvernement japonais déclencha une vague d'arrestations de communistes en juin 1923, à la veille d'une réunion entre le diplomate soviétique Adolf Ioffé et des représentants du gouvernement japonais à Tokyo. Cette sévère répression mit fin à la discussion du projet de programme de Boukharine. Ioffé avait pris soin de ne pas avoir de contacts avec le PCJ (la direction bolchévique avait adopté une politique juste et nécessaire de séparation entre les activités révolutionnaires du Comintern et la diplomatie de l'Etat

Sélection de documents, inédits en français, de James P. Cannon sur la lutte pour construire un parti révolutionnaire.

Spartacist édition française n° 30
1,50 € (64 pages)

Egalement disponible :
«La question française»
(brochure), discours inédit de James P. Cannon (avril 1939)
1,50 € (24 pages)

Commande :

Le Bolchévik
BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, France



soviétique). Mais les arrestations étaient de toute évidence une déclaration d'hostilité à toute influence communiste au Japon. A cette époque, des cercles bourgeois influents s'opposaient à toute négociation avec l'Etat soviétique. Ioffé séjourna encore plusieurs mois à Tokyo, mais ses négociations furent un échec.

Quelques dirigeants communistes japonais réussirent à échapper aux arrestations et à fuir le pays, pour établir en août 1923 un bureau japonais à Vladivostock, avec l'approbation du Comintern. Pour le PCJ, il était effectivement vital d'avoir en permanence un centre émigré. Le parti avait besoin d'une équipe dirigeante hors de portée de l'Etat japonais afin de produire une presse régulière en japonais, tout comme les marxistes révolutionnaires russes avaient jadis publié depuis leur exil européen le journal *Iskra* (L'étincelle) et la revue théorique *Zaria* (L'aurore) qu'ils introduisaient clandestinement dans l'empire tsariste. Un centre exilé stable du PCJ aurait pu organiser le débat politique, collecter des informations et rester en contact avec ceux qui travaillaient clandestinement au Japon. Pour forger des partis communistes révolutionnaires, il est important d'avoir un débat politique constant sur le travail réel du parti.

Le bureau japonais de l'IC avait à peine commencé à fonctionner quand un effroyable tremblement de terre détruisit la plus grande partie de Tokyo, le 1^{er} septembre 1923. Au lendemain de cette catastrophe, le pays fut secoué par des pogromes au cours desquels plus de 6000 Coréens et des centaines de Chinois furent massacrés. Communistes, anarchistes et dirigeants syndicaux furent pourchassés et tués; certains furent assassinés dans les commissariats de police. Il s'ensuivit une vague d'arrestations de dirigeants de la gauche et des syndicats. Suite à cela, le Comintern prit la décision criminelle d'ordonner à la plupart des cadres japonais présents à Vladivostock de retourner au Japon, liquidant ainsi le bureau japonais et détruisant toute possibilité d'établir une base politique et organisationnelle stable pour le PCJ.

A cette époque, toute l'attention des dirigeants de l'IC était concentrée sur la possibilité d'une révolution prolétarienne en Allemagne. Ceux qui ont pris la décision de liquider le bureau japonais, connaissant parfaitement l'étendue du carnage et des arrestations au Japon, crachaient sur la nécessité

pour le PCJ de créer et de préserver une direction programmatiquement cohérente, comme celle qui avait été forgée en exil par les marxistes russes, d'abord sous la houlette de Plékhanov, ensuite par les bolchéviks sous la direction de Lénine. Davantage préoccupé par les initiatives diplomatiques soviétiques que soucieux de préserver la direction du PCJ, G. Voïtinsky, du bureau d'Orient de l'IC, envoya au parti une directive qui se terminait par ces phrases :

«Le rapprochement du Japon et de la Russie soviétique après la catastrophe doit devenir le mot d'ordre le plus populaire parmi les masses japonaises, car c'est seulement de la Russie soviétique que peut provenir une aide désintéressée sous forme de matières premières nécessaires à la production japonaise. Le parti doit présenter le rapprochement du Japon et de la Russie comme l'alternative à l'asservissement économique et politique du Japon par le capital anglo-américain.»

– «Directive télégraphiée par G. Voïtinsky au PCJ»,
14 septembre 1923, publiée dans *le VKP(b)*,
le Comintern et le Japon, 1917-1941 (traduit de
l'anglais par nos soins)

Les cadres japonais furent renvoyés au Japon, sans qu'on s'attende même à ce que leur présence ait un impact quelconque. I. I. Feinberg, le représentant du CEIC auprès du bureau japonais, écrivit à ce sujet :

«Je crois qu'il vaut bien mieux envoyer les militants faire du travail dans le pays que de les garder à ne rien faire à Vladivostock.

«D'après les informations dont nous disposons, il est clair que le tremblement de terre a des conséquences économiques extrêmement graves, et placera le Japon sous la dépendance du capital étranger [...]. Nous devons prendre ce fait en compte dans notre politique. Je crois que les instructions que nous avons préparées vont dans cette direction. La seule question est comment les réaliser. Pour parler franchement, je ne suis pas très optimiste. Nos forces au Japon sont encore faibles et inexpérimentées, donc attendre beaucoup de leur part ne rime à rien.»

– «Lettre d'I. I. Feinberg à G. N. Voïtinsky»,
20 septembre 1923, *ibid.* (traduit par nos soins)

Cette décision criminelle exposa le PCJ à des vagues de répression répétées qui devaient le détruire.

Les communistes japonais, dont beaucoup avaient été libérés de prison juste avant le tremblement de terre, n'étaient pas en état de diriger quelque campagne publique que ce soit. Les arrestations avaient ravagé ce petit parti; les destructions



Chosen Soren

Après le tremblement de terre de 1923 à Tokyo: les corps de quelques-uns des 6000 Coréens massacrés dans des pogromes provoqués par la rumeur que les Coréens étaient responsables des incendies et des pillages. Des Chinois, des militants de gauche et des dirigeants syndicaux furent également tués; une sévère répression d'Etat s'ensuivit.

provoquées par le tremblement de terre exacerbèrent les problèmes (par exemple, l'imprimerie illégale du parti avait été détruite).

Au lieu de suivre les instructions de l'IC qui leur enjoignaient de développer leur activité publique, les dirigeants communistes japonais décidèrent de *liquider* le PCJ pour concentrer leurs efforts sur la formation d'un parti ouvrier et paysan légal. Yamakawa, l'inspirateur idéologique de la liquidation, semble avoir accompli à cette époque un virage politique à 180 degrés, abandonnant ses derniers préjugés anarcho-sindicalistes pour se consacrer à la lutte pour le suffrage universel et à une approche parlementariste. Le PCJ fut formellement dissout en mars 1924; il ne devait être reconstitué qu'en décembre 1926. Dans l'intervalle, le mouvement communiste japonais fonctionnait en cercles peu coordonnés, se mêlant au milieu marxiste universitaire, mais soi-disant sous la direction d'un bureau central.

Le Comintern s'opposa à la liquidation du PCJ dès que la nouvelle parvint à Moscou. Katayama et d'autres dirigeants du PCJ se mobilisèrent pour organiser les opposants à Yamakawa (parmi lesquels figurait, du moins au début, Arakata) afin de rétablir le PCJ. Mais la liquidation n'était que la conclusion politique logique de la ligne de Zinoviev qui voulait absolument que le PCJ se consacre à l'activité politique légale sous la forme d'un parti ouvrier et paysan. Pendant cette période de liquidation, les communistes japonais, tant les partisans de Yamakawa que ceux de l'IC, formèrent à deux reprises un parti ouvrier et paysan avec l'« Union paysanne du Japon » et la fédération syndicale Sodomei. La première fois le parti fut dissout par le gouvernement dès sa création. Un second parti Rodo Nominto (Parti ouvrier et paysan) fut créé en mars 1926. Au bout de quelques mois, la direction réformiste de la Sodomei, refusant de collaborer plus longtemps avec les communistes, se retira du Rodo Nominto et créa son propre parti ouvrier et paysan. Rodo Nominto n'était plus désormais qu'un groupe paravent légal et « démocratique » des communistes. Yamakawa et Sakai y

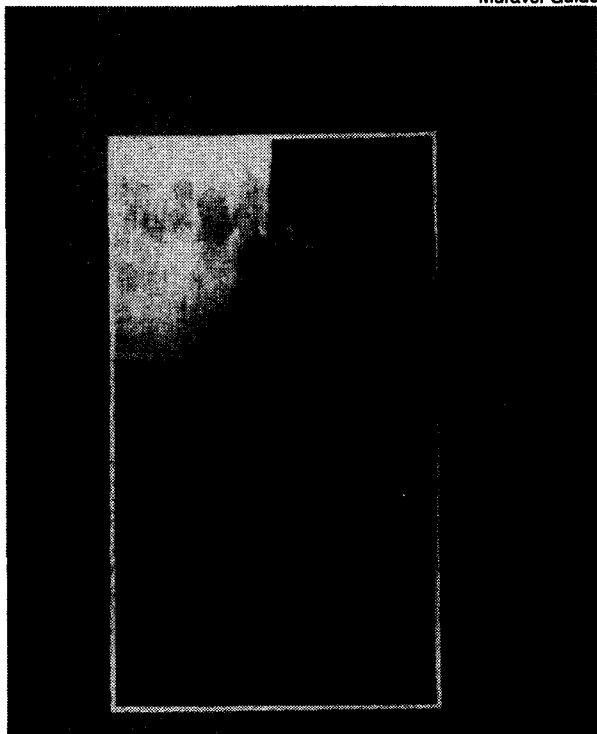
jouaient un rôle actif, alors même qu'ils refusaient de faire quoi que ce soit pour reconstituer le PCJ.

La controverse sur la restauration Meiji et la «révolution par étapes» continue

La controverse sur le projet de programme rédigé par Boukharine en 1922 n'avait jamais été officiellement tranchée, et pourtant le schéma étapiste avait été adopté comme programme officiel du PCJ. Malgré cela, la nature de la restauration Meiji et de la future révolution au Japon continuait à être source de controverse. Fukumoto Kazuo, qui prit la direction du mouvement communiste japonais en 1926-1927, argumentait que c'était la constitution japonaise de 1889 (et non la restauration Meiji) qui représentait la révolution démocratique-bourgeoise au Japon, bien que ceci « ait été habilement dissimulé aux masses ». Fukumoto faisait très justement remarquer que la bourgeoisie japonaise était devenue réactionnaire, et il affirmait que l'Etat japonais « a aujourd'hui développé en lui le germe de la dictature fasciste ». Faisant preuve de trop d'indépendance d'esprit au goût de Moscou, il fut limogé après avoir été faussement accusé d'être un « trotskyste ».

Le Comintern adopta en 1927 de nouvelles thèses programmatiques sur le Japon. Cette fois encore, l'auteur en était Boukharine. Dans ce document long et contradictoire il argumentait que « La révolution de 1868 a ouvert la voie au développement capitaliste au Japon. Le pouvoir politique est cependant resté aux mains des éléments féodaux. » Boukharine était maintenant obligé d'admettre que la période qui avait suivi la restauration Meiji avait vu « la transformation de l'ancien Etat japonais en un Etat bourgeois ». Contrairement à ce qu'il affirmait dans le projet de programme de 1922, il écrivait : « Le Japon est gouverné par un bloc entre la bourgeoisie et les propriétaires fonciers – un bloc sous l'hégémonie de la bourgeoisie. De ce fait, il faut renoncer à l'illusion que la bourgeoisie pourrait d'une manière ou d'une autre être utilisée comme facteur révolutionnaire, y compris

Muravei-Guide



pas de crédit

Staline envoya à Chiang Kai-shek une photographie ainsi dédicacée : « En l'honneur de la victoire du Guomindang et de la libération de la Chine. » Quatre jours plus tard, en avril 1927, Chiang massacrait des milliers de communistes à Shangai (ci-dessus).



Japan Chronik

En mars 1928, plus de 1500 communistes furent arrêtés et emprisonnés par l'Etat japonais.

durant la première étape de la révolution démocratique bourgeoise» («Thèses sur le Japon adoptées lors de la session du présidium du Comité exécutif du Comintern le 15 juillet 1927», citées dans Beckmann et Okubo, *op. cit.*). Pourtant, les thèses de 1927 fixaient toujours comme objectif au PCJ une révolution démocratique-bourgeoise qui devrait «se transformer rapidement en révolution socialiste»!

Les thèses de 1927 provoquèrent une scission déclarée avec Yamakawa, Sakai et Arahata, les fondateurs du mouvement communiste, qui formèrent la Rono-ha (Fraction ouvrière et paysanne). Ils s'opposaient au schéma étapist, et insistaient que la future révolution japonaise serait prolétarienne. Mais, loin de représenter une opposition de gauche à l'opportunisme stalinien, la fraction Rono-ha voulait que l'activité des communistes japonais se limite à un travail légal, sous couvert d'un parti ouvrier et paysan. Le débat entre Rono-ha et ce qui devait devenir Koza-ha (le parti officiel pro-Moscou) sur le développement et la nature du capitalisme japonais devait durer des années et noircir des milliers de pages. Rono-ha argumentait que la bourgeoisie était au pouvoir au Japon, ce qui est correct, mais il est clair que c'était dans une large mesure une justification théorique pour son refus d'appeler à l'abolition du système impérial ou de s'engager dans la moindre activité illégale. Prenant acte de leur volonté de rester dans les limites fixées par la bourgeoisie japonaise, l'Etat autorisa les partisans de Rono-ha à opérer légalement jusqu'en 1937, tout en réprimant

avec férocité le PCJ. En 1945, Arahata et Yamakawa devaient jouer un rôle de premier plan dans la création du Parti socialiste japonais sous l'occupation américaine (Sakai était mort en 1933).

Même après la scission avec Rono-ha, la question d'une perspective étapist n'était pas réglée à l'intérieur du PCJ. En 1931, après avoir chassé Boukharine de la direction de l'IC, Staline s'embarqua dans l'aventurisme sectaire et les poses gauchistes de la «troisième période», et le PCJ élaborait de nouvelles thèses programmatiques. La restauration Meiji y était décrite comme «une révolution démocratique-bourgeoise qui a pavé la voie au développement du capitalisme», et le PCJ argumentait que la future révolution japonaise serait une «révolution prolétarienne impliquant des tâches démocratiques-bourgeoises de grande portée» («Les thèses politiques du Parti communiste japonais», avril-juin 1931, *ibid.*).

La leur entrevue dans les thèses de 1931 ne devait cependant pas durer très longtemps. Effrayés par l'invasion japonaise de la Mandchourie, les bureaucrates staliniens du Kremlin refusèrent d'abandonner l'illusion qu'un régime bourgeois bien disposé envers l'Union soviétique pourrait un jour exister au Japon. L'IC exigea qu'on mette au panier les thèses de 1931. De nouvelles thèses sur le Japon, adoptées en 1932, argumentaient pour le «renversement de la monarchie par la révolution populaire victorieuse», après quoi «la tâche principale du Parti communiste sera la lutte pour la transformation rapide de la révolution démocratique-bourgeoise en révolution socialiste» («Thèses sur la situation au Japon et les tâches du Parti communiste», mai 1932, *ibid.*). A cette époque, les persécutions de l'Etat japonais avaient tellement affaibli le PCJ qu'il avait pratiquement cessé d'exister. Le parti n'allait être reconstitué qu'au lendemain de la défaite subie par le Japon pendant la Deuxième Guerre mondiale.

L'occupation américaine a-t-elle accompli une «révolution bourgeoise supplémentaire» au Japon ?

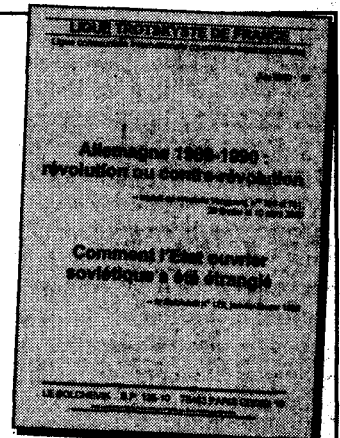
Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, le PCJ a utilisé le schéma étapist pour justifier son soutien initial à l'occupation par l'impérialisme américain, qui avait aveuglément bombardé les grandes villes japonaises avec des bombes incendiaires et avait détruit Hiroshima et Nagasaki avec des bombes atomiques. La servilité du PCJ, qui cherchait à s'attirer les bonnes grâces des autorités alliées, était dans la ligne du soutien que les partis pro-Moscou, dans le monde

Allemagne 1989-1990: révolution ou contre-révolution

Cette brochure de la LTF contient deux articles documentant la lutte de la Ligue communiste internationale en RDA en 1989-1990, et en URSS en 1991-1992, pour défendre la propriété collectivisée dans ces pays, contre la contre-révolution capitaliste. Le premier article est le texte d'une présentation de Steffen Singer, rédacteur en chef de *Spartakist*, le journal de notre section allemande, à l'occasion du dixième anniversaire de la chute du mur de Berlin; cette présentation documente de façon très vivante et détaillée notre intervention trotskyste en 1989-1990 en RDA pour une révolution politique prolétarienne contre la bureaucratie stalinienne qui abdiquait. Le deuxième, publié en 1993 dans *le Bolchévik*, analyse la crise terminale du stalinisme en URSS et comment nous avons dans des conditions difficiles cherché à recruter au programme de la Quatrième Internationale de Trotsky.

0,80 € (26 pages)

Pour toute commande: Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, France





AP

Le proconsul de l'occupation américaine, le général MacArthur, avec l'empereur Hirohito. La grève des employés municipaux de Tokyo en 1948. Sous l'occupation, une purge anticommuniste brisa les syndicats combattifs.



Acme

entier, avaient apporté à l'effort de guerre impérialiste soi-disant « démocratique » après l'invasion de l'URSS par l'Allemagne en 1941. Le Parti communiste américain dénonçait les ouvriers américains qui se mettaient en grève pendant la guerre et les qualifiait d'alliés d'Hitler et du Mikado (l'empereur); il soutenait aussi l'internement des Américains d'origine japonaise. En 1945, le PC américain applaudit à la destruction d'Hiroshima et Nagasaki par des bombes atomiques!

Le PCJ félicitait les autorités d'occupation en expliquant qu'elles s'en prenaient aux « éléments féodaux » de l'élite dirigeante japonaise. Fin 1945, Yamamoto Masami, cadre de longue date du PCJ, se réjouissait de constater que sous l'occupation « les cliques militaires ont été éliminées, les cliques bureaucratiques ont finalement perdu leur relative indépendance, [...] ce qu'on appelait les *zaibatsus* familiaux ont aussi commencé à être dissous, et même les possessions des propriétaires terriens parasites sont touchées » (cité par Germaine Hoston, *Marxism and the Crisis of Development in Prewar Japan* [Le marxisme et la crise du développement dans le Japon d'avant-guerre], Princeton, Princeton University Press, 1986). Même lorsque la guerre froide a commencé pour de bon en 1947, le PCJ a continué à avoir une attitude conciliatrice envers le général Douglas MacArthur et ses forces d'occupation. C'est seulement en 1950, après avoir été dénoncés publiquement par Moscou sur cette question, que les staliniens japonais appelèrent à la fin de l'occupation, et ils ne le firent qu'au nom du nationalisme japonais. Dans les années 1970, le PCJ rompit avec Moscou et Pékin pour devenir purement et simplement un parti de sociaux-démocrates.

L'idée que l'occupation américaine a été en quelque sorte une révolution « démocratique » demeure la conception dominante dans la gauche réformiste japonaise. Il y a quelques années, le journal de l'Institut de recherche

Trotsky (IRT) écrivait :

« D'un côté, les réformes de l'après-guerre qui ont été réalisées par l'armée d'occupation américaine étaient des réformes bourgeoises presque radicales dans un pays qui avait une structure industrielle retardataire et un Etat fort qui était avide de conquête tout en étant en proie à une instabilité révolutionnaire. C'était une situation où [dans la période d'avant-guerre] les propriétaires fonciers régnaient sur des villages semi-féodaux, où les ouvriers de l'industrie recevaient de très bas salaires et où il y avait une absence de droits. D'un autre côté, l'armée d'occupation américaine a éliminé d'un seul coup le système impérial dictatorial, et déclenché un mouvement venu d'en bas qui s'est épanoui et qu'elle a ensuite dû réprimer et faire rentrer dans le cadre d'un Etat bourgeois. Ainsi, parce que la restauration Meiji était une « révolution bureaucratique semi-bourgeoise par le haut » qui a empêché une révolution bourgeoise par le bas, les réformes de l'après-guerre réalisées par l'armée d'occupation américaine furent une « révolution bourgeoise supplémentaire par le haut », pour empêcher une révolution socialiste par le bas. Le Japon a ainsi établi un précédent rare contre le pronostic de Trotsky que les pays capitalistes arriérés, afin de rejoindre le groupe des pays capitalistes avancés, devraient passer par l'expérience de la révolution permanente. »

— Nishijima Sakae, *Torotsukii Kenkyu* (Etudes trotskystes), été 2001 (traduit par nos soins)

L'Institut de recherche Trotsky a été fondé en 1990 principalement par des membres de la Ligue communiste révolutionnaire du Japon (LCRJ), appartenant à la tendance internationale pseudo-trotskyiste dirigée à cette époque par Ernest Mandel. Les mandéliens avaient attiré dans leur cercle mal nommé et antitrotskyiste certains intellectuels du PCJ comme Nishijima Sakae, auteur de l'article cité ci-dessus.

Du vivant de Trotsky, il n'y avait pas au Japon de groupe se réclamant du trotskysme. C'est seulement sous l'impact de la révolution politique hongroise de 1956 que des éléments disparates du PCJ et des intellectuels marxistes indépendants attirés par le trotskysme se rassemblèrent pour former en 1957 un groupe hétérogène, la LCRJ. Ces « trotskystes »

japonais, qui étaient apparus dans le contexte de l'antisoviétisme virulent du Japon des années 1950, sans lien historique avec l'Opposition de gauche internationale de Trotsky, rejetaient l'analyse de Trotsky pour qui la bureaucratie était une caste contradictoire, et refusaient de défendre militairement l'URSS. Ils étaient par conséquent fondamentalement déficients dès le début. Assimilant à tort le trotskysme à une simple opposition démocratique au stalinisme, la LCRJ et ses alliés du PCJ au sein de l'IRT se sont, en chœur avec la très antisoviétique bourgeoisie japonaise, réjouis de la destruction de l'Union soviétique et des Etats ouvriers déformés d'Europe de l'Est.

Avant d'examiner ce qui s'est réellement passé au Japon sous le régime d'occupation du général MacArthur, il faut commencer par s'adresser à une confusion théorique que l'on rencontre souvent. Les démocrates de gauche et les sociaux-démocrates qualifient souvent de «révolution démocratique-bourgeoise» ou simplement «révolution démocratique» n'importe quel soulèvement politique qui se traduit par un changement dans le système parlementaire, qu'il soit le produit de forces externes ou internes. Mais le concept de révolution bourgeoise dans un pays capitaliste avancé est une contradiction dans les termes. Ainsi, le soulèvement dirigé par les sociaux-démocrates en Allemagne en novembre 1918, qui a renversé le Kaiser Guillaume II au lendemain de la défaite subie par l'Allemagne dans la Première Guerre mondiale, n'était pas une révolution démocratique-bourgeoise. C'était une révolution prolétarienne qui commençait. La classe ouvrière ne réclamait pas seulement le renversement du Kaiser, elle avait aussi créé des conseils d'ouvriers et de soldats – des soviets – dans tout le pays. Cependant la direction social-démocrate fit bloc avec le haut commandement de l'armée et des forces paramilitaires d'extrême droite, pour réprimer dans le sang les organes prolétariens de double pouvoir et exterminer l'avant-garde révolutionnaire de la classe ouvrière allemande, représentée par Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht. Par la suite, un gouvernement parlementaire (la République de Weimar) fut établi et dura jusqu'à son remplacement par le régime nazi d'Adolf Hitler en 1933. Les gouvernements successifs, celui du Kaiser Guillaume II, du dirigeant social-démocrate Friedrich Ebert et du fasciste Adolf Hitler, représentaient tous politiquement la bourgeoisie financière et industrielle allemande, personnifiée par Siemens et Krupp.

En Italie et en Allemagne de l'Ouest, ainsi qu'au Japon, l'occupation militaire sous commandement américain après 1945 a instauré des gouvernements parlementaires. Contrairement au système impérial japonais, le caractère bourgeois des régimes fascistes italien et allemand était évident, au moins pour les marxistes, même s'il y avait encore une monarchie en Italie. Mussolini et Hitler étaient initialement arrivés au pouvoir dans des situations de régimes parlementaires fragiles ébranlés par d'importants troubles sociaux. Des secteurs décisifs des bourgeoisies italienne et allemande avaient soutenu le mouvement fasciste par peur d'une «révolution rouge». Le magnat capitaliste allemand Alfred Hugenberg, ancien directeur de l'empire Krupp, joua par exemple un rôle clé dans la nomination d'Hitler au poste de chancelier.

Le système impérial d'Hirohito avait évidemment un caractère politique différent de celui des régimes fascistes de Mussolini et d'Hitler. Non seulement il avait son origine dans l'époque féodale, mais le Japon n'avait jamais connu de démocratie parlementaire. Le gouvernement d'Hirohito et du général Tojo, néanmoins, représentait politiquement les sec-

teurs dominants du capital financier et industriel japonais.

Ni la domination économique de la bourgeoisie japonaise, ni la composition de ses échelons supérieurs n'ont changé sous l'occupation militaire américaine. Les autorités américaines avaient au début parlé de démanteler les zaibatus dans le cadre d'un plan pour saboter toute possibilité de voir le Japon réémerger comme puissance industrielle. A la fin, rien ne fut fait à cet égard. Le fait que des noms comme Mitsubishi, Mitsui et Sumitomo soient aujourd'hui encore synonymes du capitalisme japonais montre qu'il y a une continuité dans la classe dirigeante japonaise depuis l'époque Meiji jusqu'à maintenant.

Le régime d'occupation américaine a aussi préservé la continuité de l'élite politique japonaise (par opposition à l'élite militaire). Hirohito est resté empereur, bien qu'ayant été contraint d'abjurer publiquement ses prétentions à une ascendance divine. Yoshida Shigeru, Premier ministre pendant la plus grande partie de l'occupation ainsi que pendant les premières années après la fin de l'occupation, avait été un diplomate de haut rang dans le Japon impérial d'avant 1945, et avait occupé en particulier le poste d'ambassadeur en Grande-Bretagne. Les autres principaux responsables japonais sous l'occupation avaient des curriculum vitae similaires à celui de Yoshida, quoique moins prestigieux.

En-dessous du niveau de celui des hauts responsables gouvernementaux, la bureaucratie d'Etat, y compris son important appareil policier, fut laissée intacte et servit de courroie de transmission administrative pour appliquer la politique du quartier général (QG) de MacArthur. Même les membres de

Le Bolchévik

Organe de la Ligue trotskyste de France

Abonnez-vous !

3 € pour 4 numéros
(incluant *Spartacist*)

Hors Europe : 4,50 €
(avion 6 €)

Etranger : mandat
poste international

Canada : 5 \$Cdn

Commande :

Le Bolchévik, BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
France

ou :

SCPA, C.P. 6867
succursale A, Toronto
Ontario M5W 1X6,
Canada



Pour contacter la
Ligue trotskyste de France

Paris : Le Bolchévik, BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
Tél: 01 42 08 01 49

Rouen : Le Bolchévik, BP 240,
76003 Rouen Cedex 1
Tél: 02 35 73 74 47

E-mail : ltf@webmails.com

la fameuse Tokko (Police de sécurité spéciale), que l'on appelait la « police pour le contrôle des esprits », furent simplement réaffectés à d'autres ministères. Il ne fait aucun doute que beaucoup d'entre eux ont été très utiles dans la chasse aux communistes des autorités américaines dans les dernières années de l'occupation.

En Italie et en Allemagne de l'Ouest, les changements effectués pendant l'occupation sous commandement américain furent essentiellement limités à la superstructure politique. Il n'y eut aucun changement fondamental dans la base économique de ces sociétés. Au Japon, au contraire, le régime d'occupation américain fit une réforme agraire qui transforma la masse des métayers en petits et moyens propriétaires terriens. Annonçant cette réforme fin 1945, MacArthur, un militariste américain réactionnaire, déclarait qu'elle « détruira le servage économique qui a maintenu en esclavage le fermier japonais pendant des siècles d'oppression féodale » (cité par R.P. Dore, *Land Reform in Japan* [La réforme agraire au Japon], Londres, Oxford University Press, 1959).

Comme nous l'avons vu, le gros de la gauche japonaise, représenté par le PCJ, expliquait depuis longtemps que les formes d'exploitation féodales étaient toujours prédominantes dans l'agriculture. Pour évaluer l'impact de la réforme agraire de MacArthur, il faut prendre en compte la politique d'ensemble du régime d'occupation américain, et notamment ses interactions avec l'intensification de la guerre froide en Extrême-Orient, au moment de la Révolution chinoise de 1949 et de la guerre de Corée en 1950-1953.

La vague de luttes ouvrières et l'occupation US

On peut diviser l'occupation en trois phases. La première, « démocratique », a vu une importante vague de radicalisation ouvrière. Elle fut suivie d'une période de réaction politique, de répression et d'austérité économique, que les historiens ont appelé la « marche arrière ». Et lors de la période finale, qui fut précipitée par le déclenchement de la guerre de Corée en juin 1950, l'impérialisme américain et l'impérialisme japonais, qui renaissait de ses cendres, s'allièrent contre l'URSS.

C'est une grève de prisonniers de guerre chinois et de travailleurs forcés coréens affectés au travail obligatoire dans les mines d'Hokkaido qui fut le détonateur de la vague de luttes ouvrières en septembre 1945. Le gouvernement japonais et les propriétaires des mines avaient embauché des nerfs pour fomenter des attaques racistes, mais leurs efforts pour dresser les ouvriers japonais contre leurs frères de classe chinois et coréens se soldèrent par un échec. L'action courageuse des mineurs d'Hokkaido déclencha une vague de grèves encore plus importante. En décembre 1946, 92% des mineurs du Japon étaient syndiqués. Un an et demi après la fin de la guerre, près de 4,5 millions d'ouvriers étaient organisés dans des syndicats, comparé à moins d'un demi-million dans la période la plus favorable de l'avant-guerre.

Le Parti communiste était la seule grande organisation politique du Japon impérial à s'être opposée à la campagne impérialiste pour la colonisation et la guerre mondiale. De ce fait, ses dirigeants et ses cadres qui sortaient de prison ou revenaient d'exil jouissaient d'une immense autorité morale, bien au-delà de ce qui constituait auparavant la base du parti. Dans son principal ouvrage sur l'occupation, un historien de gauche américain écrivait :

« Le fait que ce soit des communistes convaincus qui ont résisté avec le plus de principes à la guerre conférait à ces personnes une aura considérable. Quand Tokuda Kyuichi et plu-



Daily Worker

Un dessin publié par le PC américain applaudit l'infâme bombardement atomique sur Hiroshima, en août 1945. Le PC japonais a soutenu l'occupation alliée jusqu'en 1950. Ci-dessous, Tokuda Kyuichi, dirigeant du PCJ, fait un discours en février 1949.

National Archives



sieurs centaines d'autres communistes furent libérés de prison, ils devinrent instantanément des célébrités et des héros dans une société dont les anciens héros avaient soudain été débouloonnés. De même, le retour de Chine [du dirigeant du PCJ] Nosaka Sanzo, en janvier 1946, après un long voyage, attira une foule immense. Lui aussi fut accueilli en héros; on dit que même des conservateurs étaient venus l'acclamer.»

— John Dower, *Embracing Defeat, Japan in the Wake of World War II* [Embrasser la défaite, le Japon au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale], New York, W. W. Norton & Co., 1999

Les meetings qui accueillait les dirigeants du PCJ libérés attiraient un grand nombre de personnes d'origine coréenne. Kim Ch'on-hae, dirigeant coréen du PCJ, joua un rôle central dans la création de l'organisation coréenne militante Chouren; il sillonnait le pays pour inciter les Coréens à adhérer à Chouren et au PCJ. Des militants du PCJ étaient à la direction de la Sanbetsu, la fédération syndicale la plus combative. La classe ouvrière était clairement à l'offensive. L'aspect le plus spectaculaire et le plus significatif du radicalisme

ouvrier dans cette période fut la formation de comités de «contrôle de la production» qui prenaient le contrôle des usines et remettaient en cause l'autorité traditionnelle de l'encadrement et des propriétaires. Une journaliste américaine de gauche en visite au Japon à cette époque écrivait :

«Dans les premiers jours de l'occupation, la plupart des conflits étaient réglés rapidement, en général par une victoire du syndicat. Les employeurs étaient abasourdis par la défaite, désorganisés et incertains; ils craignaient de s'aliéner les forces d'occupation, et dans certains cas, sans doute, redoutaient que la situation ne devienne révolutionnaire.»

—Miriam S. Farley, *Aspects of Japan's Labor Problems* [Aspects des problèmes du mouvement ouvrier japonais], New York, The John Day Company, 1950

La réforme agraire et la défaite de la vague de luttes d'après-guerre

Le programme de réforme agraire mis en œuvre par MacArthur était explicitement destiné à empêcher les masses rurales de rejoindre le mouvement des luttes ouvrières urbaines. Le Premier Mai 1946, trois millions d'ouvriers et de paysans participèrent à des manifestations dans tout le pays. Avec l'aggravation de la crise alimentaire, des Comités de citoyens pour le contrôle de la nourriture surgirent un peu partout dans le pays. Le 19 mai, un Premier Mai de la nourriture fut organisé à Tokyo: 300000 ouvriers et paysans pauvres encerclèrent les bureaux du Premier ministre pour exiger sa démission.

Ces événements alarmèrent les forces d'occupation, et pour y répondre elles s'empressèrent de concocter un programme de réforme agraire, qui fut finalement annoncé en octobre 1946. Un tiers de toutes les terres arables du Japon (un peu moins de deux millions de *chos* – presque autant d'hectares) fut transféré des propriétaires fonciers aux métayers. Les propriétaires fonciers avaient obligation de vendre ces terres au gouvernement, qui les revendait au prix d'achat aux métayers ou autres fermiers qui les travaillaient. L'aspect financier de l'opération fut grandement facilité par le taux d'inflation élevé de l'époque, puisque le gouvernement comme les fermiers qui lui achetaient les terres payaient en yens, et que le yen se dépréciait rapidement. La plupart des métayers n'eurent pas besoin de contracter d'emprunts à long terme, mais purent acheter les

terres en liquide en l'espace d'un an ou deux.

La proportion des terres cultivées sous une forme ou une autre d'affermage chuta de 45% à 10%. Et la proportion de métayers au sens strict du terme (c'est-à-dire ne possédant aucune terre) tomba de 28% à 5%. Il s'était donc produit un changement significatif dans la structure de la propriété des terres, et une réduction de la plus-value (rente et intérêts) extraite des travailleurs ruraux. Ceci enraya le mécontentement dans les campagnes, et permit à MacArthur de se consacrer à la lutte contre la classe ouvrière.

Dans les villes, pendant ce temps, le gouvernement japonais se dirigeait vers une confrontation de grande ampleur avec la classe ouvrière. La situation économique continuait à se désintégrer, les prix des produits de première nécessité avaient quasiment quadruplé. Le mécontentement était aussi alimenté par l'impression que pas grand-chose n'avait changé dans la structure politique du pays. La Sanbetsu appela à une grève générale pour le 1^{er} février 1947, elle réclamait non seulement une augmentation des salaires mais aussi la démission du gouvernement de droite Yoshida, détesté de tous, et l'établissement d'un «gouvernement populaire»; ces revendications étaient soutenues avec enthousiasme par les trois principales fédérations syndicales, représentant quelque quatre millions d'ouvriers. Mais les stalinien japonais, tout comme leurs congénères d'Europe de l'Ouest, n'étaient ni enclins ni prêts à lutter pour le pouvoir. Effrayés, mais désireux de sauver la face, ils demandèrent au quartier général de MacArthur de publier un ordre écrit interdisant la grève, ce que MacArthur accepta. Littéralement en dernière minute, li Yashiro, le chef du comité de grève, appela dans un message radiodiffusé à annuler la grève.

Le PCJ avait ainsi fait subir à la classe ouvrière une lourde défaite qui imprima de façon négative sa marque sur l'ordre social de l'après-Deuxième Guerre mondiale. Il avait aussi perdu une occasion énorme de surmonter le virulent nationalisme japonais qui avait enchaîné la classe ouvrière à sa bourgeoisie. Chouren avait collecté de l'argent et organisé des comités de soutien à la grève, écrivant dans son journal: «La grève générale de février que prépare la classe ouvrière japonaise, et qui est dans notre intérêt mutuel, doit être notre lutte. Sa victoire sera notre victoire, et sa défaite notre



Spartacist Canada Abonnez-vous!

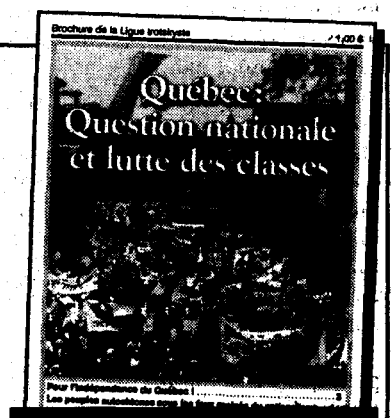
Journal en anglais de la
Trotskyist League/Ligue trotskyste
3 \$Cdn ou 3 € pour 4 numéros (incluant *Spartacist*)
Hors Canada: 8 \$Cdn ou 6 €

Commande

Spartacist Canada Publishing Association
C.P. 6867, succursale A
Toronto, Ontario M5W 1X6, Canada

ou:

Le Bolchévick
BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, France



Collection d'articles sur la
question nationale au Québec
1 \$Cdn ou 1 € (32 pages)

Pour contacter
la Ligue trotskyste/
Trotskyist League

Toronto: C.P. 7198, succursale A, Toronto, ON M5W 1X8 (416) 593-4138
Vancouver: C.P. 2717, Main P.O., Vancouver, BC V6B 3X2 (604) 687-0353
Courrier électronique: spartcan@on.aibn.com

défaite.» Chouren ne fut même pas informé que la grève avait été annulée! Les staliniens perdirent bientôt leur influence et leur autorité dans tout le pays.

Le régime d'occupation américain entreprit alors de briser le mouvement syndical dirigé par des militants de gauche. En 1948, le quartier général de MacArthur interdit toute grève des fonctionnaires, qui avaient été jusque-là à la pointe de la combativité ouvrière. Ceci fut suivi d'une vaste chasse aux communistes. Environ 20000 militants du Parti communiste, ainsi que d'autres militants de gauche, furent licenciés. Ceci fit chuter les effectifs de la Sanbetsu, qui passèrent de plus d'un million de membres à la mi-1949 à moins de 300000 un an plus tard. Les syndicats dirigés par des sociaux-démocrates perdirent eux aussi des membres pendant cette période.

A la fin de l'occupation, le Japon avait le mouvement syndical *le plus faible* de tous les grands pays capitalistes avancés. En 1953, une grève de Nissan fut vaincue. Par la suite, les ouvriers du secteur industriel privé furent organisés dans des «syndicats» financés et contrôlés par les entreprises. C'est donc la politique répressive de la «marche arrière», et non les réformes «progressistes» de la période précédente, qui a beaucoup contribué au «miracle économique» japonais des années 1950-1960.

L'agriculture, la guerre froide et le «miracle économique» japonais

La thèse selon laquelle la réforme agraire réalisée sous l'occupation américaine a représenté une sorte de révolution bourgeoise est le plus souvent basée sur l'argument que le système agraire d'avant 1945 bloquait la poursuite de la modernisation du pays. Cet argument a deux volets. Le premier c'est que la condition misérable des travailleurs ruraux limitait le marché intérieur pour les produits industriels. Le second est que le développement d'un secteur agricole moderne était essentiel pour le développement du Japon, et que la pauvreté des métayers d'avant la Deuxième Guerre mondiale bloquait ce développement car il leur manquait à la fois les moyens financiers et les incitations économiques pour investir dans des technologies modernes.

Dans le court terme historique, l'accroissement des reve-


nus des foyers ruraux du fait de la réforme agraire fut consacré, comme on pouvait le prévoir, presque entièrement à la consommation et non à l'investissement. Dans une large mesure, l'augmentation de la consommation des anciens métayers et de leurs familles remplaça simplement celle de leurs anciens propriétaires. De toute façon, la demande accrue de produits manufacturés dans les villages n'a été au mieux qu'un facteur minime dans le développement industriel rapide du Japon des années 1950.

Le deuxième volet de l'argument ne résiste pas non plus à l'examen. Les dirigeants du Japon de l'époque Meiji avaient poursuivi une politique d'autosuffisance agricole, pour la même raison qu'ils avaient interdit *de facto* les investissements étrangers et construit un complexe militaro-industriel moderne: pour protéger l'indépendance du Japon contre la menace représentée par les Etats impérialistes occidentaux. Dans les années 1890 Tani Kanjo, le principal homme d'Etat de l'époque Meiji qui avait autrefois été ministre de l'Agriculture et du Commerce, déclarait que le Japon devait être capable de se nourrir lui-même en cas de guerre, que l'autosuffisance en produits alimentaires de base était plus importante encore que l'autosuffisance en armement moderne.

Cependant, il était inefficace et contraire à la dynamique du marché capitaliste mondial que le Japon conserve un secteur agricole important. Ainsi, une des principales motivations économiques de l'expansionnisme colonial japonais en Extrême-Orient, des années 1890 jusqu'aux années 1930, était d'obtenir des sources sûres de produits agricoles relativement bon marché, ainsi que des matières premières pour l'industrie. Fin 1941, quand le Japon entra en guerre contre les Etats-Unis, 31 % de son riz et 58 % de son soja venaient de Mandchourie et des autres régions occupées de la Chine, sans compter les colonies asiatiques plus anciennes du Japon, la Corée et Formose (Taïwan).

C'est au niveau politique, et non économique, que la réforme agraire parrainée par les autorités d'occupation américaines a donné le plus de résultats. Dans les années 1920 et au début des années 1930, les métayers et les petits propriétaires paysans s'étaient lancés dans des luttes de masse contre les propriétaires fonciers rapaces et les usuriers de village sous la direction des communistes et d'autres militants de gauche. Au milieu et à la fin des années 1940, quand les paysans ont acquis leurs propres terres et ont reçu des prêts subventionnés par le gouvernement, ils sont devenus politiquement conservateurs. Les villages ont fourni une forte proportion (quoique en diminution progressive) des voix qui ont maintenu au pouvoir à Tokyo une formation de droite, le Parti libéral-démocrate (PLD) – sauf durant une brève période au milieu des années 1990. Le PLD continue à maintenir un secteur agricole pour des raisons politiques. Ceci nécessite non seulement un niveau élevé de protectionnisme, mais aussi des subventions massives et des programmes de travaux publics dans les campagnes qui représentent une lourde charge pour l'économie dans son ensemble.

Un programme d'austérité a coïncidé avec la chasse aux communistes et l'offensive antisyndicale déclenchées en 1947 par le régime d'occupation américain, et a aussi contribué à aggraver celles-ci. Ce programme était appelé la «ligne Dodge», du nom de son principal architecte, le banquier réactionnaire de Detroit Joseph Dodge.

SPARTACIST 

EDITION FRANÇAISE AUTOMNE 1997

Pour un parti leniniste trotskyste!

Publication d'inédits tirés des archives soviétiques
Le combat de Trotsky contre la trahison stalinienne de la Révolution bolchévique
PAGE 49

Regroupement révolutionnaire ou alchimie centriste ?
PAGE 54

ISSN 0368-2885/97 0000-0000 PERIOD. DIV. MARCO, 3301 TORONTO, ONT. M5W 1X6 CANADA

Spartacist

édition française

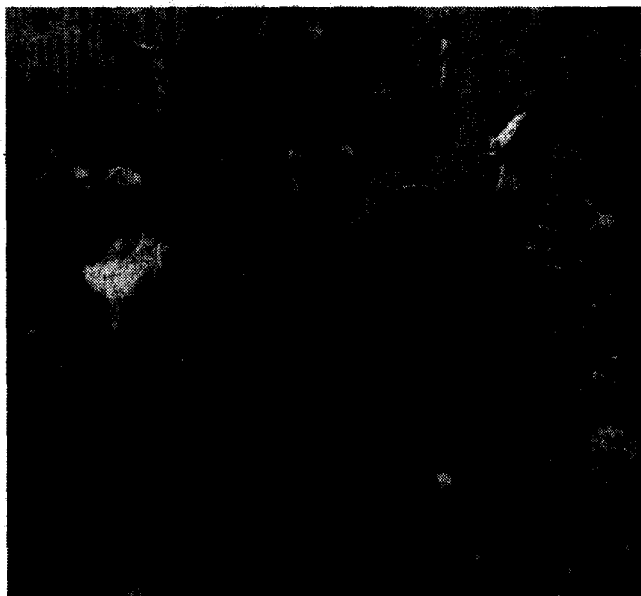
n° 31
(automne 1997)

1,50 €
(64 pages)

Commande :

Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
France

Spartacist Canada
Publishing Association
C.P. 6867, succursale A
Toronto, ON M5W 1X6
Canada



Xinhua

Corée du Nord, 1953: Des héros chinois de la guerre pour repousser l'invasion américaine sont acclamés.

Sur ordre de Dodge, le gouvernement japonais avait considérablement réduit les dépenses, tandis que la masse monétaire et le crédit se contractaient brutalement. En conséquence de quoi 500 000 ouvriers furent licenciés, dans le secteur public et le secteur privé. On estime qu'un tiers de toutes les petites entreprises fit faillite.

Pourtant, vingt ans plus tard, on parlait couramment d'un « miracle économique » japonais. La cause profonde de ce changement rapide du destin économique du Japon est à chercher dans les événements de portée mondiale survenus en Asie continentale. En 1945, quand les Etats-Unis ont vaincu le Japon, les impérialistes américains pensaient qu'ils avaient finalement le contrôle sur la Chine, le grand enjeu de la guerre du Pacifique. Le gouvernement américain voyait dans le régime de Chiang Kai-shek son principal point d'appui en Extrême-Orient. Ceci avait été souligné au niveau diplomatique par la décision de faire de la Chine un des cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies nouvellement constituées. Et dans la logique de cette orientation stratégique de Washington vis-à-vis de la Chine, il fallait empêcher le Japon de se relever et de redevenir une grande puissance capitaliste (et un rival potentiel) en Extrême-Orient.

Mais quand, en 1949, l'Armée populaire de libération, la force militaire à dominante paysanne de Mao Zedong, l'emporta face aux forces de Chiang dans la guerre civile chinoise, les plans de l'impérialisme américain pour dominer l'Extrême-Orient furent bouleversés. Les dirigeants américains entreprirent de faire du Japon leur principal allié stratégique dans la région, un tournant grandement accéléré par la guerre de Corée. C'est cette guerre de grande ampleur entre l'impérialisme américain et les pays communistes d'Asie qui sortit finalement le Japon de sa récession économique prolongée d'après 1945.

Mitsubishi, Toyota et Cie devinrent l'intendance des forces expéditionnaires américaines en Corée, à qui ils fournissaient toute une gamme de matériel, depuis des camions et des munitions jusqu'à des uniformes et des produits pharmaceutiques. Pendant les huit premiers mois de la guerre, la

production d'acier augmenta de près de 40%. L'industrie japonaise était aussi mobilisée pour effectuer des réparations sur les navires de guerre, les avions et les chars US. Le Premier ministre Yoshida, euphorique, qualifia la guerre de Corée de « cadeau des dieux ».

Ainsi commençait le « miracle économique » japonais, qui devait durer deux décennies. Dans les années 1950-1960, le Japon enregistrait en permanence un important excédent de sa balance commerciale avec les Etats-Unis; ce que le pouvoir en place à Wall Street et à Washington acceptait à l'époque comme le prix à payer pour maintenir son alliance stratégique avec le Japon contre les Etats sino-soviétiques. C'est seulement au début des années 1970 que les Etats-Unis entreprirent d'endiguer le flot des importations de produits manufacturés japonais au moyen de divers dispositifs protectionnistes. Ce fut le commencement de la fin du « miracle économique » japonais. Dans la décennie qui a suivi la destruction contre-révolutionnaire de l'Union soviétique, le Japon s'est retrouvé plongé dans un marasme économique prolongé.

Vers une république ouvrière japonaise !

Quand le PCJ, sous la pression de Moscou, se décida enfin à s'opposer à l'occupation, il prétendit que les troupes alliées avaient transformé le Japon en pays dépendant, voire en « semi-colonie », de l'impérialisme américain. En 1950 Tokuda Kyuichi, le secrétaire général du PCJ, comparait le Japon à la Chine d'avant 1949, sous le régime fantoche de Chiang Kai-shek ! Sous prétexte qu'une révolution « anti-impérialiste » est nécessaire pour débarrasser le Japon de ce statut de dépendance, le PCJ continue aujourd'hui encore à colporter le schéma étapistes :

« Ce qui est caractéristique de la situation actuelle du Japon c'est sa subordination d'Etat envers les Etats-Unis, situation extraordinaire non seulement parmi les pays capitalistes développés mais dans les relations internationales du monde contemporain, dans lequel la colonisation appartient à l'histoire. La domination US sur le Japon a clairement un caractère impérialiste, parce qu'elle foule aux pieds la souveraineté et l'indépendance du Japon dans l'intérêt de la stratégie mondiale US et du capitalisme monopoliste US [...].

« Le changement dont la société japonaise a besoin aujourd'hui, c'est une révolution démocratique et non une révolution socialiste. C'est une révolution qui mettra fin à l'extraordinaire subordination envers les Etats-Unis et au pouvoir tyrannique des grandes sociétés et des cercles affairistes, une révolution qui assurera au Japon une authentique indépendance et qui accomplira des changements démocratiques dans la politique, l'économie et la société. »

— *Nihon Kyosan-to Koryo* (Programme du Parti communiste japonais), adopté lors du 23^e Congrès, janvier 2004 (projet de traduction en anglais par le PCJ)

Un article publié en 1956 dans *Rebelle*, un précurseur direct de la LCRJ pseudo-trotskyiste, décrivait le Japon en des termes similaires à ceux des stalinien, comme « une dépendance particulière, intermédiaire entre colonie et dépendance ». C'est une position répandue dans toute la gauche réformiste japonaise. Ainsi, le groupe « nouvelle gauche » Kakumaru, issu d'une scission extrêmement stalinophobe de la LCRJ en 1958, s'indigne que :

« Le régime Koizumi accède à toutes les exigences politiques, économiques et militaires du régime Bush [...]. Koizumi porte peut-être un bandeau orné d'un hinomaru [soleil levant], mais ses sous-vêtements sont des caleçons aux couleurs d'une bannière étoilée géante, et ses chaussures sont des rangiers de l'armée US. »

— *Kaiho* (Libération), 19 janvier 2004

Avec leur supériorité militaire écrasante, les Etats-Unis

restent la puissance impérialiste dominante sur cette planète. Mais comme la tension monte avec les Etats-Unis, particulièrement depuis l'effondrement contre-révolutionnaire de l'Union soviétique en 1991-1992, la bourgeoisie japonaise a considérablement intensifié le renforcement de son armée pour qu'elle soit à la hauteur de sa puissance économique, et pour démontrer qu'elle est déterminée à protéger ses propres intérêts impérialistes dans toute l'Asie. Le Japon a envoyé des navires de guerre, des avions et plus de 1000 soldats dans l'océan Indien pour aider l'invasion américaine de l'Afghanistan en 2001. Il maintient un contingent d'environ 500 soldats qui participent à l'occupation de l'Irak. En prétendant que le Japon est sous la coupe de l'impérialisme américain, la gauche pseudo-socialiste montre comment elle nage elle-même dans le nationalisme japonais jusqu'au cou, et fait le jeu des éléments revanchistes les plus extrêmes de la bourgeoisie japonaise.

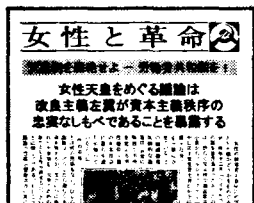
Lors du Premier Congrès des travailleurs d'Orient, en janvier-février 1922, Zinoviev déclarait avec raison: «Le prolétariat japonais tient entre ses mains la clé de la solution de la question extrême-orientale.» Bien que le prolétariat ait maintenant un vrai poids social dans d'autres pays d'Extrême-Orient, la classe ouvrière japonaise reste la plus puissante de la région. Si les travailleurs japonais ne veulent pas se retrouver face à un chômage massif ou embarqués dans de nouvelles aventures impérialistes, ils doivent se joindre aux ouvriers d'Indonésie, du Vietnam, de Thaïlande, de Chine et de Corée dans la lutte pour une Asie socialiste. Et cela veut dire en particulier qu'ils s'allient pour défendre militairement les Etats où le capitalisme a été aboli en Asie –

la Chine, la Corée du Nord et le Vietnam – malgré leurs directions stalinienne. Une révolution prolétarienne au Japon encouragerait énormément le prolétariat chinois à chasser les bureaucrates qui exposent le pays à l'exploitation impérialiste et au danger de contre-révolution interne. Mais cela signifie qu'il faut rompre avec le nationalisme virulent qui est la justification idéologique de l'impérialisme japonais.

Dans son article de 1933, Trotsky notait: «Le mélange hâtif entre Edison et Confucius a laissé son empreinte sur toute la culture japonaise.» Le Japon a encore aujourd'hui d'innombrables traces de son passé féodal. L'article premier de la Constitution d'après-guerre déclare que l'empereur est «le symbole de l'Etat et de l'unité du peuple», et l'empereur continue de servir de point de ralliement à toutes les forces réactionnaires de la société japonaise. Toutes les dates officielles, pour le gouvernement comme pour les activités commerciales, sont calculées sur les années de règne de l'empereur actuel. L'Etat est toujours basé sur la mythologie shintoïste, avec son concept raciste de la supériorité des peuples du Yamato. La citoyenneté japonaise n'est pas automatiquement accordée, même à des Coréens et à des Chinois de la quatrième ou de la cinquième génération au Japon.

Il continue à exister des discriminations contre ceux dont les ancêtres étaient *Burakumins*. Comme la majorité des *Burakumins* sont contraints de vivre dans des quartiers séparés, l'adresse sur les livrets de famille les identifie immédiatement. Les enfants *Burakumins* sont brutalisés à l'école, les adultes se voient refuser des emplois, et dans de nombreux

Articles publiés par le Groupe spartaciste du Japon



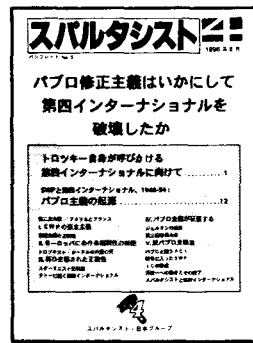
Spartacist Japon n° 26
(septembre 2002)
Comprend : «Le débat sur l'impératrice montre comment la gauche réformiste est le serviteur loyal de l'ordre capitaliste.»
US\$1, ¥100 (32 pages)



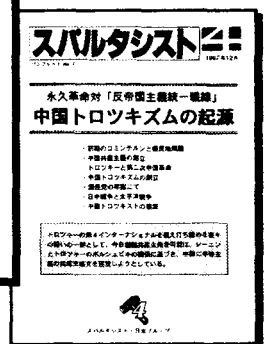
Spartacist Japon n° 28
(octobre 2003)
Comprend : «Impérialistes japonais, US: bas les pattes devant la Corée du Nord ! Défense de Chosen Soren contre les attaques anticommunistes et racistes !»
US\$1, ¥100 (32 pages)



Spartacist Japon n° 29
(avril 2004)
Comprend : «Irak : Troupes d'occupation US, britanniques et alliées dehors ! Retrait immédiat des troupes impérialistes japonaises d'Irak et du Proche-Orient !»
US\$1, ¥100 (32 pages)



Brochure n° 5 (août 1996)
Comprend : «Le SWP et la Quatrième Internationale, 1946-1954 : Genèse du pablisme»
US\$2, ¥200 (32 pages)



Brochure n° 7 (décembre 1997)
«Révolution permanente contre "front unique anti-impérialiste" ; Les origines du trotskysme chinois»
US\$2, ¥200 (28 pages)

Abonnement à Spartacist Japon (organe du Groupe spartaciste du Japon) : ¥500 (2 ans), international ¥1000

Pour commander, chèque à l'ordre de: Spartacist Publishing Co., Box 1377 GPO, New York, NY 10116, USA ou à Spartacist Group Japan, PO Box 49, Akabane Yubinkyoku, Kita-ku, Tokyo 115-0091, Japan

cas des amants sont séparés par des parents réactionnaires qui croient toujours que les *Burakumins* sont des sous-hommes.

Le Japon – le pays du train à grande vitesse, de la PlayStation de Sony, de la robotique, celui qui a développé une technologie de précision de pointe – a la capacité technologique, si elle était placée dans les mains de la classe ouvrière, d'accélérer de façon formidable l'élimination de la faim, de la pénurie et des maladies. Mais on interdit toujours aux femmes de pénétrer dans les tunnels en construction du train à grande vitesse de peur que la «déesse de la montagne» ne devienne jalouse. Elles ne peuvent pas non plus entrer dans un *sumo dojo* (une arène de lutte), parce qu'elles sont «impures». La langue japonaise a toujours une structure compliquée à quatre niveaux qui exige des degrés différents de soumission en fonction de la classe, de l'âge, du sexe et du statut social de la personne à qui l'on s'adresse. L'*onna kotoba*, une langue séparée pour les femmes, encourage délibérément l'obéissance et la soumission; elle est obligatoire pour toutes les cérémonies officielles et doit être utilisée au sein même de la famille quand une femme s'adresse à ses gendres. Le GSJ lutte pour l'élimination de toutes les discriminations basées sur le statut, l'âge et le sexe, et de ce qui leur sert d'appui dans un langage dégradant.

Selon presque tous les indicateurs sociaux, les femmes japonaises se trouvent au bas de l'échelle des pays industriels avancés. Un peu plus de la moitié seulement des femmes japonaises travaillent, contre 70% de leurs consœurs occidentales. L'idéologie de la «bonne épouse, mère avisée» est codifiée dans la loi et les pratiques des entreprises. La plupart des entreprises versent aux employés de sexe masculin des primes familiales si leur femme ne travaille pas; ces primes représentent souvent davantage que ce que pourrait gagner une femme mariée travaillant à mi-temps. 77% des travailleurs à temps partiel au Japon sont des femmes. En moyenne, le salaire des femmes représente seulement 60% de celui des hommes, et ce pourcentage est resté stable depuis que les femmes sont entrées pour la première fois dans le monde du travail comme ouvrières du textile, à la fin des années 1880. La pression sociale exercée sur une femme qui atteint la trentaine pour qu'elle se marie et occupe la «place convenable» dans la société est énorme. Les femmes célibataires plus âgées sont appelées *makeinu* (chiennes perdantes) et *motenai onna* (femelles non désirées).

La Ligue communiste internationale se réclame de l'héritage de la Quatrième Internationale de Trotsky. Nous étudions ses décisions programmatiques et politiques avec un esprit critique, afin de nous armer pour les batailles à venir. Nous avons également examiné d'un œil critique l'héritage des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste, et cela nous a conduits à formuler des réserves sur certaines décisions adoptées à l'occasion du Quatrième Congrès. Le Groupe spartaciste du Japon poursuit le combat pour forger un parti authentiquement communiste au Japon. Ce parti ne peut être construit que sur la base d'une lutte intransigeante contre la recrudescence du chauvinisme japonais, la résurgence du militarisme et l'affreuse oppression des femmes. En refusant de charger du matériel militaire sur des navires de guerre japonais en partance pour l'océan Indien en 2001, les dockers de Sasebo ont donné un exemple remarquable au prolétariat du monde entier. Abolition du système impérial! Troupes japonaises hors d'Irak, de l'océan Indien, du Timor oriental et du plateau du Golan! Pour la fin des discriminations à l'encontre des *Burakumins* et des Aïnous! Les registres familiaux à la poubelle! Pleins droits de citoyen-



Spartacist Japan

Avril 1996 – Le Groupe spartaciste du Japon manifeste contre l'alliance militaire du Japon et des USA. Sur un des panneaux, on peut lire : «Pour le droit de l'Etat ouvrier déformé chinois de faire des essais nucléaires!»

neté pour les Japonais d'origine coréenne et chinoise, et pour tous ceux qui vivent au Japon! Déchirez les cartes de *gaijin* (étranger)! A travail égal, salaire égal! Pour un contrôle des naissances gratuit et sûr, des crèches ouvertes 24 heures sur 24 et une prise en charge médicale des personnes âgées! Le Groupe spartaciste du Japon défend des revendications comme celles-ci dans le cadre de son programme général de révolution socialiste. C'est seulement sur ce programme que l'on pourra forger le parti révolutionnaire prolétarien qui pourra diriger la lutte pour renverser le capitalisme au Japon. En avant vers une république ouvrière japonaise!

Note

Certains documents provenant des archives du Comintern sur le PCJ ont été publiés en russe dans *VKP(b), Komintern i Yaponiya 1917-1941 (le VKP(b) [Parti communiste pan-russe (bolchévique)], le Comintern et le Japon, 1917-1941* [Moscou, Encyclopédie politique russe, 2001]. Nous nous sommes appuyés sur ce recueil pour le présent article. En 1998 et 1999, le professeur Kato Tetsuro, historien social-démocrate anticommuniste, a publié en japonais les résultats de ses recherches dans les archives du Comintern sur le PCJ dans une série d'articles: «1922.9 no Nihon Kyosan-to Koryo» [ue, shita]; «Dai Ichi-ji Kyosan-to no Mosokawa Hokokusho» [ue, shita] (*Ohara Shakai Mondai Kenkyujo Zasshi*, Hosei Daigaku, Ohara Shakai Mondai Kenkyujo, 1998.12, 1999.1, 1999.8, 1999.11) («Le programme de 1922 du Parti communiste japonais» [première et deuxième parties], et «Rapport de Moscou sur le premier Parti communiste» [première et deuxième parties], *Journal de l'Institut Ohara pour la recherche sociale*, décembre 1998, janvier, août, novembre 1999). La collection complète des documents microfilmés, *Comintern Archives: Files of the Communist Party of Japan (Archives du Comintern: les dossiers du Parti communiste du Japon)*, publiée au printemps 2004 par IDC Publishers aux Pays-Bas, n'était malheureusement pas encore disponible à l'époque de la rédaction du présent article. ■

Femmes et Révolution...

(Suite de la page 60)

activités illégales : dans ce cas, elles reflètent aussi le parti pris du chercheur. Mais il y a effectivement un nombre incalculable d'immigrées clandestines travaillant comme prostituées qui doivent rembourser des dettes exorbitantes au passeur qui leur a fait traverser la frontière, ou qui sont prises au piège par un réseau criminel. Il est généralement reconnu que les travailleurs piégés par les dettes sont essentiellement des immigrés clandestins qui sont ouvriers agricoles, domestiques, nourrices, ou qui sont horriblement exploités dans de petites entreprises du tiers-monde.

Le kidnapping, l'asservissement par la dette, les agressions sexuelles, les coups – quelle qu'en soit la raison – sont d'horribles crimes. Mais il faut faire une distinction qualitative entre ce type de contrainte et l'acte clairement consenti d'échanger de l'argent contre un rapport sexuel entre une personne prostituée et son client. Un des buts de la campagne « contre l'esclavage sexuel » est de mélanger « trafic d'êtres humains », « esclavage sexuel » et prostitution, et de mettre dans la catégorie d'« esclavage » tout rapport sexuel échangé contre de l'argent et tout passage clandestin de frontière. Maintenant, toutes les immigrées seraient des « esclaves sexuelles ».

Le tour de passe-passe de l'administration Bush consiste ici à réinterpréter le péché et le sexe avec le vocabulaire des « droits de l'homme », pour satisfaire les conservateurs religieux tout en adoptant une tournure de langage plus moderne. Donc, au cours d'un discours sur ce sujet aux Nations Unies en septembre 2003, Bush prêchait : « Près de deux siècles après l'abolition du commerce transatlantique des esclaves, et plus d'un siècle après que l'esclavage a été officiellement aboli, le commerce des êtres humains, quelle qu'en puisse être la motivation, ne doit pas être autorisé à prospérer à notre époque » (www.usembassy.it). Ceci vient d'un homme dont le procureur général est ouvertement un admirateur des anciens confédérés sudistes propriétaires d'esclaves ! Cela n'empêche pas des pontes de la presse comme le chroniqueur du *New York Times* Nicholas Kristof de saluer l'impérialisme des « droits de l'homme » de Bush. Ce Démocrate de gauche, qui avait relaté son expérience d'acheter des « esclaves sexuelles » au Cambodge afin de pouvoir « les libérer » (sans beaucoup de succès : l'une d'entre elles est restée au bordel et a insisté pour y rester), conclut l'une de ses chroniques en distribuant des louanges à l'administration réactionnaire actuelle : « La politique du président Bush envers les femmes a souvent été sans cœur – il a par exemple coupé les fonds pour des programmes en faveur d'accouchements sans risque en Afrique à cause de querelles idéologiques avec les groupes donateurs. Mais sur la question du trafic d'êtres humains, ce gouvernement a montré la voie » (*New York Times*, 31 janvier 2004).

Marchant au pas dans la croisade contre la « traite des femmes », on trouve des partenaires de longue date du gouvernement américain dans la chasse aux sorcières antisexe au nom des « valeurs familiales », comme la droite évangéliste et l'establishment féministe bourgeois. Le tour de passe-passe qui fait de toute prostitution de l'« esclavage sexuel » est gracieusement fourni par les organisations féministes conservatrices telles que la Coalition Against Trafficking in Women (CATW – Coalition contre la traite des femmes) qui assimile la prostitution au viol en série. La CATW a joué un rôle décisif dans l'écriture du projet de loi pour la protection des victimes du trafic d'êtres humains



Nations Unies

Misère et surexploitation dans le tiers-monde. Pour émanciper les femmes il faut renverser l'ordre capitaliste.

(2000) et du « Protocole pour la prévention, la répression et la punition du trafic d'êtres humains » (2001) des Nations Unies, lui-même un additif à la Convention de l'ONU contre le crime organisé transnational. Ces documents préparent le terrain à une chasse aux sorcières internationale des polices contre les immigrés clandestins, présentés soi-disant comme des « trafiquants sexuels », ce qui va inévitablement frapper les femmes le plus durement.

Cette campagne qui se retourne contre les femmes a déjà dépassé le cadre de la répression policière. En janvier 2003 le gouvernement Bush a annoncé par le biais de l'USAID (Agence américaine pour le développement international) qu'il arrêterait le financement de projets internationaux qu'il considérait comme soutenant la décriminalisation de la prostitution et « la légalisation des drogues, de l'injection de drogues et de l'avortement ». De telles décisions ont un énorme impact, particulièrement dans les pays pauvres du tiers-monde où les femmes vivent dans des conditions d'arriération sociale, accablées par la réaction religieuse et le poids des traditions qui maintiennent le joug de l'oppression familiale. Comme le disait Anna-Louise Crago, membre fondateur du groupe d'action politique des travailleuses du sexe de Montréal :

« Déjà en 2001, le Conseil de la population et la Fondation Asie ont publié conjointement une étude qui a découvert qu'au Népal, un pays qui reçoit une bonne partie de l'argent de l'USAID contre le trafic d'êtres humains, « la pratique courante pour contrôler ce trafic est de limiter l'émigration des femmes ». On a découvert que des ONG envoyaient des messages menaçants aux femmes pour les décourager de quitter leur village et il y a aussi des femmes et des jeunes filles qui ont témoigné qu'on les avait empêchées de traverser la frontière, en dépit de véhémentes protestations qu'elles le faisaient de leur plein gré. »

– Alternet, « Unholy Alliance » [Une alliance contre nature], 21 mai 2003

La Loi pour renforcer la protection des victimes du trafic d'êtres humains (Trafficking Victims Protection Reauthorization Act – TVPRA), adoptée par le Congrès en décembre

2003, a deux clauses opérationnelles essentielles : une augmentation du budget pour « les patrouilles de douaniers sur les trains transfrontaliers pour identifier les victimes de trafics d'êtres humains », autrement dit, renforcer la police aux frontières ; un durcissement des clauses permettant aux Etats-Unis de sanctionner les pays qui, selon le Département d'Etat, ne respectent pas sa législation contre le trafic d'êtres humains. On offre des visas spéciaux aux « victimes » de ce trafic, mais seulement à la condition qu'elles coopèrent avec les procureurs du gouvernement ; autrement, elles seront elles-mêmes l'objet de poursuites en tant que prostituées et immigrées clandestines. De plus, la TVPRA rajoute le « trafic d'êtres humains » sur la liste des crimes de la loi RICO, une loi scélérate qui permet au gouvernement de saisir tous les biens des suspects, qui ainsi n'ont plus les moyens de se défendre. La TVPRA spécifie aussi qu'« Aucun financement [ne doit] servir [...] à faire la promotion, soutenir ou défendre la légalisation ou la pratique de la prostitution. »

Pourtant le gouvernement américain ne semble même pas prendre tellement au sérieux son propre battage médiatique. Bush prévoit de dépenser 1,5 milliard de dollars pour la « promotion du mariage » ; mais le Congrès a voté de réserver seulement 20 millions de dollars par an à « la prévention » et « la protection et l'aide » aux « victimes », sur un budget total de 100 millions de dollars par an prévu pour lutter contre le trafic d'êtres humains. Ceci aussi montre bien l'objectif répressif et idéologique de la loi, qui est de renforcer la trinité de l'oppression capitaliste : l'Etat capitaliste, la religion officielle et l'institution de la famille, source principale de l'oppression des femmes dans cette société de classe.

L'offensive impérialiste s'acharne contre les femmes

Cette croisade répressive est parrainée par les forces mêmes qui sont responsables de la destruction des Etats ouvriers de l'ex-Europe de l'Est et de l'ex-Union soviétique, où, en dépit des déformations des bureaucraties stalinienne, les économies planifiées signifiaient que tout le monde pouvait accéder aux services sociaux élémentaires. Le niveau sans précédent d'immigration, légale et clandestine, à l'échelle mondiale, est largement la conséquence directe de la contre-révolution capitaliste dans ces pays-là. Non seulement elle a dévasté ces pays mais elle a aussi rendu le tiers-monde de plus en plus vulnérable au pillage de l'impérialisme mondial. L'aide financière que les impérialistes accordaient auparavant aux pays du tiers-monde, comme concession pour les garder dans leur giron dans le contexte de la guerre froide contre l'URSS, a été réduite à une peau de chagrin. L'intensification de l'exploitation des travailleurs, l'aggravation de la misère et la guerre signifient que les gens se déplacent comme jamais auparavant.

En Europe de l'Est et dans l'ex-Union soviétique, la contre-révolution capitaliste a rejeté les femmes des décennies en arrière. Elles qui avaient été éduquées et employées à un des plus hauts niveaux dans le monde, font face maintenant à un chômage massif et chronique tandis que la prostitution est montée en flèche. Dans la Russie post-soviétique, le produit intérieur brut a chuté de plus de 80 % entre 1991 et 1997 ; d'après les statistiques officielles, il y a eu une baisse de 90 % des investissements en capitaux. Au milieu des années 1990, 40 % de la population de la Fédération de Russie vivait au-dessous du seuil de pauvreté officiel, et 36 % à peine au-dessus. Des millions de personnes souffrent de la faim.

Parmi les fléaux qui continuent à se répandre à travers le

monde dans ce climat économique et social réactionnaire, il y a le mariage forcé, l'achat et la vente d'enfants, la réclusion forcée sous un voile qui va de la tête aux pieds, l'excision et les « meurtres pour l'honneur ». La prostitution forcée, qui existe depuis des milliers d'années, est vraisemblablement en augmentation. Mais les mesures répressives adoptées par les Etats capitalistes au nom des « droits de l'homme » et de la « protection des femmes » ne vont faire qu'intensifier ces fléaux à cause de la répression de l'Etat. Les lois racistes contre les immigrés garantissent l'exploitation brutale des immigrés, privés de couverture sociale ainsi que de l'accès à l'éducation et à un avocat pour ceux qui sont victimes de crimes.

Le 1^{er} mai, dix pays économiquement dévastés d'Europe de l'Est ont adhéré à l'UE dont les frontières sont soi-disant « ouvertes », et les gouvernements d'Europe de l'Ouest ont eu une réaction de panique anti-immigrés. La presse à sensation britannique a prétendu que 1,6 million de Tsiganes d'Europe de l'Est étaient en train d'attendre l'ouverture des frontières britanniques, ce qui a créé la peur générale d'un afflux massif d'émigrés d'Europe de l'Est, une peur tellement répandue que même le président du Parlement européen l'a dénoncée comme « exagérée » (*Coventry Evening Telegraph*, 19 février 2004). Tous les gouvernements européens actuels ont adopté des mesures spécifiques pour faire des personnes appartenant aux dix nouveaux pays membres des citoyens de seconde zone, en restreignant soit le droit aux avantages sociaux, soit le droit au travail, soit les deux à la fois. Ces lois racistes jettent les immigrés dans les griffes des passeurs, vu que c'est souvent l'unique moyen d'entrer aux Etats-Unis ou en Europe.

Les lois qui régissent les mœurs en Europe sont généralement plus souples qu'aux Etats-Unis, mais chaque pays a une forme ou une autre de limitation, de réglementation ou d'interdiction au niveau de la loi qui permet le harcèlement policier. La majorité des prostituées du continent sont maintenant des immigrées. Comparé aux dizaines de milliers d'expulsions pratiquées chaque année dans la « forteresse Europe », le nombre de prostituées déportées est minuscule, mais les lois qui régissent les mœurs donnent à la police encore une arme supplémentaire et servent à justifier de nouvelles lois qui interdisent l'asile aux femmes immigrées qui fuient les persécutions de leur pays d'origine.

En France, 40 % des prostituées viennent des Balkans et 37 % sont d'origine africaine. En Italie, on estime que 90 % des femmes qui font le trottoir sont des immigrées sans



Marie Voignier

Lyon, 13 août 2002 : Manifestation de travailleuses du sexe contre de nouvelles mesures anti-prostitution

papiers. En 2002, l'Italie a lancé un coup de filet à l'échelle du pays, ce que le Premier ministre Silvio Berlusconi a appelé un combat entre le bien et le mal. Pour l'Etat italien, les grands sauveurs d'« esclaves sexuelles » ce sont le Vatican et les *carabinieri* (la police). Entre-temps, les autorités italiennes laissent périr noyés des femmes et des enfants d'Albanie et d'ailleurs qui tentent d'atteindre la côte est de la péninsule italienne.

Le harcèlement policier de la prostitution a augmenté, mais il n'a pas fait apparaître de solides preuves d'un « esclavage sexuel » en expansion. Le 11 octobre 2003, l'Agence France-Presse rapportait qu'une descente de police massive avait eu lieu sur tout le territoire de la République tchèque, que les Nations Unies appellent la plaque tournante du trafic sexuel, visant « le trafic de femmes vendues comme prostituées et la prostitution forcée ». Quelque 4 500 policiers ont perquisitionné 435 clubs érotiques et autres locaux du même type à travers tout le pays, à la recherche de femmes « forcées à travailler comme prostituées ». Sur les 96 personnes retenues pour interrogation, 17 ont été accusées de proxénétisme et 16 de « trafic de femmes vendues comme prostituées ». Mais sur les 1 391 personnes non tchèques qui ont été interrogées pendant ces rafles, la police n'a trouvé que trois prostituées étrangères qui aient demandé à être rapatriées.

Les prostituées européennes ont réagi contre le harcèlement policier et les sévices qui leur sont infligés par les criminels. En Espagne, où la majorité des prostituées viennent d'Amérique du Sud, d'Afrique et d'Europe de l'Est, le Collectif pour la défense des droits des prostituées a organisé une manifestation à Madrid pour exiger les mêmes droits que les autres travailleurs, comme la sécurité sociale payée par le patron, ce qui va les aider, d'après une porte-parole, à « tenter de rembourser les énormes dettes contractées envers les mafias qui les ont fait entrer clandestinement dans le pays » (*New York Times*, 19 janvier 2004).

USA, ONU, OTAN : retrait immédiat des Balkans !

L'une des conséquences désastreuses du battage médiatique, c'est qu'il empêche de voir les vrais crimes : la prostitution forcée qui existe réellement. La situation est probablement la pire dans les Balkans, où la dévastation de la contre-révolution capitaliste a été amplifiée par les destructions de la guerre impérialiste des USA et de l'OTAN contre la Serbie en 1999. Il y a constamment des éruptions meurtrières de haine ethnique, provoquées par l'éclatement de l'ancien Etat ouvrier déformé de Yougoslavie selon des lignes de fracture nationales. Des réfugiés fuyant les guerres et les conflits ethniques tentent désespérément de quitter la région. En même temps, l'occupation militaire, avec ses milliers de soldats des USA et de l'ONU, est une source fertile de clients pour la prostitution.

Ces éléments convergent pour faire des Balkans l'endroit où le trafic d'êtres humains est le pire en Europe. Les trafiquants y amènent des femmes de Russie et d'autres pays d'Europe de l'Est pour remplir les bordels, pendant que les Albanaises et d'autres femmes tentent de se faire un chemin jusque dans les grandes villes d'Europe de l'Ouest. Le gou-



Radial Press

Des réfugiés dans les ruines de Vukovar en 1998. La contre-révolution capitaliste, les bombardements, les conflits ethniques meurtriers ont détruit la société dans l'ex-Yougoslavie.

vernement américain prétend que ce sont des réseaux criminels qui dirigent le trafic d'« esclaves sexuelles » mais, dans les Balkans, ce trafic remonte directement au personnel des USA, de l'ONU et de l'OTAN. Lors d'une déclaration faite le 24 avril 2002 devant la Commission parlementaire sur les relations internationales, David Lamb, enquêteur des droits de l'homme dans les Balkans, qui avait fait une recherche sur la prostitution forcée là-bas, dénonçait la collusion et la duplicité de l'ONU : « Le trafic d'esclaves sexuelles en Bosnie existe en grande partie à cause de l'opération de maintien de la paix de l'ONU [...]. Ce trafic de femmes forcées à se prostituer et le commerce de la prostitution sont contrôlés par les seigneurs de guerre du crime organisé, dont la plupart sont arrivés au pouvoir en tant que chefs de guerre agressifs et sans pitié dans des armées ou des milices pendant la guerre. » En décrivant les difficultés qu'il a rencontrées dans son enquête sur ces mauvais traitements, il disait : « Toutes les fois que l'implication du personnel de l'ONU apparaissait à la surface dans l'enquête, le soutien du quartier général de l'ONU a stoppé [...]. Mes enquêteurs et moi-même avons été les témoins d'une incroyable tentative pour étouffer l'affaire qui semblait atteindre les plus hauts échelons du quartier général de l'ONU. »

Des articles de presse ont donné des détails sur l'implication tant du personnel des Nations Unies que de celui de la société DynCorp, une agence qui fournit des mercenaires au Pentagone, dans l'organisation des réseaux de proxénétisme dans les Balkans ; des femmes de l'Europe de l'Est étaient emmenées en Bosnie et se faisaient confisquer leur passeport (« L'armée secrète de l'Amérique pour le profit », *New York Times*, 13 octobre 2002 ; « Bosnie : La police de l'ONU accusée d'implication dans la prostitution », Associated Press, 19 juin 2001). Pour ce qui est des autres forces de l'OTAN, un article dans *Junge Welt*, « Le bordel d'enfants prostitués à Tetovo : scandale sexuel étouffé parmi les soldats de la Bundeswehr dans les Balkans » (1^{er} mars 2001), a révélé que la question de « bordels militaires de campagne » organisés par l'armée avait été discutée au sein du gouvernement de coalition du SPD et des Verts allemands. La porte-parole des Verts, Angelika Beer, aurait dit que le gouvernement se souciait « du bon état psychologique et donc de l'aptitude au combat » des troupes allemandes à l'étranger,

et que c'était une bonne raison pour organiser des bordels de *Mädchen* [jeunes filles] allemandes pour protéger les soldats des femmes mineures et présumées malades des Balkans. Cette proposition rappelle fort le système des bordels contrôlés par l'Etat dans le système concentrationnaire de la Wehrmacht de l'Europe occupée par les Nazis.

Les USA font un esclandre à propos de « l'esclavage sexuel » alors que les pires cas de prostitution forcée existent précisément dans la zone militairement occupée par les USA et par l'ONU. Lorsqu'en 1993, en plein massacre intercommunautaire tous azimuts, le Démocrate Bill Clinton avait menacé les Serbes d'intervention militairement, c'était les féministes pro-impérialistes qui appelaient le plus fanatiquement à la guerre, en manipulant des rapports de viols en masse et de violences sexuelles en Bosnie pour demander que la soldatesque américaine vienne « sauver » les femmes musulmanes bosniaques. NOW (Organisation nationale pour les femmes) avait même réclamé des sanctions du Fonds monétaire international, cet infâme cartel international de banquiers qui depuis des décennies soumet des centaines de millions de pauvres du tiers-monde à une politique de famine brutale.

La guerre fait inévitablement surgir la prostitution, c'est seulement une question de degré dans la brutalité. Du général Joe Hooker de la guerre civile américaine, dite de Sécession, à qui on attribue communément d'avoir apporté aux Anglo-américains un nouveau mot pour le plus vieux métier du monde [« hooker » signifie « prostituée » en anglais], jusqu'aux lieux de « villégiature » en Thaïlande pour les permissionnaires américains pendant la sale guerre impérialiste contre le Vietnam, la prostitution fait inévitablement partie des bagages de l'armée.

Parlant d'une guerre impérialiste du passé, l'auteur Lujó Basserman écrivait :

« Lorsqu'on rapporta à Berlin la remarque arrogante de la reine Victoria disant que l'existence de prostituées était un affront à Sa Majesté, une prostituée inscrite au registre de la police, du nom de Christine Leichluss, répondit [...], "Je préfère être la débauchée que je suis que d'avoir la responsabilité de la guerre des Boers comme Victoria." »

- *The Oldest Profession : A History of Prostitution*
[Le plus vieux métier du monde : une histoire de la prostitution] (New York, Donet Press, 1967)

Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés !

La classe capitaliste ne veut pas éliminer la main-d'œuvre constituée par les immigrés, son but est plutôt de profiter de l'immigration par n'importe quel moyen. Par exemple, aux USA, les immigrés du Mexique servent d'armée de réserve des travailleurs ; ils sont indispensables particulièrement pour l'agriculture californienne, mais quand on n'a plus besoin d'eux, on peut très vite les expulser. Les immigrés font aussi les travaux pénibles et mal payés, parce que ceux qui ont une autorisation de travailler légalement aux Etats-Unis ne veulent pas de ces emplois à cause des salaires de misère qu'on y paie. Le niveau de leur désespoir est le sujet du film *Dirty Pretty Things*, où l'on voit des immigrés clandestins vendre leur rein contre un passeport et des jeunes femmes tailler une pipe à leur fumier de patron pour garder leur travail dans d'horribles ateliers clandestins. Beaucoup d'immigrés envoient une grande partie, sinon la majeure partie de ce qu'ils gagnent à leur famille dans leur pays d'origine. La moitié des 120 millions d'immigrés légaux ou clandestins du monde sont des femmes qui généralement travaillent comme nourrice, femme de ménage ou domestique en tout genre, et quelquefois dans le commerce sexuel.

Dans *Global Woman : Nannies, Maids, and Sex Workers in the New Economy* [La femme dans le monde : nourrices, femmes de ménage, et travailleuses du sexe dans la nouvelle économie] publié par Barbara Ehrenreich et Arlie Russel Hochschild (New York, Henry Holt, 2002), l'introduction décrit une politique du gouvernement au Sri Lanka qui encourage les femmes à émigrer pour chercher un travail de domestique, laissant derrière elles leurs enfants chez des membres de la famille. Un auteur signale que 34 à 54 % de la population des Philippines survit grâce à l'argent que leur envoient les ouvriers émigrés, dont les revenus constituent la source en devises étrangères la plus importante de l'économie, presque 7 milliards de dollars en 1999. Les deux tiers des ouvriers émigrés philippins sont des femmes.


Bush dit que c'est « un mal spécial », mais le fait reste que pour beaucoup de femmes la prostitution est peut-être une meilleure perspective de travail que d'être forcée de travailler aux champs au pays, de se casser les reins à travailler dans une usine ou de subir un autre sort tout aussi lamentable en tant qu'immigrée « clandestine » à l'étranger. Des millions de femmes immigrées nettoient les toilettes et les sols, changent les lits et les pots de chambre, nourrissent les bébés et les personnes âgées et travaillent dans les ateliers les plus misérables à faire les tâches les plus ingrates et les plus méprisées, tout en subissant des mauvais traitements racistes et sexuels. Des salaires de famine, aucune couverture sociale, de longues journées de travail et les coups et les agressions sexuelles ne sont que trop courants.

Certaines des ouvrières les plus horriblement exploitées sur le continent américain travaillent dans les *maquiladoras*, les zones frontalières de « libre-échange » au Mexique qui ont été et sont une source de profits mirobolants pour les entreprises impérialistes. Là-bas, les femmes, dont beaucoup n'ont que 16 ans, sont exposées à des produits chimiques toxiques, souffrent de douleurs et de déformations aux doigts provoquées par les gestes mécaniques répétitifs sur les chaînes de montage. Beaucoup sont soumises à des fouilles au corps humiliantes ; certaines ont été obligées pour se faire embaucher de fournir la preuve qu'elles n'étaient pas enceintes. Il est urgent que les ouvriers des deux côtés de la frontière luttent ensemble

LE BOLCHEVIK

**الحجاب في المدرسة : لا للطراد العنصري !
من أجل تحرير النساء عن طريق الثورة الاشتراكية !**

مليون أمم ستور لصحة الفروضة لربنا ترويق
تشرين الأول أكتوبر ٢٠٠٢



**« Foulard à l'école : Non aux
exclusions racistes ! Libération des
femmes par la révolution socialiste ! »**
(mars 2004)

En arabe dans *le Bolchevik* n° 167

0,80 € 0,50 \$Cdn

Commande:

Le Bolchevik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, France
SCPA, C.P. 6867, succursale A, Toronto, ON M5W 1X6, Canada



BBC News

Dacca, Bangladesh, 2000 (ci-dessus) : des travailleuses du sexe fêtent la légalisation de la prostitution. Delhi, Inde, 1980 : manifestation contre l'immolation de jeunes mariées qui fait 5 000 victimes par an.



Sheba Chhachhi

contre les capitalistes américains qui continuent à violer le Mexique avec leur « libre-échange ».

La prostitution : que diable est-ce donc ?

La plupart des gens vous diront qu'ils savent ce que c'est, mais la définition de la prostitution qui est donnée dépend de l'opinion de celui qu'on interroge. H. Masters et Virginia E. Johnson, experts réputés en sexualité humaine, font le commentaire suivant : « La prostitution est difficile à définir, étant donné que les êtres humains ont toujours utilisé le sexe pour obtenir ce qu'ils voulaient, comme par exemple la nourriture, l'argent, des objets de valeur, une promotion et le pouvoir » (*Sex and Human Loving* [Le sexe et l'amour humain], Boston, Little, Brown, 1988).

Le statut de la prostituée est lié au statut général des femmes dans la société, lui-même une mesure du degré de développement d'une société. La situation dans laquelle sont les prostituées varie donc beaucoup avec l'époque, le lieu et la classe sociale. Dans le monde industrialisé, où les femmes ont plus facilement accès à l'éducation et au travail, les prostituées ont tendance à se recruter parmi les femmes les plus pauvres et les plus désespérées. Les statistiques varient énormément, mais on peut dégager quelques courants : aux Etats-Unis au moins, un fort pourcentage des prostituées n'ont aucune formation et n'ont qu'une éducation primaire. Etant donné le racisme de la société américaine, il n'est aucunement surprenant que les femmes noires soient surreprésentées dans la prostitution – particulièrement parmi celles qui ont été arrêtées et mises en prison. A San Francisco, d'après le Sex Workers Outreach Project (groupe d'aide aux prostituées), 57 % des prostituées sont noires (la ville elle-même n'a que 8 % de Noirs). Il y a un fait frappant qui est confirmé par la plupart des sources : les adolescentes en fugue qui fuient une situation de famille misérable n'ont guère d'autre choix et deviennent souvent prostituées.

Il y a une différence énorme entre une tenancière de bordel à Hollywood qui mène une vie de luxe facile, comme Heidi Fleiss (ce qui ne l'empêche pas d'avoir été jetée en prison), et celle d'une femme toxicomane et malade du SIDA, qui fait le trottoir dans un misérable ghetto, sans autre choix et sans moyen de s'en sortir. Néanmoins, toutes les prostituées sont soumises à la vindicte sociale générale de la moralité et de l'hypocrisie bourgeoises, ce qui en fait la cible de mauvais traitements, de viols et de vols. Ce sont les

prostituées qui payent le prix fort de la haine contre les femmes. Par exemple, dans les années 1980, le « tueur de la Green River », Gary Leon Ridgway, a assassiné 48 femmes à Seattle, dans l'Etat de Washington, la plupart étant des prostituées faisant le trottoir, qu'il avait choisies parce qu'il pensait qu'il pourrait ainsi s'en tirer à bon compte.

Dans les sociétés économiquement arriérées, dans la mesure où le statut des femmes est plus bas et que leurs choix sont plus limités, la prostitution en est devenue d'autant plus attrayante comparée à la vie familiale qui revient pratiquement à de l'esclavage. Dans le Japon ancien par exemple, seules les femmes les plus belles et les plus cultivées devenaient geishas.

Un « crime sans victime »

Comme la prostitution est généralement illégale ou fortement réglementée par la loi capitaliste, les marxistes la considèrent comme un « crime sans victime », comme l'usage de la drogue, les jeux d'argent, la pornographie, les rapports homosexuels et le « détournement de mineur ». De telles activités sont considérées comme des délits aux USA car ce sont des péchés selon la moralité chrétienne bourgeoise. Du point de vue de la classe ouvrière, avoir des rapports sexuels contre de l'argent n'est un crime ni de la part de la prostituée ni de celle du client. Nous reconnaissons que la prostitution est le plus souvent dégradante et que c'est de l'exploitation, mais nous ne portons aucun jugement moral sur celle-ci, qu'elle soit pratiquée par une call girl de luxe ou par une femme qui y est forcée par une dette envers un réseau criminel ou par la réalité dure, raciste et odieuse du capitalisme.

Certains argumentent que la prostitution n'est pas un « crime sans victime » parce que les prostituées elles-mêmes sont les victimes. Le dirigeant de la Révolution russe, V. I. Lénine expliquait d'où venait le fait que les prostituées sont des victimes : « Ces femmes sont à double titre les lamentables victimes de la société bourgeoise : d'abord, de son système fondé sur la propriété et, ensuite, de sa maudite hypocrisie morale » (Clara Zetkin, *Souvenirs sur Lénine, dans Bataille pour les Femmes* [Paris, Editions sociales, 1980]). Mais les prostituées ne sont pas les victimes de l'acte de prostitution lui-même. Comme l'expliquent Masters et Johnson : « Le côté nocif de la prostitution des femmes n'est pas l'activité sexuelle en elle-même mais les maux qui

accompagnent souvent la prostitution : l'exploitation par le crime organisé et/ou les proxénètes, les maladies sexuellement transmissibles, la toxicomanie, les risques physiques liés à certaines pratiques "spéciales", le client qui vous agresse, l'impossibilité d'économiser de l'argent pour des besoins futurs. » Nous ajouterions que dans beaucoup de sociétés le déshonneur d'avoir des rapports sexuels « immoraux » (ce qui signifie tous les rapports en dehors du mariage) peut mener à un ostracisme permanent ou même au meurtre, comme le « meurtre pour l'honneur » de femmes qui ont « déshonoré » leur famille.

La criminalisation même de la prostitution force la prostituée à vivre en marge de la société, ce qui lui ferme ou gêne l'accès aux services sociaux, et la rend plus vulnérable aux réseaux criminels et aux caprices de son proxénète. C'est aussi une source de corruption policière et elle sert à persécuter certains individus. Nous sommes contre toutes les lois visant les « crimes sans victimes » et luttons pour la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Nous nous opposons à ce que le gouvernement s'imisce dans la vie privée et sexuelle des gens ; nous sommes contre toute criminalisation de certaines catégories de rapports sexuels, comme c'est le cas avec les lois réactionnaires sur l'« âge de consentement » qui tentent d'imposer une vie asexuée aux adolescents. Notre critère est celui du consentement effectif, autrement dit, ce qui importe dans tous les rapports sexuels c'est qu'il y ait compréhension et accord mutuel.

Nous appelons à l'abrogation de ces lois, ce qui ne veut pas dire que nous pensons que le mouvement socialiste doive se désintéresser de ces pratiques. L'usage de drogue pour le plaisir ne regarde personne, mais la toxicomanie et l'alcoolisme à grande échelle sapent l'énergie révolutionnaire de la classe ouvrière et d'autres couches d'opprimés. Mais c'est avec l'autorité morale du mouvement socialiste prolétarien, et non par la contrainte de l'Etat, que l'on doit combattre l'oppression sociale qui engendre l'alcoolisme et la toxicomanie dans les milieux pauvres. Avec sa chasse aux sorcières antidrogue le gouvernement [américain] s'est lancé dans une campagne de terreur policière massive dans les ghettos et les quartiers latinos, et a jeté en prison des centaines de milliers de personnes.

Dans le cas des prostituées immigrées, il faut aussi se battre contre les expulsions racistes et pour les pleins droits de citoyenneté pour toutes, dans le pays où elles vivent, quels que soient les moyens par lesquels elles ont pu arriver. Les domestiques et les prostituées sont particulièrement vulnérables, étant donné qu'elles sont isolées dans la maison de ceux qui les emploient ou dans la rue, séparées de la production sociale et du mouvement ouvrier. Pourtant les femmes immigrées forment une partie de plus en plus importante et combative du secteur immigré de la classe ouvrière américaine. Ken Loach en saisisait bien la contradiction dans son film *Bread and Roses* [Du pain et des roses], qui raconte l'histoire de la lutte pour organiser et syndiquer des travailleurs, pour la plupart sans papiers, qui font le ménage dans les bureaux des immeubles des grandes sociétés de Los Angeles. Le film se concentre sur des sœurs immigrées latino-américaines ; l'une couche avec le patron afin d'obtenir du travail pour sa sœur, et l'autre dirige la campagne de syndicalisation « Justice for Janitors » [Justice pour le personnel d'entretien] pour le Service Employees International Union (SEIU - Syndicat international des employés de l'entretien). Les ouvrières immigrées, loin d'être des victimes sans défense, joueront un rôle important

en tant que combattantes révolutionnaires dans le parti internationaliste multiracial de la classe ouvrière que nous, marxistes, nous efforçons de construire. Ce parti luttera aussi contre toutes les expressions de l'oppression des femmes, car une partie de sa mission est de faire le lien entre les besoins des victimes les plus opprimées et avilies du capitalisme, et la puissance sociale du prolétariat.

Une institution indispensable à la société capitaliste

Dans son ouvrage marxiste classique sur l'oppression des femmes, *l'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat* (Editions sociales/Messidor, Paris, 1983), Friedrich Engels, en parlant du statut de la femme dans la Grèce antique, dit :

« Dans Euripide, la femme est qualifiée d'*oikourema*, "objet pour l'entretien du ménage" (le mot est neutre) et, mis à part le soin de procréer des enfants, elle n'était pour l'Athénien que la servante principale. L'homme avait ses exercices gymniques, ses débats publics dont la femme était exclue. De plus, il avait souvent aussi des femmes esclaves à sa disposition et, à l'apogée d'Athènes, une prostitution fort étendue et à tout le moins favorisée par l'Etat. Ce fut précisément sur la base de cette prostitution que se développèrent les seuls caractères de femmes grecques qui, par l'esprit et l'éducation du goût artistique, dominaient d'aussi haut le niveau général du monde féminin antique que les femmes-spartiates le dominaient par le caractère. Mais si, pour devenir femme, il fallait d'abord se faire hétaire, c'est bien la plus sévère condamnation de la famille athénienne. »

Dans son livre, Engels, se basant sur l'information scientifique dont il disposait à l'époque, retrace l'histoire du développement de l'institution de la famille depuis les tribus et les clans communistes primitifs jusqu'à la division de la société en classes. La société primitive reposait sur la chasse et la cueillette ; il y avait une égalité entre hommes et femmes, et la division nécessaire du travail, basée sur le fait que la femme porte l'enfant, n'impliquait aucune subordination selon le sexe. Etant donné que seule la mère de l'enfant était connue, la parenté était généralement déterminée de façon matrilineaire. Mais avec le développement d'une classe possédante patriarcale, il fallut trouver les moyens d'assurer l'héritage de la propriété et du pouvoir, et cela signifia que pour déterminer la paternité des enfants, il fallait imposer la fidélité à l'épouse. L'Etat apparut pour imposer la domination de la classe possédante par la force. C'est ainsi que naquit la famille monogamique, au sein de laquelle le mariage signifiait soumission des femmes aux hommes et destruction du droit maternel. Comme le disait Engels, « la victoire de la propriété privée sur la propriété commune primitive et spontanée » amena « la grande défaite historique du sexe féminin ».

Engels fait la critique des usages du mariage bourgeois à son époque, où ceux qui offraient le meilleur prix arrachaient les filles pubères de la bourgeoisie mises aux enchères sur le marché matrimonial (le sujet de nombreux romans européens du XIX^e siècle). Il fait le commentaire suivant :

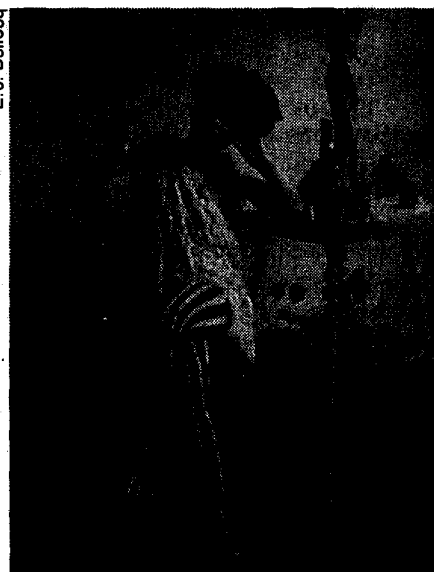
« [...] ce mariage de convenance se convertit assez souvent en la plus sordide prostitution - parfois des deux parties, mais beaucoup plus fréquemment de la femme ; si celle-ci se distingue de la courtisane ordinaire, c'est seulement parce qu'elle ne loue pas son corps à la pièce, comme une salariée, mais le vend une fois pour toutes, comme une esclave. A tous les mariages de convenance s'applique le mot de Fourier : "De même qu'en grammaire deux négations valent une affirmation, en morale conjugale, deux prostitutions valent une vertu." »



Metropolitan Museum of Art

A vendre pour une heure ou pour la vie : à gauche, portrait des sœurs Wyndham par John Sargent, 1899 ; à droite : prostituée du fameux quartier de Storyville à la Nouvelle-Orléans, photographiée par E. J. Bellocq

E. J. Bellocq



C'est l'institution de la famille qui introduit l'argent dans les relations sexuelles. Que ce soit louer les services d'une prostituée à l'heure ou d'une épouse pour la vie, la famille et l'oppression des femmes sont fondées sur la propriété privée ; les codes religieux de moralité et la loi capitaliste sont tout ce qui distingue l'épouse de la prostituée de ce point de vue fondamental. Les statistiques montrent que le niveau de vie de beaucoup de femmes divorcées baisse après leur divorce, et l'accès à l'assurance maladie aux USA dépend d'un emploi ou du fait d'être marié à quelqu'un qui a un emploi. La dot et le prix de l'épousée sont devenus une rareté dans les sociétés occidentales, mais il existe aujourd'hui des exemples évidents de lien entre argent et mariage, comme la pension alimentaire à son ex-concubine, les arrangements pré-nuptiaux et tout le commerce juridique autour du divorce ; ceci a d'ailleurs été le sujet d'une comédie légère intitulée *Intolerable Cruelty* [Cruauté intolérable].

Dans la société capitaliste d'aujourd'hui, un des buts de l'institution de la famille est de mettre sur le dos de la classe ouvrière la charge d'élever la nouvelle génération. La mère est l'esclave des tâches domestiques, de l'entretien et du soin des enfants, des vieux et des malades, et les enfants sont élevés pour devenir la prochaine génération d'ouvriers et apprendre le respect de l'autorité. La famille a un effet conservateur sur l'homme, qui est censé subvenir aux besoins de sa famille, ce qui fait partie de la définition même de la virilité. Une partie importante de la population, si ce n'est la majorité, ne vit pas de cette façon mais cela ne fait que pousser la bourgeoisie à faire fanatiquement campagne pour les « valeurs familiales » afin de tenter de replâtrer son institution chancelante.

Engels nous dit que la monogamie « n'apporte à la communauté conjugale qu'un pesant ennui qu'on désigne du nom de bonheur familial », et que cela a une autre conséquence : « A côté du mariage conjugal et de l'hétérisme, l'adultère devint une institution sociale inéluctable, — proscrite, sévèrement punie, mais impossible à supprimer. » Le problème c'est qu'il est aussi difficile pour notre espèce de mammifères vivant en groupe de s'adapter à la monogamie hétérosexuelle pour la vie, que d'empêcher un volcan d'entrer en éruption. Malgré des punitions aussi cruelles que la lapidation à mort (par exemple, comme il est prescrit dans la Bible), les gens persistent à transgresser le comportement

sexuel « correct » requis, et ils sont particulièrement imaginatifs pour le faire. C'est de ce conflit entre les exigences de la société de classe et les sentiments et désirs personnels les plus intimes, que naissent l'aliénation, l'hypocrisie, le malheur et la frustration, ainsi que les histoires d'amour passion qui sont le sujet d'œuvres d'art depuis Lancelot et Guenièvre jusqu'à *La Traviata* et *The Hours*.

La prostituée joue un rôle à tous les niveaux. Au niveau sexuel, elle est là pour compenser les blocages et les peurs qui peuvent empêcher les femmes en particulier de prendre plaisir aux activités sexuelles. Beaucoup de clients sollicitent des prostituées pour assouvir leurs fantasmes sexuels — des choses qu'ils veulent cacher à leur épouse, leurs voisins, leur famille et leurs collègues. En la matière, il est certain que la prostitution homosexuelle masculine est un exemple de choix. L'historienne et sociologue Hilary Evans écrit dans *Harlots, Whores and Hookers : A History of Prostitution* [Prostituées, putains et traînées : une histoire de la prostitution] (New York, Dorset Press, 1979) qu'il est nécessaire de « reconnaître ce que les maquerelles et les prostituées perspicaces ont toujours su : que, hormis au plus bas niveau, la prostituée fournit bien plus qu'un corps physique répondant à un besoin physique ».

Le marxiste allemand August Bebel disait dans son œuvre classique *La femme dans le passé, le présent et l'avenir* : « La prostitution devient une institution sociale nécessaire, tout comme la police, l'armée permanente, l'Eglise, le patronat. » Nous nous opposons à la pénalisation de la prostitution par la loi capitaliste, mais nous voyons la prostitution comme faisant partie de l'oppression des femmes, quelque chose d'analogue à l'institution de la famille. Sous le socialisme, la famille sera remplacée par la collectivisation du soin des enfants et des tâches ménagères, ce qui donnera aux femmes la possibilité de participer pleinement à la vie politique, sociale et économique. L'éducation et l'apprentissage professionnel seront accessibles à tous, avec une rémunération pour tous les étudiants, ce qui permettra aux adolescents de vivre indépendamment de leur famille. La contraception et l'avortement seront gratuits et accessibles sur simple demande, et les soins médicaux, de qualité, seront gratuits pour tous. La sexualité sera débarrassée des regards inquisiteurs ainsi que des flics corrompus. L'émancipation des prostituées est inséparable de l'émancipation des femmes en

général et la prostitution disparaîtra seulement quand l'institution de la famille sera remplacée. Pour la libération des femmes par la révolution socialiste !

La grand-peur de la « traite des blanches » aux USA et le statut des femmes

Dans un article à sensation étalé en page de couverture du *New York Times Magazine* du 25 janvier 2004, intitulé « Sex Slaves on Main Street : The Girls Next Door » [Esclaves pour le sexe dans la grand-rue : les filles de la porte à côté], Peter Landesman donnait l'impression qu'à chaque coin de rue, des maisons d'habitation d'apparence ordinaire cachaient des femmes retenues en « esclavage sexuel » et « parfois même assassinées ». Il s'est avéré que Landesman avait manipulé ou laissé de côté certains faits. Entre autres problèmes, il avait négligé de mentionner qu'une de ses principales sources, l'ex-« esclave sexuelle » Andrea, qui ne se souvient même pas de son vrai nom et de son âge, est en convalescence car elle souffrait de dédoublement de la personnalité. La controverse autour de l'article de Landesman a eu pour conséquence que le *New York Times* a dû formellement reconnaître que des erreurs avaient été commises. Le récit à sensation du magazine, montrant le corps et les jambes d'une écolière en chaussettes, était trompeur : le *Times* a admis que la fille a en fait 19 ans et que la photo a été retouchée pour enlever son insigne scolaire, en violation de la politique du *Times* contre la pratique de trafiquer les photos. Cependant, le *Times* a déclaré qu'il défendait les faits relatés dans l'article de Landesman. Maintenant, un film tiré de l'article est en train d'être produit sur un scénario de Landesman, avec pour réalisateur Roland Emmerich, connu pour ses films de science-fiction comme *Independence Day*.

Le sensationnalisme outrancier de Landesman ressemblait comme deux gouttes d'eau à l'hystérie sur la « traite des blanches » qui a balayé l'Europe et les Etats-Unis il y a une centaine d'années. Les populations immigrant aux USA commençaient à être de moins en moins souvent de souche protestante originaire d'Europe du Nord, ce qui provoqua des réactions racistes anti-immigrés s'accompagnant d'hystérie touchant la sexualité, la religion et la culture. Ainsi, même si la politique officielle du gouvernement envers l'immigration est en grande partie déterminée par les besoins en main-d'œuvre de l'économie, les questions sociales et culturelles jouent un rôle important.

C'est la réaction à l'immigration chinoise dans l'Ouest américain, particulièrement vis-à-vis des femmes, qui l'a spectaculairement démontré. La loi fédérale Page de 1875 a interdit l'entrée aux ouvriers chinois, japonais et « mongols », ainsi qu'aux femmes qui avaient l'intention de se prostituer. Cette exclusion empêcha dans les faits toutes les femmes chinoises de rejoindre leur mari à partir de 1882, à l'exception des familles de commerçants, et ceci jusqu'en 1943, lorsque la loi a été enfin modifiée. Un commerce florissant de prostituées d'origine chinoise s'est donc développé grâce auquel on pouvait acheter une fille et l'envoyer dans un bordel aux Etats-Unis – de l'esclavage sexuel véritable.

Dans certains cas, lorsque des familles chinoises dans la misère vendaient leurs filles sur le marché de la prostitution américaine, ces dernières envoyaient fidèlement des centaines de dollars en Chine pour aider leur famille. Ces femmes stupéfaient souvent les assistantes sociales quand elles refusaient de quitter leur servitude sexuelle pour des missions chrétiennes. Les prostituées de chair et de sang ont toujours eu des espoirs et des angoisses bien plus compli-

qués que les créatures mythiques dont les prédicateurs de morale cherchaient à sauver l'âme.

La prostitution est devenue une obsession nationale pendant l'Ere progressiste, en gros entre 1900 et 1920, pendant laquelle une série de réformes capitalistes ont fait des lois sur les mœurs ce qu'elles sont aujourd'hui. Les réformateurs progressistes cherchaient à se débarrasser de ce qu'ils considéraient comme les pires excès de l'exploitation capitaliste dans les centres urbains : manque de soins médicaux, taudis, conditions de travail dangereuses. C'est la campagne contre la prostitution qui éclaire le mieux certains des aspects politiques du progressisme ; c'était en fait un débat sur le statut des femmes dans la société, qui est documenté dans *Intimate Matters : A History of Sexuality in America* [Affaires intimes : une histoire de la sexualité en Amérique], de John D'Emilio et Estelle B. Freedman (New York, Harper & Row, 1988).

Après 1900 la nouvelle vague d'immigration venait en grande partie de l'Europe méridionale et orientale (Italiens,



Dennis Silverstein

Nina Hartley, socialiste et actrice de films érotiques, déclare : « Nous ne pouvons pas laisser la loi mettre des limites à ce que des adultes consentants font en privé. »

Juifs polonais et Russes). En même temps, le taux de natalité baissait parmi les blancs protestants alors que le taux de divorce augmentait (ce qui fit que certains crièrent au « suicide de la race »). C'était aussi une période où les femmes ont commencé à travailler à un niveau sans précédent dans des professions autres que celle de domestique. De 1900 à 1910, le nombre de femmes salariées est passé de 5,3 à 7,6 millions, soit une augmentation de 43 % ; elles étaient surtout employées dans les bureaux, l'industrie du téléphone et les usines. En même temps, le syndicalisme et l'activisme politique se développaient parmi les ouvrières – et ce n'était certainement pas grâce à la bureaucratie syndicale corporatiste, anti-femmes et raciste de la fédération syndicale de l'AFL. C'est dans la ville de New York, par exemple, que le 8 mars 1908, les ouvrières du quartier sud-est de Manhattan

fêtèrent ce qui allait devenir plus tard la Journée internationale des femmes. En 1909, les ouvrières de la confection se mirent en grève à New York.

Avec ce développement du travail salarié on vit émerger dans les villes une couche de jeunes ouvrières indépendantes. C'est un argument marxiste élémentaire que l'entrée des femmes dans la population active représente le premier pas vers leur libération du joug de la famille. En 1914, un rapport de la Commission des mœurs du Massachusetts l'exprimait de la manière suivante : « L'indépendance économique précoce des jeunes travailleuses apporte son lot de tentations et les rend intolérantes aux contraintes. Il est devenu habituel de voir des jeunes femmes déambuler librement, sans être accompagnées. »

A cette époque-là, la prostitution était en principe illégale mais généralement tolérée dans la plupart des villes américaines. Chaque ville avait son quartier chaud – Storyville à la Nouvelle-Orléans, le Levee à Chicago, la Barbary Coast à San Francisco – où la prostitution florissait. Bien sûr, le mouvement réformateur s'en prit d'abord à eux. Les croisés anti-prostitution organisèrent des manifestations et des réunions de prières en plein air dans les quartiers chauds.

En 1909, il y eut une grande vague de panique, lancée par le magazine de Chicago *McClure*, qui avait parlé dans ses pages d'une « organisation juive internationale de la traite des blanches ». L'hystérie se propagea à la vitesse d'un éclair. Il y eut un déluge d'articles et de livres aux titres aguicheurs et aux illustrations scabreuses accusant une bande de malfaiteurs de kidnapper des femmes pour les forcer à se prostituer. Cette « traite des blanches » était soi-disant le fait d'une mafia internationale dirigée par des étrangers, qui faisait venir des prostituées étrangères aux Etats-Unis et qui kidnappait aussi des milliers de jeunes Américaines innocentes pour les jeter dans une vie d'esclavage et de péché.

Des dizaines de villes se mirent à enquêter sur la prostitution et la « traite des blanches ». Le rapport de la Commission sur la prostitution de Chicago de 1911 intitulé « Le mal social à Chicago » en est un exemple de choix. Sa devise était : « Méthode immédiate : répression constante et tenace de la prostitution. Notre idéal ultime : annihilation totale. » L'historien Mark Thomas Connelly dit que ces rapports assimilent à de la « prostitution clandestine », « presque toute activité sexuelle féminine avant le mariage ou non monogamique », c'est-à-dire tout rapport sexuel jugé comme transgressant la moralité bourgeoise (*The Response to Prostitution in the Progressive Era* [La réaction à la prostitution durant les années de l'Ere progressiste], Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1980). La solution était de décourager les femmes de s'éloigner de leur rôle traditionnel, et on employa toute une série de mesures pour s'assurer qu'il en soit ainsi. Les partisans de cette campagne s'attaquèrent aux salons de thé, restaurants, bals, cafés ; ils s'attaquèrent à l'automobile et exigèrent la censure de certains films ; en même temps, ils conseillaient vivement aux familles de garder leurs filles à la maison et de ne pas les envoyer travailler. Etant donné que le « mal social » était, dans l'esprit des réformateurs, lié à l'alcool, le mouvement pour la Prohibition, qui devint la loi en 1920, gagna du terrain. Malgré l'hystérie, on trouva très peu de preuves d'une « traite des blanches », et rien du tout qui prouve que la fameuse mafia internationale avait réellement existé.

L'intimidation, l'exploitation et la violence auxquelles devaient faire face les prostituées n'a fait que s'intensifier avec cette persécution. Celles qui étaient immigrées souffraient encore davantage.

Les réformateurs racistes mettaient en garde les femmes « respectables » et leur conseillaient de n'entrer dans ces « dangereuses » blanchisseries chinoises qu'accompagnées, de peur qu'elles ne soient piégées dans une maison de prostitution chinoise (James A. Morone, *Hellfire Nation : The Politics of Sin in American History* [La nation des feux de l'enfer : la politique du péché dans l'histoire américaine], New Haven, Yale University Press, 2003). Ce qui fait qu'en 1920 toute une panoplie de lois avait fermé les maisons closes et repoussé la prostitution dans la clandestinité et sur le trottoir. Le contrôle de la prostitution était passé des mains des maquerelles et des prostituées aux proxénètes, mafias et flics. Il y eut une montée en flèche de la violence physique.

La chasse aux sorcières atteignit son point culminant avec le déclenchement de la Première Guerre mondiale, quand la peur des maladies sexuellement transmissibles poussa la législation gouvernementale à « protéger » les soldats contre les prostituées. A la fin de la guerre quelque 30 000 femmes avaient été arrêtées car suspectées de prostitution et emprisonnées, souvent sans que leurs droits élémentaires soient respectés, sans jugement ou possibilité de recourir à un avocat. La loi permettait au gouvernement d'emprisonner toute femme soupçonnée d'avoir une maladie sexuellement transmissible, et son style de vie ou toute rumeur sur sa vie sexuelle était une raison suffisante pour imposer un examen médical.

La Loi Mann et la chasse aux sorcières américaine

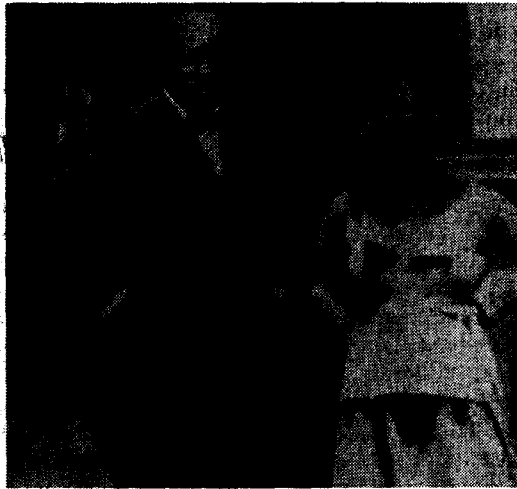
La Loi Mann (1910), selon laquelle passer les frontières d'un Etat avec une femme dans des « buts immoraux » est un délit fédéral, fut, parmi les lois provoquées par la grande peur de la « traite des blanches », celle qui favorisa le plus la chasse aux sorcières. Pendant les huit premières années, la justice obtint plus de 2 200 condamnations pour trafic de femmes. La loi avait pour titre officiel « Loi contre la traite des blanches », mais, d'après l'historien David J. Langum, la première personne arrêtée fut une maquerelle accompagnant cinq prostituées volontaires de Chicago au Michigan (*Crossing Over the Line : Legislating Morality and the Mann Act* [Franchir la ligne : la législation de la moralité et la Loi Mann], Chicago, University of Chicago Press, 1994). La loi a été immédiatement interprétée par la Cour suprême comme pouvant s'appliquer également aux rapports sexuels non commerciaux. En 1917, dans l'affaire Caminetti, deux jeunes hommes mariés de Sacramento, en Californie, avaient été arrêtés pour avoir pris le train pour Reno, au Nevada, avec leurs petites amies. C'est en faisant appliquer la Loi Mann que le petit bureau d'enquête policière qui avait un petit local à Washington est devenu le FBI qui couvre tout le pays.

Une des premières victimes de la Loi Mann fut Jack Johnson, qui était devenu le héros des masses noires opprimées dans tout le pays quand il avait emporté son titre de champion de boxe poids lourd. Mais les racistes n'allaient pas laisser Johnson se reposer sur ses lauriers, surtout qu'il était connu pour ses relations avec des femmes blanches. Quand des agents fédéraux persuadèrent la prostituée Belle Schreiber de témoigner que Johnson avait payé son voyage de Pittsburgh à Chicago pour des « buts immoraux », la voie était pavée pour son inculpation en vertu de la Loi Mann. En mai 1913 un jury composé exclusivement de Blancs jugea Johnson coupable et le condamna à un an de prison.

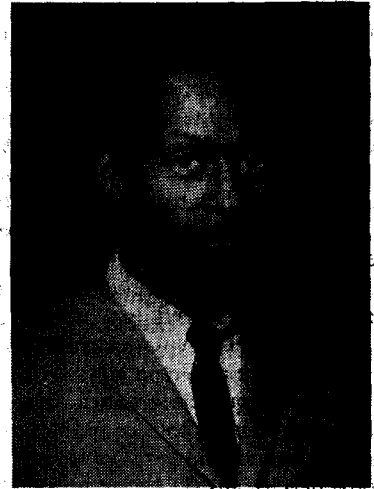
La Loi Mann est toujours en vigueur aux Etats-Unis. Elle



Hulton Archive



Edna and Art Rust Jr.



Hans Arne Nakrem

Des victimes de la Loi Mann : Charlie Chaplin, pourchassé par le FBI pour ses sympathies communistes et acquitté en 1944 ; Jack Johnson (avec sa femme), cible des racistes à cause de son titre de champion de boxe, condamné en 1913 ; Chuck Berry, qui a passé trois ans en prison

a été modifiée pour qu'on ne puisse pas l'utiliser facilement contre les couples non mariés qui traversent les frontières d'un Etat, mais d'autres amendements ont renforcé son impact. Elle s'applique maintenant aussi aux « victimes » masculines, et elle a été utilisée pour la répression de prostituées homosexuels à Washington.

L'alliance contre nature des féministes et de la droite religieuse

Aujourd'hui, le genre d'histoires sur les dangers des salons de thé est réservé à la chasse aux sorcières contre une soi-disant épidémie nationale de pédophilie, qui met le viol brutal et l'assassinat de la petite Megan Kanga dans le même sac que des rapports sexuels consentis avec quelqu'un qui n'a pas encore 18 ans. Il n'y a pas si longtemps que cela, de grotesques accusations de crimes sexuels s'étaient en grands titres dans les journaux et mobilisaient la police pour persécuter des innocents. Dans les années 1980, il y eut une campagne de panique sur des « abus sataniques rituels » dans les jardins d'enfants, et des dizaines de personnes furent jetées en prison, inculpées de crimes qui n'avaient jamais eu lieu. C'est l'Etat capitaliste, la droite religieuse et le mouvement féministe américain qui avaient manigancé cette campagne d'hystérie.

Cette alliance contre nature a commencé dans les années 1980 quand Women Against Pornography [Femmes contre la pornographie] a déclaré que la pornographie était la « cause » de la violence contre les femmes ; Andrea Dworkin et Catharine MacKinnon écrivirent un projet de loi (plus tard déclaré inconstitutionnel) qui redéfinissait la pornographie comme la « subordination sexuelle explicite des femmes ». L'idéologie féministe a joué un rôle important, soutenant et justifiant la campagne de censure du gouvernement, qui faisait fermer des épiceries de quartier qui louaient des vidéos pornos ; elle a aussi incité des attaques contre l'art érotique. Pendant ce temps les fanatiques anti-avortement brûlaient des cliniques et menaçaient de mort les médecins qui pratiquaient l'avortement. Mais la réaction du principal courant du mouvement féministe a été d'en appeler à l'Etat raciste et anti-femmes, pour « protéger » les droits à l'avortement. Aujourd'hui les féministes en appellent au même Etat pour soi-disant « libérer » les prostituées et les

« esclaves sexuelles » avec leur campagne anti-traffic.

Kathleen Barry est le gourou féministe de la croisade contre l'« esclavage sexuel » ; elle est professeur de sociologie dans le département du développement humain et des études de la famille à l'université d'Etat de Pennsylvanie. Son livre *Female Sexual Slavery* [L'esclavage sexuel féminin] (New York, Prentice-Hall, 1979) est considéré comme l'ouvrage classique du mouvement anti-traite. Barry a ensuite réactualisé sa vision pour élargir considérablement sa définition de l'esclavage sexuel :

« L'esclavage sexuel féminin comprend non seulement les femmes qui s'adonnent à la prostitution et qui sont sous la domination des proxénètes, mais aussi les femmes mariées qui sont dominées par leur mari et les filles qui subissent des agressions incestueuses de la part de leur père. Ma définition [...] rompt avec les distinctions traditionnelles entre prostitution "forcée" et "libre", et entre épouses et prostituées. Quand les femmes et/ou les filles sont détenues pendant un certain temps, pour usage sexuel, elles sont dans des conditions d'esclavage [...]. L'esclavage est un aspect de la violation des femmes et des enfants dans la prostitution, le mariage et la famille. »

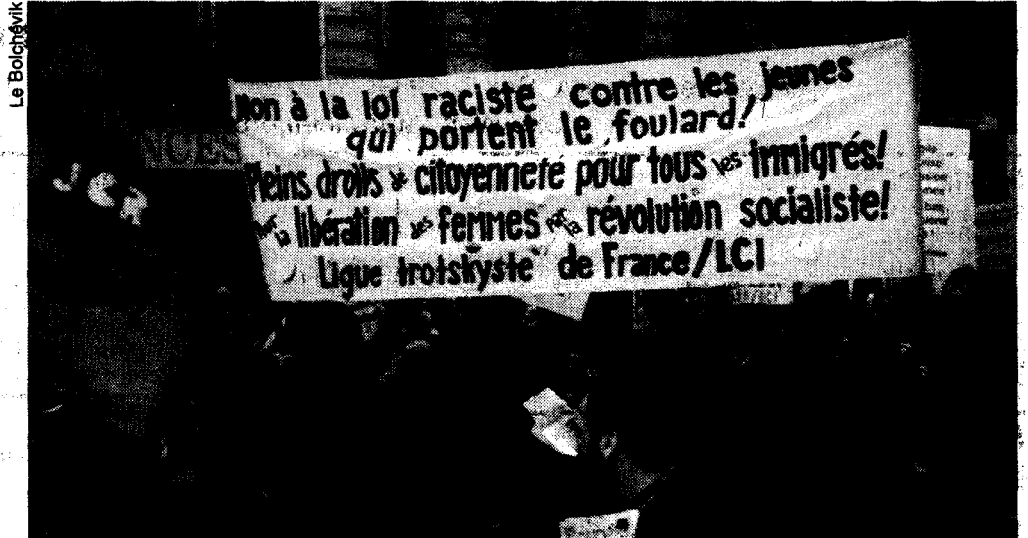
— *The Prostitution of Sexuality* [La prostitution de la sexualité] (New York, New York University Press, 1995)

Et pour ne rien laisser de côté, Barry argumente que tout ce qui n'est pas de l'« esclavage sexuel » est de l'exploitation sexuelle. Les femmes, voyez-vous, croient en l'amour, mais les hommes veulent juste du sexe. Elle a écrit un livre de 381 pages juste pour nous resservir ce vieux fatras.

La volumineuse littérature anti-traite est criblée de notes de bas de page et de références aux écrits de Barry, ce qui donne un cachet de respectabilité universitaire à ce qui n'est qu'une série de diatribes contre la sexualité. Mais Barry n'est pas une simple théoricienne. Elle a organisé ses premiers forums internationaux sur le sujet en 1980, et même une conférence internationale à Rotterdam en 1983. En 1988 elle a fondé le CATW qui fait vigoureusement pression pour changer les lois anti-prostitution, de telle sorte que, comme c'est le cas maintenant en Suède, ce soit le client qui soit pénalisé au lieu de la prostituée.

Le Network of Sex Work Projects [Réseau de projets sur le travail sexuel], une organisation qui se bat pour les droits des travailleurs du sexe, a organisé une manifestation de protestation contre la politique du CATW à la conférence

Paris, le 14 février 2004 :
Banderole de la LTF à
la manifestation contre
la loi Chirac qui interdit
aux jeunes filles portant
le foulard islamique de
fréquenter le lycée



internationale sur le sida à Barcelone en juillet 2002. Son tract « The Anti-Sex Work Anti-Trafficking Agenda : A Threat to Sex Workers' Health and Human Rights » [Les objectifs de la campagne antisexe et anti-traffic représentent une menace à la santé des travailleurs sexuels et aux droits de l'homme] (www.nswp.org), déclare notamment :

« Le CATW a récemment publié une liste noire d'organisations recevant des fonds des USA, qu'il accuse de "faire de la promotion pour la prostitution". Cette liste comprend des organisations bien connues et respectées qui dispensent des soins essentiels contre le VIH et fournissent des services de prévention. »

Le CATW était l'une des 13 organisations féministes qui ont fait pression sur le Congrès américain pour faire passer la Loi pour la protection des victimes du trafic ; il y avait aussi la Feminist Majority, la National Organization for Women and Equality Now. Elles ont collaboré avec Chris Smith, un parlementaire fanatiquement anti-avortement, qui est un des parrains du projet de loi, et la Mission internationale de justice, un groupe de missionnaires chrétiens qui font des rafles contre des bordels asiatiques pour « libérer » les prostituées devant les caméras de la chaîne de télévision Dateline NBC. Comme récompense pour ses contributions féministes, Laura Lederer, directrice du projet anti-traite et éditrice de la bible anti-pornographie *Take Back the Night* [Reprenez la nuit], a reçu une position très en vue dans le bureau sur le trafic du Département d'Etat US.

Pour la libération des femmes par la révolution socialiste !

En servant de soutien idéologique à l'Etat capitaliste, l'establishment féministe américain ne fait que remplir son rôle de porte-parole de femmes bourgeoises et petites-bourgeoises ; le seul reproche qu'elles font à la société capitaliste c'est qu'elle leur refuse l'accès total au club fermé des hommes qui détiennent le pouvoir. Mais pour la plupart des femmes le système capitaliste impérialiste signifie qu'elles sont au chômage, sans domicile et sans soins médicaux, et, pour les femmes du tiers-monde, ce sont des pratiques oppressives comme l'excision ou la ségrégation forcée et le voile. Dans le tiers-monde, la plupart des femmes voient leurs enfants mourir et elles meurent jeunes elles-mêmes, souvent en accouchant ou après un avortement mal fait. Alors prétendre que la prostitution est en quelque sorte le pire problème, bien avant toute cette brutalité, ne

peut que faire le jeu des idéologues bourgeois qui soutiennent l'impérialisme US.

La croisade contre l'« esclavage sexuel » est quelque chose de cynique et dangereux, parce qu'elle légitime la persécution des immigrés par le gouvernement, et qu'en même temps elle en appelle à l'autorité de l'Etat pour intervenir comme arbitre moral dans nos affaires les plus intimes. Cela renforce la chasse aux sorcières contre la sexualité dans son ensemble et détourne l'attention de la violence réelle, perpétrée chaque jour contre les femmes et les enfants sous ce système de classe. L'aliénation sociale dans un système où la grande masse des gens sert d'outil pour qu'un petit groupe d'individus puisse s'enrichir est encore accentuée par des inégalités institutionnalisées de race, religion, nationalité et sexe. La violence contre les femmes provient en partie des profondes insécurités sexuelles encouragées par la répression et l'irrationalité sociale.

Les femmes ont été au premier rang de toutes les luttes révolutionnaires sur la planète, depuis les femmes de Paris qui marchèrent sur Versailles au début de la Révolution française de 1789 jusqu'aux ouvrières qui furent l'étincelle de la Révolution russe lors de la Journée internationale des femmes en 1917, avec une manifestation demandant de la nourriture pour leurs familles qui mouraient de faim. Aujourd'hui la lutte pour les droits des femmes prend encore plus d'importance après la contre-révolution capitaliste en URSS et en Europe de l'Est. La Ligue communiste internationale cherche à organiser les ouvrières, avec leur courage et leur dévouement, sous la bannière du parti prolétarien révolutionnaire. L'émancipation des femmes ne pourra se faire que si l'on renverse par une révolution l'ordre capitaliste qui exploite les femmes en tant qu'ouvrières, et les opprime en tant qu'esclaves domestiques.

Comme nous l'écrivions à propos du « date rape » (qui assimile des expériences sexuelles désagréables au viol) :

« Pour qu'il y ait des rapports absolument libres et égaux entre les individus dans tous les domaines, y compris la sexualité, il est absolument nécessaire de détruire ce système de classe et de créer un monde communiste. Dans une société sans classes les contraintes sociales et économiques sur les relations sexuelles cessent d'exister ; alors, comme le disait Friedrich Engels, "il ne reste pas d'autre motif que l'attraction mutuelle". »

— « La question du "date rape" : hystérie féministe et chasse aux sorcières antisexe » (*Women and Revolution* n° 43, hiver 1993-printemps 1994) ■

Centre international : Box 7429 GPO, New York, NY 10116, USA
Site Web : www.icl-fi.org

Spartacist League of Australia

Spartacist ANZ Publishing Co.
GPO Box 3473, Sydney, NSW 2001, Australie

SPARTACIST 

Marxist newspaper of the Spartacist League of Australia
\$5/4 issues (1 year) in Australia and seairmail elsewhere
\$7/4 issues—Airmail

Spartacist League/Britain

Spartacist Publications
PO Box 1041, London NW5 3EU, Grande-Bretagne

WORKERS HAMMER 

Marxist newspaper of the Spartacist League/Britain
£3/1 year International rate: £7—Airmail
Europe outside Britain and Ireland: £5

Trotskyist League of Canada/ Ligue trotskyste du Canada

Spartacist Canada Publishing Association
C.P. 6867, succursale A, Toronto, Ontario M5W 1X6, Canada

4
English-language newspaper of the Trotskyist League/
Ligue trotskyste
\$3/4 issues International rate: \$8—Airmail

Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands

SpAD, c/o Verlag Avantgarde
Postfach 2 35 55, 10127 Berlin, Allemagne

SPARTAKIST 4

Herausgegeben von der Spartakist-Arbeiterpartei
Deutschlands
4 Ausgaben: € 4
Auslandsabo: € 7,50 Übersee Luftpost: € 10

Spartacist Group Ireland

PO Box 2944, Dublin 1, République d'Irlande

SPARTACIST IRELAND 

Newspaper of the Spartacist Group Ireland
€4 for 4 issues International rate: €10—Airmail
Europe outside Britain and Ireland: €7

Ligue trotskyste de France

La Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, France

LE BOLCHEVIK 

Publication de la Ligue trotskyste de France
4 numéros : 3 € Hors Europe : 4,50 € (avion : 6 €)
Etranger : mandat poste international

Spartacist Group India/Lanka

Ecrire à la Ligue communiste internationale, New York, USA

Legia trotskista d'Italia

Walter Fidacaro, C.P. 1591, 20101 Milano, Italie

SPARTACO 

Organo della Legia trotskista d'Italia
Abbonamento a 4 + supplemento: € 3
Europa: € 4,10 Paesi extraeuropei: € 6,20

Groupe spartaciste Japon

PO Box 49, Akabane Yubinkyoku, Kita-ku
Tokyo 115-0091, Japon

スバルタニスト

Publication du Groupe spartaciste Japon
Abonnement (2 ans): ¥500 International: ¥1000

Grupo Espartaquista de México

Roberto García, Apdo. Postal No. 1251, Admón. Palacio Postal 1
C.R. 06002, México, D.F., Mexico

ESPARTACO

Publicación del Grupo Espartaquista de México
México: 4 números/Mex\$15 (por correo)
Extranjero: US\$4/4 (via aérea)
US\$2/4 (via terrestre/marítima)

Spartacist/Moscou

Ecrire au Bolchévik, Paris, France

Бюллетень Спартаковцев

Spartakusowska Grupa Polski

Ecrire au Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands, Berlin

Platforma SPARTAKUSOWCÓW 

Pismo Spartakusowskiej Grupy Polski
Cztery kolejne numery: 6,- zł

Spartacist/South Africa

Spartacist, PostNet Suite 248, Private Bag X2226
Johannesburg 2000, Afrique du Sud

SPARTACIST SOUTH AFRICA 

Marxist publication of Spartacist South Africa
South Africa: R10/4 issues International rate: \$4/4—Airmail

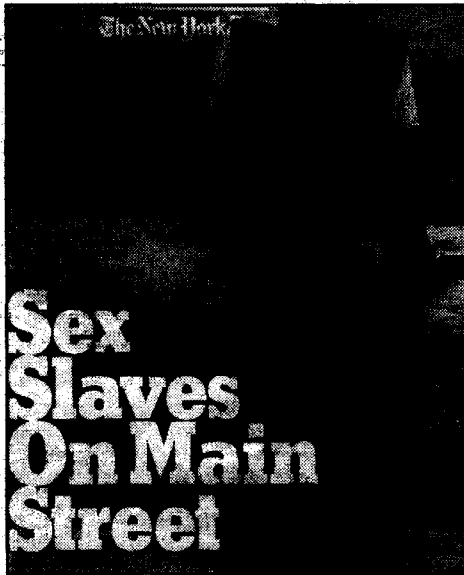
Spartacist League/U.S.

Box 1377 GPO, New York, NY 10116, USA

WORKERS VANGUARD

Biweekly organ of the Spartacist League/U.S.
\$10/22 issues (1 year)
International: \$25/22 issues—Airmail \$10/22 issues—Seairmail

Femmes et Révolution



NY Times



David Turnley/Corbis

La couverture à sensation du *New York Times Magazine* (25 janvier 2004). En gros titre : « Esclaves pour le sexe dans la grand-rue ». A droite : Une Roumaine entrée clandestinement en Allemagne se fait arrêter par la police aux frontières en 1993.

Campagne aux USA
contre les immigrés, les femmes, la sexualité

Les USA et l'ONU partent en croisade contre la « traite des femmes »

TRADUIT DE SPARTACIST (EDITION ANGLAISE)
n° 58, PRINTEMPS 2004

Faisant hommage à l'impérialisme américain au Jour de l'An cette année, le secrétaire d'Etat américain Colin Powell se félicitait, ainsi que son chef, George W. Bush, en ces termes : « En 2003 nous avons libéré des milliers de personnes de l'oppression grâce au programme du président Bush pour combattre le trafic d'êtres humains [...]. Nous avons sauvé des vies et racheté celles réduites à l'esclavage, et nous en ferons plus encore en 2004 » (*New York Times*, 1^{er} janvier 2004). Les Etats-Unis ont effectivement intensifié leur croisade contre le trafic d'être humains, « en particulier l'esclavage sexuel », d'après Christopher H. Smith, membre du Congrès et auteur de la Loi pour la protection des victimes du trafic d'êtres humains. Etant donné que des mots comme « liberté » et « rachat » sont, en jargon impérialiste américain, synonymes de répression gouvernementale intensifiée et intervention militaire sanglante, de même que « libération » est le terme utilisé par Washington pour le viol colonial et

l'occupation de l'Irak, la promesse d'en faire « encore plus » est une menace. Dans le cas présent, « racheter celles réduites à l'esclavage » signifie lâcher les flics et la justice en s'attaquant sans répit aux immigrés, aux femmes et à la sexualité.

Les sources gouvernementales prétendent que chaque année des milliers de femmes et d'enfants sont kidnappés, introduits clandestinement aux USA et forcés de se prostituer par des réseaux criminels. Au Département d'Etat américain le bureau de surveillance et de lutte contre le trafic des personnes, dirigé par l'ancien parlementaire républicain John R. Miller, affiche sur son site Internet des histoires de viol, d'abus sexuel, de violences et de prostitution forcée. Les médias donnent le ton à coups de titres à sensation, d'histoires et de photos scabreuses.

Ce que le gouvernement appelle « l'esclavage moderne » c'est en grande partie l'asservissement par les dettes exorbitantes qu'un travailleur a contractées pour obtenir et garder un boulot, et qu'il est contraint à rembourser. Le servage de la dette est en progression dans le monde entier. On ne peut jamais se fier aux statistiques en ce qui concerne les

suite page 48